

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

LES CENSEURS SOUS LA DYNASTIE MANDCHOUE (1616-1911) EN CHINE

THÈSE PRÉSENTÉE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

LI HSIUNG-FEI

IMPRIMERIES
LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais

PARIS

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546326_0019

LES CENSEURS
SOUS LA DYNASTIE MANDCHOUE
(1616-1911) EN CHINE

* 38554.



TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	9
I. Aperçu historique sur le système des censeurs	9
1) Evolution de l'institution du <i>yu-che</i>	10
2) Evolution de l'institution du <i>ki-che-tchong</i>	14
II. Tableau des institutions gouvernementales sous l'empire des Ts'ing	16

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE LA COUR D'INSPECTION DES FONCTIONNAIRES (TOU-TCH'A-YUAN)

I. Hiérarchie des censeurs	24
II. Recrutement des censeurs	32
III. Promotion des censeurs	39
IV. Traitement des censeurs	42

CHAPITRE II

ATTRIBUTIONS COLLECTIVES DES CENSEURS

I. Attributions générales des six sections	45
II. Attributions spéciales de chaque section	50
III. Attributions générales des 15 bureaux	63
IV. Attributions spéciales de chaque bureau	65

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES DES CENSEURS (A)

I. Surveillance des cérémonies	74
II. Contrôle de l'examen des mérites des fonctionnaires	79
III. Contrôle des décisions pénales	83
IV. Procédure concernant les plaintes	86
V. Censeurs des Cinq Villes de Pékin	90

6 LES CENSEURS SOUS LA DYNASTIE MANDCHOUE EN CHINE

CHAPITRE IV

ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES DES CENSEURS (B)

VI. Contrôle des seize greniers à Pékin et à T'ong-tcheou	100
VII. Contrôle des trois trésors du Ministère des Finances	102
VIII. Inspection des Huit Bannières	103
IX. Inspection de la Cour suprême des Affaires de la Famille impériale, du Service de la Maison impériale et de la Cour de l'Administration des Peuples vassaux	106
X. Contrôle de l'examen provincial et de l'examen général	108
XI. Contrôle de l'examen provincial et de l'examen général pour les interprètes ainsi que des autres examens	112
XII. Contrôle du choix des fonctionnaires	115
XIII. Contrôle de l'impôt en riz et en céréales	116
XIV. Contrôle de l'administration du commerce du sel	117
XV. Inspection des élevages des chevaux et des nomades dans la Mongolie	119
XVI. Inspection dans les provinces	119

CHAPITRE V

<i>Conclusion</i>	123
--------------------------	-----

PREFACE

L'importance et l'intérêt du système des censeurs en Chine nous ont poussé à choisir cette question comme sujet de notre exposé.

Malgré l'importance de cette question, le système des censeurs étant une institution d'une profonde originalité qu'on ne trouve qu'en Chine et qui s'est conservé jusque dans le système politique actuel, celui-ci n'a été l'objet en Chine que de rares ouvrages et reste en Europe dépourvue de toute étude détaillée.

Ceci nous a incité à essayer dans les pages qui vont suivre à retracer et à expliquer ce système en le prenant au moment où il reçut son plus grand développement, c'est-à-dire sous la dynastie des Ts'ing; à ce propos, il est bon d'ajouter que la dynastie des Ts'ing n'étant pas au début une dynastie chinoise, mais une dynastie de conquérant mandchou, les fonctionnaires et les censeurs en particulier étaient composé mi-partie de Chinois et mi-partie de Mandchous avec un léger avantage cependant pour les Chinois; ce fait nous a poussé à mentionner l'exacte composition du corps des censeurs toutes les fois que cela sera nécessaire.

La rareté des textes et des ouvrages se rapportant à cette question nous a obligé très souvent à rester imprécis et il nous a été impossible de fournir certaines explications cependant nécessaires; par exemple les modifications dans le système des censeurs sont simplement mentionnées dans les textes sans aucune indication de cause et nous avons été ainsi obligés de nous borner à rapporter ces faits sans pouvoir présenter aucune interprétation certaine sur les causes.

LES CENSEURS SOUS LA DYNASTIE MANDCHOUE EN CHINE

Nous avons divisé notre exposé en cinq chapitres: introduction, organisation, attributions collectives, attributions individuelles (A), attributions individuelles (B), et conclusion en nous référant principalement aux Règlements de la Cour de Contrôle (King-ting T'ai-koueï). ¹

Nous tenons à exprimer ici à ce sujet toute notre reconnaissance à Monsieur Granet, administrateur de l'Institut des Hautes Etudes Chinoises, professeur à l'Ecole Nationale des Langues Orientales Vivantes; à Monsieur Escarra, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, chargé de cours à l'Institut des Hautes Etudes Chinoises et conseiller du gouvernement chinois et à Monsieur Mestre, secrétaire et chargé de cours à l'Institut des Hautes Etudes Chinoises, qui ont bien voulu nous aider de leurs conseils et nous diriger dans ce présent travail.

¹ Voir à la bibliographie.

INTRODUCTION

I. Aperçu historique sur le système des censeurs en Chine.

Avant d'aborder l'étude historique du système des censeurs en Chine, on peut résumer comme suit le rôle de ces fonctionnaires. Leurs fonctions consistaient en principe, à surveiller et à dénoncer tout ce qui n'était pas selon les règles et peuvent être réparties en deux ordres d'activité assez distincts.

Le premier genre d'activité consistait dans le cadre des administrations, à veiller à la bonne marche de toute la machine administrative de l'empire, c'est ce qu'on peut appeler les attributions collectives des censeurs.

Le deuxième genre d'activité beaucoup plus vaste consistait en gros dans l'obligation qu'avait le censeur à faire respecter les règles et à surveiller et à dénoncer directement à l'empereur à titre individuel, tout ce qui pouvait être répréhensible à tous les points de vue, que cela soit dans la vie politique, dans la vie privée des fonctionnaires et même dans la vie privée de l'empereur. Il pouvait même exercer des fonctions de police judiciaire quand il occupait le poste spécial de commissaire à Pékin. De plus, il avait le droit de proposer des initiatives, en même temps que censeur, il était aussi conseiller. C'est ce qu'on pouvait appeler les attributions individuelles des censeurs.

Ainsi à côté de leurs attributions proprement dites, les censeurs pouvaient être amenés à occuper des postes divers.

On peut classer les censeurs en deux catégories, suivant les rôles différents que leurs fonctions comportaient: les uns appelés *yu-che*, procédaient par voie en quelque sorte répressive, tandis

que les autres, qui portaient le nom de *ki-che-tchong*, usaient de moyens plutôt préventifs. Ces deux catégories existèrent pendant des siècles sans liaison l'une avec l'autre. Ce ne fut que vers la première année *yong-tcheng* (1723) sous l'empire des Ts'ing (1616-1911) qu'elles furent réunies en un même corps censorial appelé *tou-tch'avuan* (Cour d'Inspection des Fonctionnaires). Pour cette raison, il convient d'exposer brièvement et successivement les faits importants dans l'évolution des noms des charges de même que dans l'évolution des fonctions attribuées à la même charge dans chaque catégorie.

1) Evolution de l'institution du *yu-che*.

L'origine de cette institution remonte aux époques les plus reculées de l'histoire chinoise. Avant la dynastie des *T'sin* (246-207 Av. J.-C.) les fonctions des *yu-che* n'étaient pas celles qu'elles devinrent plus tard. Ils se bornaient à écrire tout ce qui se passait dans l'entourage de l'empereur. Ils n'étaient donc que des annalistes (le nom même le prouve). A l'époque des *Ts'in*, le *yu-che* commença à jouer un rôle censorial et en considération de l'importance de ses fonctions l'empereur l'éleva au très haut rang d'adjoint du Grand ministre (*tch'eng-siang*). On l'appela *yu-che-ta-fou*.

Au commencement des Han (206 av. J.-C. 220 A. D.), selon le régime précédent, le *yu-che-ta-fou* était un des « Trois premiers Ministres » ou (Ducs) (*san-kong*)..¹ Il secondait le Grand-Ministre (*tch'eng-siang*) ainsi qu'il ressort de la Biographie de *Siou Siuan*²: « Le *yu-che-ta-fou* à la Cour (*nei*), assurait la continuité de la tradition de la Dynastie; pour le reste de l'empire (*wai*), il aidait le Grand-Ministre (*tch'eng-siang*) à gouverner l'Empire tout entier ».³

La première année *souei-ho* (8 av. J.-C.) sous le règne de

¹ Les titres des « Trois Premiers Ministres » (ou Ducs) (*sankong*) étaient : le Grand Pacificateur (*t'ai-wei*), le Grand ministre (*tch'eng-siang*), et le Grand Censeur général (*yu-che-ta-fou*).

² Il fut *tchong-tchéng* sous l'empereur Tch'eng-ti des Han, qui régna de 32 à 7 av. J. C.

³ Cf. *Histoire des Han Antérieurs* (Ts'ien-Han Chou), chap. 83, p. 2.

tch'eng-ti, le nom du *yu-che-ta-fou* fut remplacé par *ta-sseu-k'ong*, d'après *t'ong-tien*.¹

« Au début des Han, le *yu-che-ta-fou* comprenait deux *tch'eng*; l'un était *yu-che-tch'eng* (*yu-che-ta-fou* lui-même) ; l'autre, le *tchong-tch'eng* ; ... *tchong-tch'eng* ... à la Cour surveillait et dénonçait tous ceux qui étaient contre les mœurs et la loi (*fei-fa*). Au moment où le *yu-che-ta-fou* fut remplacé par le *ta-sseu-k'ong*, le *tchong-tch'eng* fut promu chef du *yu-che-t'ai* (censurat).

A partir des Tsin (265-419), on supprima définitivement la charge de *yu-che-ta-fou*. En général à l'époque des « Six Dynasties » (420-558) (les Tsin font partie des Six Dynasties) le *tchong-tch'eng* devint plus prépondérant que jamais. A cette époque, le *tchong-tch'eng* qui aurait négligé de dénoncer une infraction aux mœurs ou à la loi commise par un officier public se serait vu condamné à un châtement. Rien que pour cette raison, de nombreux *tchong-tch'eng* furent révoqués par l'empereur. Par exemple, d'après la Biographie de *Lieou Hieou*² sous la dynastie des Song (420-479), en l'espace de soixante années il n'y eut pas moins de cinquante-trois *tchong-tch'eng* successifs.

Depuis les Wei du Nord (386-532) jusqu'aux Ts'i du Nord (550-577), le titre du *tchong-tch'eng* fut changé en *tchong-wei*, les fonctions restant toujours les mêmes. Pendant cette époque le *tchong-wei* (*tchong-tch'eng*) toucha au sommet des honneurs. Il fut le plus respecté parmi tous les grands officiers. Voici ce que dit le *T'ong-tien*: « Le *tchong-wei* contrôlait et dirigeait tous les officiers; lorsqu'il allait et venait pour ses déplacements le chemin devait être libre pour lui sur une longueur de mille pas; il empruntait un chemin différent de celui du prince héritier du trône,³ les seigneurs et les princes, tous s'écartaient devant lui; les autres officiers devaient descendre de leurs chevaux, ou quitter leurs

¹ *T'ong-tien*, chap. 24, p. 2.

² Il fut *yu-che-tchong-tch'eng* au début du kien-yuan (479-482) le nom du règne de l'empereur *Kao-ti* de la Dynastie des T'si (479-501); *Nau-che* (Song) chap. 47, p. 4.

³ *T'ong-tien*, chap. 24, p. 3.

⁴ Etant donné qu'ils étaient égaux en dignité, aucun des deux ne cédait le pas à l'autre : ils suivaient chacun un chemin différent.

voitures et se tenir sur le côté de la route; ceux qui désobéissaient ou s'attardaient, étaient frappés à coups de bâton ». Ce fut vers la Dynastie des Souei (581-616) que le prestige du *tchong-wei* déclina peu à peu.

L'organisation du censorat prit un grand développement sous la Dynastie des T'ang (617-922). De nombreuses créations furent le point de départ des institutions futures. Sous le règne de l'impératrice Wou-heou ¹, le *yu-che-t'ai* (tribunal des censeurs) porta le nom de sou-tcheng-t'ai qui comprenait deux « t'ai » (tribunaux) un de gauche et un de droite. Le champ d'activité du premier était limité à la Cour Impériale tandis que le second inspectait les commanderies (*kiun*) et les préfectures (*hien*).

Quand Jouei-tsong ² vint au pouvoir, il rétablit le système d'un seul *t'ai* en le perfectionnant. Pour la première fois dans le cours de l'histoire, le *yu-che-t'ai* fut divisé en trois ³ *yuan*:

1° *t'ai-yuan* dont les censeurs furent chargés de contrôler et de dénoncer les fonctionnaires; d'examiner les affaires judiciaires, etc.

2° *tien-yuan* dont les censeurs surveillaient les cérémonies de la Cour, etc.

3° *tch'a-yuan* dont les censeurs inspectaient tous les fonctionnaires dans les provinces, contrôlaient les armées, etc.

L'autorité des censeurs s'était particulièrement accrue sous cette Dynastie; chaque censeur prétendait exercer ses fonctions en pleine indépendance; on en vit qui refusèrent au *yu-che-ta-fou* (président du tribunal des censeurs) la communication préalable des faits à dénoncer à l'empereur. Un *yu-che-ta-fou* refusa même d'obéir à son déplacement ordonné par l'empereur, ce qui était en contradiction avec les mœurs et la loi. En outre, ils pouvaient porter une dénonciation sur les oui-dire, sans être responsables devant la loi. Ils avaient une force morale — leur seule garantie — qui s'imposait à l'empereur lequel bien qu'ayant droit de vie et de mort sur eux, aimait toujours se flatter de n'avoir fait exécuter aucun *yu-che*.

¹ Cf. A. GILES, *A Chinese Biographical Dictionary*, N° 2331.

² Ce fut le sixième empereur de la Dynastie des T'ang. Il ne conserva le pouvoir que pendant trois ans : 710-712.

³ Cf. *Wen-hien-t'ong-k'ao*, chap. 53, p. 1.

Les Cinq Dynasties (907-959) suivirent l'exemple des T'ang.

Quand la Dynastie des Song (960-1279), arriva au pouvoir les *yu-che* avaient perdu leur esprit primitif; le poste de *yu-che-ta-fou* (président du tribunal des censeurs) restait souvent sans titulaire.

Ils reprirent un nouvel essor sous les Kin (1115-1234) lorsqu'il fut ordonné qu'un *yu-che*, ayant eu connaissance d'une violation de la loi de l'empire et ne l'ayant pas dénoncé était passible de la peine applicable à l'auteur de l'infraction, atténuée d'un degré, à moins qu'il ne s'agisse d'un parent. Des lois nombreuses réglaient l'avancement des *yu-che*, leurs garanties de sécurité, etc.

Ce système fut suivi par les Yuan (264-1367) qui les relevèrent encore dans la hiérarchie des fonctionnaires. Par exemple, sous les T'ang (617-922) le *yu-che-ta-fou* n'était que du troisième degré du deuxième rang; sous les Kin (1115-1234), du deuxième degré du deuxième rang; tandis que sous les Yuan il était du premier degré du deuxième rang. Ce qu'il faut noter, c'est que le système de « trois *yuán* » du *yu-che-t'ai*, qui prit naissance sous la Dynastie des T'ang, fut aboli au début des *Yuan*. On le remplaça par le seul « t'ai » (tribunal).

Sous les *Yuans* le *yu-che-t'ai* fut élevé à la première classe du deuxième degré. En dehors du *yu-che-t'ai* métropolitain, on établit des *hing-yu-che-t'ai* pour les provinces. Des *hing-hu-che-t'ai* provinciaux étaient copiés sur le modèle de l'organisme métropolitain et avaient les mêmes attributions que celui-ci. Une cour d'enquêteurs *tch'a-yuan* composée de *kien-tch'a-yu-che* relevait de l'antiquité du *yu-che-t'ai*. En outre il existait au début des enquêteurs judiciaires *t'i-hing-ngan-tch'a sseu* dont le champ de ressort était divisé en *tao* et qui furent remplacés, en 1221, par des *sou-tcheng-lien-fang-sseu*.

Sous la Dynastie des Ming (1368-1661), le *yu-che-t'ai* s'appela *tou-tch'a-yuan*, le *yu-che-ta-fou*, *tou-yu-che*, et le *tchong-tch'eng*, *fou-tou-yu-che*. Les fonctions censoriales touchèrent leur développement extrême. On dit dans la suite du *T'ong-tien*,¹ : « L'empire comprend trois grands organes: le *tchong-chou* dirige les affaires politiques; le *tou-tou* organise les armées; le *yu-che* se

¹ *T'ong-tien*, chap. 28, p. 2.

charge de la censure, tout le fondement de la Dynastie est là ; mais les fonctions de la censure du *t'ai (yu-che-tai)* sont les plus intègres et les plus importantes ».

Chaque *yu-che* exerçait librement ses fonctions, sans plus dépendre du *tou-yu-che* (président du tribunal des censeurs). Par exemple, on disait : « tel bureau de tel ministère » mais non pas « tel *kien-tch'a-yu-che* du *tou-tch'a-yuan* », simplement le « *kien-tch'a-yu-che* ». La nomination des *yu-che* était en même temps soumise à des conditions plus rigoureuses pour éviter tout abus.

2) Evolution de l'institution du *ki-che-tchong*.

A côté de l'institution du *yu-che*, il y avait une autre catégorie de gens exerçant des fonctions d'ordre également censorial, mais pendant des siècles sans liaison avec le *yu-che-t'ai* (tribunal des censeurs) : ce sont les *ki-che-tchong*. Grâce à une phrase dans le *Tsin-chou*¹ : « *ki-che-tchong*, officier des Ts'in », on peut supposer que l'origine de cette institution remonte à la dynastie des Ts'in (225-206 av. J.-C.). Pendant les dynasties des Ts'in et des Han (206 av. J.-C.-220), les *ki-che-tchong* n'étaient que des titres honorifiques que portaient les grands lettrés ou des parents impériaux. Leurs fonctions à la Cour étaient de critiquer les placets et les rapports des ministres et d'être conseillers auprès de l'empereur. C'est sous la dynastie des Han postérieurs (25-220) que l'empereur Tchang-ti² abolit le titre de *ki-che-tchong*, qui resta supprimé jusqu'à la dynastie des Wei (220-264), sous laquelle on le reprit.

Sous la dynastie des Tsin (265-419) les *ki-che-tchong* formèrent une institution officielle en règle.

Sous les Leang (502-556), on voit déjà maintes fois les *ki-che-tchong* s'opposer à des décrets impériaux.³

Sous les Ts'i du Nord (551-576), ces fonctions étaient déterminées par la loi, le nombre des titulaires fut fixé à soixante.

¹ *Histoire des Tsin* (265-418) (*Tsin Chou*), chap. 24, p. 4.

² Ce fut le troisième empereur de la Dynastie. Il fut au pouvoir de 76 à 88.

³ Cf. *Souei-Chou* (Histoire des Souei), chap. 26, p. 2. Edition *Tchong-houa*.

Sous les Souei (589-616), ils prirent le nom du *ki-che* ou *ki-che-lang*. Jusqu'alors, ils appartenaient toujours au *Tsi-chou-cheng*; ensuite, ils rentrèrent dans le *Men-hia-cheng*.¹

Leurs fonctions à la Cour impériale furent alors limitées spécialement à l'examen des placets et des rapports.

Sous les T'ang (618-922), ils jouissaient des plus larges pouvoirs; ils pouvaient: refuser les décrets impériaux (droit de véto), rectifier les condamnations, dénoncer les cas où une décision injuste était rendue ou bien où un procès était traîné en longueur et où une plainte n'avait pas été déposée, juger les commis par les officiers, faire révoquer ceux qu'ils jugeaient incapables. Auparavant, ils conseillaient l'empereur avant la publication des décrets; désormais, ils exerçaient seulement le pouvoir de refuser les décrets après leur publication.

A l'époque des Cinq Dynasties (907-959) et au commencement des Song (960-1279), les fonctions du *ki-che-tchong* étaient cumulées par d'autres dignitaires ou fonctionnaires avec leurs propres attributions. En cet état de choses, ces fonctions pratiquement disparurent.

Sous la période *Yuan-fong* ² on ajouta, outre le *men-hia-cheng*, un autre département appelé *men-hia-heou-cheng* (*men-hia-cheng* postérieur) où, réparties en six « *fang* » (maison, bureau) travaillaient les *ki-che-tchong*. La troisième année Kien-yen (1129)³, le *ki-che-tchong* devint le chef du « *men-hia-heou-cheng* », dans lequel on mit quatre *fang* au lieu de six. A partir de ce moment peu à peu, le *ki-che-tchong* eut une tendance à l'indépendance. Devant cette situation, les empereurs, qui n'aimaient pas être

¹ Le département de la Chancellerie impériale était dirigé par deux présidents, assistés de deux vice-présidents. Ils recevaient les ordres directement de l'empereur et dirigeaient tout l'empire; on leur envoyait les rapports et les adresses au trône; ils aidaient l'empereur lors des grandes audiences impériales, pendant les grandes cérémonies rituelles, etc.. Les *Ki-che-tchong* travaillaient dans ce département sous leur direction.

² L'un des deux noms du règne de l'empereur Chen-tsong qui fut le cinquième Empereur des Song et qui fut au pouvoir pendant dix-sept ans (1068-1085).

³ L'un des deux noms du règne de Kao-tsong, neuvième empereur de la dynastie des Song (1127-1162).

limités dans leurs actes, laissèrent sans titulaires les postes de *ki-che-tchong* jusqu'à la dynastie des Yuan (1277-1367).

Sous les Leao (937-1122), on fonda un *chen-kouan-yuan*¹ qui exerça le pouvoir des *ki-che-tchong*, tandis que ceux-ci appartinrent au *siuan-houei-yuan*² et jouèrent un rôle tout différent.

Sous les Kin (1125-1234), on abolit le *men-hia-cheng*; bien que le nom du *ki-che-tchong* resta encore, les fonctions en furent pratiquement abolies.

Sous les Yuan (1264-1367), ils ne gardèrent qu'une des fonctions de l'époque des Song (960-1279); celle d'annaliste.

L'ancien régime réapparut sous les Ming (1368-1661), sous une forme élargie même. Les *ki-che-tchong* formèrent alors un organe spécial qui comprenait six *k'o* (sections ou cours partielles) auprès de chacun des six ministères³ pour surveiller les travaux qui relevaient de chacun d'eux. On disait que ce système venait des six *fang* sous les Song (960-1279). Par ailleurs, individuellement ou collectivement, ils contrôlaient les actes de la Cour et des fonctionnaires, participaient aux examens de tous les degrés et exerçaient une juridiction exceptionnelle comme il a été dit ci-dessus.

II. Tableau des institutions gouvernementales sous l'empire des Ts'ing.

Avant d'aborder l'étude de l'institution du censorat, sous la dynastie des Ts'ing, nous allons donner une brève esquisse des principales institutions gouvernementales qui subissaient son contrôle, à cette époque.

¹ Cour de contrôle des mandarins qui à l'origine était chargé du recrutement et de la promotion des mandarins et jugeait l'exercice de leurs fonctions.

² Cour des rites avait pour mission tout ce qui concernait le personnel intérieur du palais et les grandes cérémonies de la Cour telle que la célébration du culte, les audiences des grands dignitaires, les banquets, etc..

³ Six ministères: Ministère des Fonctionnaires (*li-pou*), Ministère des Finances (*hou-pou*), Ministère des Rites (*li-pou*), Ministère de la Guerre (*ping-pou*), Ministère de la Justice (*hing-pou*), et Ministère des Travaux Publics (*kong-pou*).

1) *Administration principale.*

Grand secrétariat impérial.

Ce grand secrétariat impérial est composé de quatre grands ministres (deux Mandchous et deux Chinois). Leurs fonctions consistent à assister l'empereur dans le gouvernement de l'empire, dans le service solennel, et dans les actes publics ; en outre, ils remplissent également des charges dans divers ministères des Fonctions de Président du Ministère des Fonctionnaires ou de la Guerre. Quelques-uns même parfois ne résident pas à Pékin mais remplissent les fonctions des vice-rois du Tche-li, de Nanking, ou du Kouang-tong.

Le Grand Secrétariat Impérial comporte une Cour des Ecrits (*tchong-chou-k'o*), se composant de grands secrétaires (*tchong-chou*) mandchous, mongols et chinois, qui sous la direction de grands ministres, rédigent les actes publics, les édits de l'empereur, les diplômes de décorations impériales, les mémorandums, etc., ainsi que des « archives impériales » où on conserve des biographies des empereurs, les actes, instructions et autres documents divers.

Les six Ministères :

Dans chaque ministère, il y a deux présidents, l'un manchou et l'autre chinois et quatre vice-présidents, dont les deux premiers l'un manchou et l'autre chinois portent le titre de *tso-che-lang* et les deux autres, également manchou et chinois, celui de *yeou-che-lang*. L'office assigné à des mandchous pouvait être donné à des mongols et l'office assigné à des chinois pouvait être donné à des mandchous-chinois (*han-kiun*).

Le Ministère des Fonctionnaires (*li-pou*).

Ce ministère est chargé de désigner les fonctionnaires civils de les promouvoir, de les muter, de les destituer, de les renvoyer à leurs familles, de les blâmer ou de les dégrader.

Le Ministère des Finances (*hou-pou*).

Ce ministère est chargé de percevoir l'impôt foncier, les droits de transport de marchandises, les droits de transfert des biens immobiliers, l'impôt sur les grands établissements de commerce (par exemple les maisons de prêt sur gage, le monopole du sel), les droits sur les produits minéraux, sur les terres d'alluvion, les contributions au fisc pour achat de dignités; il s'occupe également du transport du grain, du recensement de la population, des mariages dans le peuple, des honoraires des fonctionnaires, de la paie des soldats, des frais pour les sacrifices et les travaux publics, et de la frappe des sapèques.

Le Ministère des Rites (*li-pou*).

Ce ministère est chargé du culte religieux, des sacrifices, des fêtes de l'empire, de l'étiquette entre l'empereur et les fonctionnaires, de la matière et des ornements des vêtements selon le grade et la condition des personnes, de la forme des édifices suivant le rang des familles, des examens littéraires de tous les degrés, de la confection des sceaux officiels et de l'observance du deuil.

Le Ministère de la Guerre (*ping-pou*).

Ce ministère est chargé de nommer les fonctionnaires militaires, de les promouvoir, de les muter, et de les dégrader; il est également chargé du service de relais de la poste, des armées, des examens militaires de tous degrés et des condamnés à l'exil militaire.

Le Ministère des Travaux publics (*kong-pou*).

Ce ministère est chargé de la construction et de la réparation des édifices publics, des fortifications, des tombeaux des empereurs, du curage des rivières, de la fabrication des armes et de la construction des navires pour des usages publics.

Le Ministère de la Justice (*hing-pou*).

Ce ministère est chargé de juger les délits criminels soit du peuple, soit des fonctionnaires et de fixer des peines proportionnées aux délits.

2) *Administration auxiliaire.*

La Cour d'Inspection des Fonctionnaires (*tou-tch'a-yuan*) — sujet de la présente thèse :

La Cour suprême de Justice (*ta-li-sseu*).

Cette Cour comporte deux présidents (*tcheng-k'ing*) l'un mandchou et l'autre chinois et deux vice-présidents (*chao-k'ing*) également mandchou-chinois. Elle examine avec le Ministère de la Justice et la Cour d'Inspection des Fonctionnaires les causes capitales et si tous les trois sont du même avis, le Ministère de la Justice le fait connaître à l'empereur, et s'il y a deux avis différents (il ne devait pas y en avoir trois), ce même Ministère les soumet simplement au jugement de l'empereur sans prendre lui-même parti.

Le Ministère de la Justice, la Cour d'Inspection des Fonctionnaires et la Cour Suprême de Justice composent ce qu'on appelait « Les trois organes judiciaires » (*san-fa-sseu*).

La Cour des Pays tributaires (*li-fan-yuan*).

Cette Cour est présidée par un mandchou (*chang-chou*) et a en outre trois vice-présidents (*che-lang*), deux mandchous et un mongol. Cette Cour s'occupe du gouvernement et des successions royales des pays tributaires, elle veille à ce que soient rendues les visites périodiques dues à l'empereur, elle règle les affaires relatives aux frontières avec la Russie, elle exerce sa surveillance sur les lamas, sur le Thibet et sur les tribus mahométanes et reçoit enfin les envoyés des nations étrangères.

L'Académie des Grands Lettrés (*han-lin-yuan*).

Cette Académie a à sa tête, deux présidents (*tchang-yuan-hio-che*) l'un mandchou et l'autre chinois choisis parmi les grands ministres, les présidents et les vice-présidents des ministères. Elle est chargée de composer des ouvrages littéraires et historiques, des prières pour les sacrifices, les décrets pour les décorations de l'impératrice et des princes, les panégyriques impériaux des hommes illustres décédés et d'autres ouvrages du même ordre.

Elle forme des « étudiants-académiciens (*chou-ki-che*) » dans l'école académique (*chou-tch'ang-kouan*) où ceux-ci étudient pour se rendre aptes aux fonctions publiques.

L'Office de Transmission de Rapports (*t'ong-tcheng-sseu*).

Cet Office a deux présidents (*t'ong-tcheng-che*) l'un mandchou et l'autre chinois et deux vice-présidents (*t'ong-tcheng-fou-che*) également mandchou et chinois. Cet office reçoit les rapports adressés à l'empereur par les fonctionnaires des provinces et examine s'ils répondent aux formalités requises.

Collège des Fils de l'Etat (*kouo-ste-kien*).

Ce Collège comprend, un président (*kouan-li-kien-che-ta-tch'en*) choisi parmi les grands ministres (*ta-hio-che*), les présidents des ministères (*chang-chou*) ou les vice-présidents des ministères (*che-lang*); deux assistants (*ki-kieou*), un mandchou et un chinois; trois assesseurs (*sseu-ye*), un mandchou, un mongol, et un chinois; six directeurs d'études (*tchou-kiao*) et un directeur de l'étude des mathématiques (*souan-hio-tchou-kiao*).

Le travail de ces fonctionnaires consiste à surveiller les études des élèves du Collège, à examiner tous les mois ou tous les six mois leurs compositions littéraires et à les proposer au Ministère des Fonctionnaires après trois ans d'études. Sont admis comme élèves dans ce Collège trois catégories de personnes portant le nom de *kong-cheng*, *kien-cheng* et *hio-cheng*.¹

¹ Cf. *Variétés Sinologiques*, N° 21.

Académie de l'Astronomie (*k'in-t'ien-kien*).

Cette académie est composée: d'un « intendant suprême » (*kouan-li-k'in-t'ien-kien-che-wou-ta-tch'en*) ordinairement choisi parmi les princes, deux présidents (*kien-tcheng*) l'un mandchou et l'autre européen (seulement jusqu'à la période *tao-kouang* 1821-1850) deux vice-présidents (*kien-fou*) l'un mandchou et l'autre chinois et deux assesseurs (*tso-kien-fou* et *yeou-kien-fou*) tous deux européens; il y a en outre 120 employés pour le travail de l'Académie.

Le travail de cette académie consiste à faire des observations astronomiques, à prédire les éclipses du soleil et de la lune, à rédiger le calendrier annuel, à annoncer les jours des sacrifices de l'empereur, et à choisir le jour et l'heure pour la célébration de solennités précédant la construction d'édifices, etc.

3) Administrations de la maison impériale.

Cour Suprême des Affaires de la Famille impériale (*tsong-jen-fou*).

Cette Cour comprend un président (*tsong-ling*) et deux vice-présidents (*tsong-tcheng*) choisis parmi les princes de la Famille impériale et de plus un assistant (*tsong-tch'eng*) choisis parmi les fonctionnaires chinois.

Le travail de cette Cour consiste à traiter toutes les affaires relatives aux descendants de la Famille impériale; ainsi que de rédiger les livres généalogiques, de veiller à l'instruction des membres de la Famille impériale et de juger leurs différends.

Service de la Maison Impériale (*nei-wou-fou*).

Le président (*tsong-kouan-ta-tch'en*) de ce service est choisi parmi les princes de la Famille Impériale. Des serfs pris dans les Trois Bannières Supérieures (*chan-san-k'i*), assurent tous les services de la Maison Impériale (sacrifices, voyages, fêtes).

Cour d'Education de l'Héritier du Trône (*tchan-che-fou*).

Cette Cour se compose de deux présidents (*tcheng-tchan-che*) mandchou et chinois, deux vice-présidents (*chao-tchan-che*) mandchou et chinois, et en plus de quatorze officiers moitié mandchous et moitié chinois. Jusqu'au commencement de la dynastie des Ts'ing cette Cour était chargée de l'instruction de l'héritier du Trône mais comme par la suite l'héritier ne fut plus désigné d'avance, cette Cour ne s'occupa plus que d'affaires littéraires.

Service des Sacrifices impériaux (*t'ai-tch'ang-sseu*).

Ce Service a à sa tête deux présidents (*tcheng-k'ing*) l'un mandchou et l'autre chinois et deux vice-présidents (*chao-k'ing*) l'un mandchou et l'autre chinois. Il est chargé des préparatifs de tous les banquets donnés dans la Maison impériale.

Service des Haras impériaux (*t'ai-p'au-sseu*).

Ce Service a à sa tête deux présidents (*tcheng-k'ing*) l'un mandchou et l'autre chinois et deux vice-présidents (*chao-k'ing*) également l'un mandchou et l'autre chinois. Il est chargé d'élevage, du dressage et de l'entretien des chevaux à l'usage de l'empereur et de sa Maison.

Service du Cérémonial d'Etat (*hong-lou-sseu*).

Ce Service a à sa tête deux présidents (*tcheng-k'ing*) l'un mandchou et l'autre chinois et deux vice-présidents (*chao-k'ing*) également un mandchou et un chinois. Il s'occupe de l'étiquette que doivent observer les princes et les fonctionnaires envers l'empereur.

Académie des Médecins impériaux (*t'ai-yi-yuan*).

Cette Académie a à sa tête un président (*kouan-li-t'ai-yi-yuan-che-wou*) ordinairement choisi parmi les princes de nationalité mandchoue, un assistant (*t'ai-yi-yuan-che*) et deux assesseurs (*t'ai-yi-yuan-pan*) et de plus quinze médecins.

CHAPITRE I.

ORGANISATION DE LA COUR D'INSPECTION DES FONCTIONNAIRES (TOU-TCH'À-YUAN)

I. Hiérarchie des censeurs.

Au début, le gouvernement mandchou suivit en ce qui concerne l'institution des censeurs l'organisation qui existait sous les *Ming* (1368-1643), c'est-à-dire que les *yu-che* et les *ki-che-tchong* constituaient deux organismes séparés. L'administration des *yu-che* était placée sous l'autorité du *tou-tchea-yuan* qui se composait de deux présidents (*tso-tou-yu-che*) et de quatre vice-présidents (*tso-fou-tou-yu-che*) ¹ Cet office avait dans ses attributions la direction des six bureaux (*tao*) qui étaient : le *ho-nan-tao*, le *kiang-nan-tao*, le *tchö-kiang-tao*, le *chan-si-tao*, le *chan-tong-tao* et le *chen-si-tao*. Ces bureaux étaient chargés des inspections dans les provinces. Le bureau de *ho-nan* cumulait la direction de la circonscription de Fou-kien ; le bureau de *kiang-nan* cumulait la direction de la circonscription de Kiang-si et de Sseu-tch'ouan ; le bureau de *tchö-kiang* cumulait la direction de la circonscription de Yun-nan ; le bureau de *chan-tong* cumulait la direction de la circonscription de Kouang-si ; le bureau de *chan-si* cumulait la direction de la circonscription de Kouang-tong et de Kouei-tcheou et le bureau de *chen-si* cumulait la direction de la circonscription de Hou-kouang. Chaque bureau avait un chef appelé *tchang-tao* ; les autres titulaires étaient désignés sous le nom de *hie-tao*. Les *yu-che* qui avaient sous leur contrôle les circonscriptions adjointes au bureau princi-

¹ K. t. T. k., chap. 9, p. 1 r°.

pal étaient désignés sous l'appellation générale de *tso-tao* ! La treizième année *k'ien-long* (1748), on procéda à une réorganisation du champs du ressort des différents bureaux dont le nombre fut porté à quinze, qui étaient : le *king-ki-tao*, le *ho-nan-tao*, le *kiang-nan-tao*, le *tchö-kiang tao*, le *chan-si-tao*, le *chan-long-tao*, le *chen-si-tao*, le *hou-kouang-tao*, le *kiang-si-tao*, le *fou-kien-tao*, le *sseu-tch'ouan-tac*, le *kouang-tong-tao*, le *kouang-si-tao*, le *yun-nan-tao*, et le *kouei-tcheou-tao*.¹

Séparément du *tou-tch'a-yuan* il existait des *ki-che-tchong* dont l'administration n'était pas alors réunie en un seul office. Ces officiers étaient répartis en six sections (*k'o*) : section des Fonctionnaires (*li-k'o*), section des Finances (*hou-k'o*), section des Rites (*li-k'o*), section de l'Armée (*ping-k'o*), section de la Justice (*hing-k'o*) et section des Travaux Publics (*kong-k'o*), suivant le ministère qu'ils avaient à contrôler.² La première année *yong-tcheng* (1723), les *ki-che-tchong* furent également placés sous l'autorité du *tou-tch'a-yuan* qui devint ainsi l'organe central pour la direction des offices censoriaux.³

L'administration du *tou-tch'a-yuan* comporte : les charges suivantes :⁴

1) Deux présidents de gauche (*tso-tou-yu-che*) ; un mandchou et un chinois ;

2) Quatre vice-présidents de gauche (*tso-fou-tou-yu-che*) ; deux mandchous et deux chinois ;

3) Les présidents de droite (*yeou-tou-yu-che*) ;⁵

¹ *K. t. T. k.*, chap. 9, p. 3 r° et 4 r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 9, p. 1 v° à p. 2 r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 9, p. 2 v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 9, p. 1 v°.

⁵ Les charges de président de droite et de vice-président de droite n'ont pas été réellement remplies, quoique les titres aient existé, ils ne furent donnés qu'à titre honorifique. Ainsi on conférait le titre de président de droite (*yeou-tou-yu-che*) aux vice-rois (*tsong-tou*).

4) Les vice-présidents de droite (*yeou-fou-tou-yu-che*).¹

Pendant la période *tch'ong-tö* (1636-1643) de la Dynastie des Ts'ing, le *tou-yu-che* s'appelait *tch'eng-tcheng* et le *fou-tou-yu-che* s'appelait *ts'an-tcheng*; le nombre des titulaires n'était pas encore fixé. La troisième année *tch'ong-tö* (1638), il y eut un *tch'eng-tcheng*, deux *tso-ts'an-tcheng* et deux *yeou-ts'an-tcheng*.² La première année *chouen-tche* (1644), on institua à la place de ces fonctionnaires des *tou-yu-che* et des *fou-tou-yu-che* dont le nombre n'était pas fixé. La troisième année *chouen-tche* (1646), on fixa le nombre des titulaires de la charge de *tso-fou-yu-che* à quatre, dont deux mandchous et deux chinois, et la cinquième année *chouen-tche* (1648), le nombre de *tso-tou-yu-che* fut fixé à deux, dont un mandchou et un chinois.³

Au début de la Dynastie, le *tou-yu-che* mandchou était du premier degré et le *tou-yu-che* chinois du deuxième degré. La 16^e année *chouen-tche* (1659), on décréta que tous les *tou-yu-che* seraient du deuxième degré. La 6^e année *k'ang-hi* (1667), le *tou-yu-che* mandchou fut de nouveau élevé au premier degré, mais, la 9^e année *k'ang-hi* (1670), son grade dans la hiérarchie fut de nouveau abaissé au deuxième degré. La 7^e année *yong-tcheng* (1729), tous furent du premier degré du deuxième rang (*tsong-yi-p'in*)⁴. Quant aux *tso-fou-tou-yu-che*, ils étaient du troisième degré du premier rang (*tcheng-san-p'in*).

5) Les censeurs des six sections (*ki-che-tchong*).

Dans les six sections, c'est-à-dire, la section des Fonctionnaires (*li-k'o*), la section des Finances (*hou-k'o*), la section des Rites (*li-k'o*), la section de l'Armée (*ping-k'o*), la section de la Justice

¹ Titre honorifique donné aux gouverneurs des provinces (*siun-fou*), aux directeurs généraux des voies de communication fluviales (*hotao-tsong-tou*) et aux directeurs généraux des transports de grains par voie d'eau (*ts'ao-yun-tsong-tou*).

² K. t. T. k., chap. 9, p. 1 r° et v°.

³ K. t. T. k., chap. 9, p. 1 v°.

⁴ K. t. T. k., chap. 9, p. 1 v°.

(*hing-k'o*) et la section des Travaux Publics (*kong-k'o*), il y a deux *ki-che-tchong* chargés du sceau (*tchang-yin*), dont un mandchou et un chinois, et deux *ki-che-tchong*, dont un mandchou et un chinois.¹

Au début, le *ki-che-tchong* mandchou était du quatrième degré. La 2^e année *k'ang-hi* (1663), le grade des *ki-che-tchong* fut abaissé au septième degré; la 6^e année *k'ang-hi* (1667), ils furent promus de nouveau au quatrième degré, et la 9^e année *k'ang-hi* (1670), rabaissés au septième degré; le *ki-che-tchong* chinois chargé du sceau était au début du septième degré du premier rang, et le *ki-che-tchong* était du septième degré du deuxième rang. Après la 7^e année *yong-tcheng* (1729), les *ki-che-tchong* furent tous, mandchous et chinois du cinquième degré du premier rang.²

6) Les censeurs des quinze bureaux (*kien-tch'a-yu-che*).

En ce qui concerne les *yu-che* mandchous, au début, on institua six titulaires de cette charge. La 5^e année *chouen-tche* (1648), on créa dix-sept titulaires en plus; la 28^e année *k'ang-hi* (1689), on augmenta encore d'une unité le nombre des titulaires. La 46^e année *kien-long* (1781), on supprima deux postes de titulaires.

Au commencement de la Dynastie, on institua deux secrétaires mongols (*tchang-king*). La première année *k'ang-hi* (1662), on supprima ce poste. La 57^e année *k'ang-hi* (1781), on institua deux *yu-che* mongols.³

La 4^e année *yong-tcheng* (1726), on créa quatre *yu-che* mandchous pour le Service de la Maison Impériale (*nei-wou-fou*); la 13^e année *yong-tcheng* (1735), on supprima ce poste.⁴

La 5^e année *yong-tcheng* (1727), on institua deux *yu-che* de la Famille Impériale (*tsong-che*). La 46^e année *k'ien-long* (1781), on augmenta de deux le nombre des titulaires de cette charge qui avec les titulaires mandchous et mongols furent au total au nombre de vingt-huit. Au début, on ne faisait pas de distinction entre les

¹ K. t. T. k., chap. 9, p. 1 v° à p. 2 r°.

² K. t. T. k., chap. 9, p. 2 r°.

³ K. t. T. k., chap. 9, p. 4 v° à p. 5 r°.

⁴ K. t. T. k., chap. 9, p. 5 r°.

différents *tao* et on désignait les titulaires sous l'appellation générale de *kien-tch'a-yu-che*. La 13^e année *k'ien-long* (1748), il fut décidé qu'une règle uniforme serait appliquée pour les *yu-che* mandchous et pour les *yu-che* chinois et que leur ressort serait divisé en quinze *tao*. Le nombre des titulaires dans chaque *tao* serait le même que chez les *yu-che* chinois. ¹

Anciennement, on avait institué huit titulaires de la charge de *yu-che* mandchou-chinois (*han-kiun*); la 39^e année *kang-hi* (1700), trois postes de titulaires furent supprimés. La 6^e année *k'ien-long* (1741), ces titulaires firent de nouveau partie des *yu-che* chinois. ²

Quant aux *yu-che* chinois, au début, dans le *kin-ki-tao* il n'y avait pas de titulaire spécial pour cette charge. La 13^e année *kien-long* (1748), on fixa pour la première fois leur nombre à deux. Dans le *ho-nan-tao* le nombre des titulaires était de six. La 10^e année *chouen-tche* (1653), on supprima le poste d'un titulaire; la 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima encore le poste d'un titulaire, et la 7^e année *k'ang-hi* (1668), deux postes de titulaires. La 6^e année *k'ien-long* (1741), on augmenta le nombre des titulaires d'une unité, mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), ce poste fut de nouveau supprimé. Dans le *kiang-nan-tao* il y avait au début cinq titulaires. La 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima un titulaire de cette charge et la 7^e année *k'ang-hi* (1668), on supprima encore deux postes. La 4^e année *yong-tcheng* (1726), on augmenta le nombre des titulaires d'une unité, et la 13^e année *k'ien-long* (1748), on créa encore un nouveau poste. Dans le *tchö-kiang-tao* il y avait six titulaires. La 9^e année *chouen-tche* (1652), on supprima un poste de titulaire; la 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima encore deux postes de titulaires et la 7^e année *k'ang-hi* (1668), on diminua leur nombre encore d'une unité. La 4^e année *yong-tcheng* (1726), on créa un poste de titulaire en plus, mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), on supprima ce poste. Dans le *chan-si-tao*, il y avait cinq titulaires. La 10^e année *chouen-tche* (1653), on supprima le poste d'un titulaire et la 18^e année *chouen-tche*,

¹ K. t. T. k., chap. 9, p. 5 r°.

² K. t. T. k., chap. 9, p. 5 r°.

(1661), on supprima encore deux postes de titulaires. La 6^e année *k'ien-long* (1741), on augmenta le nombre des titulaires d'une unité mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), on supprima ce poste. Dans le *chan-tong-tao*, il y avait cinq titulaires. La 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima deux postes de titulaires et la 7^e année *k'ang-hi* (1668), on supprima encore un poste de titulaire mais la 6^e année *k'ien-long* (1741), on augmenta le nombre des titulaires d'une unité. Dans le *chen-si-tao* il y avait quatre titulaires. La 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima deux postes de titulaires. La 4^e année *yong-tcheng* (1726), on créa le poste d'un titulaire en plus mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), on supprima de nouveau ce poste. Dans le *Hou-kouang-tao*, le nombre des titulaires était de six. La 8^e année *chouen-tche* (1651), le poste d'un titulaire fut supprimé; la 9^e année *chouen-tche* (1652), on supprima encore un poste de titulaire, de même que la 15^e année *chouen-tche* (1658) et la 7^e année *k'ang-hi* (1668). La 4^e année *yong-tcheng* (1726), on augmenta le nombre des titulaires d'une unité, mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), ce poste fut de nouveau supprimé. Dans le *kiang-si-tao*, le nombre des titulaires était de six. La 10^e année *chouen-tche* (1653), on supprima le poste d'un titulaire; la 16^e année *chouen-tche* (1659), on supprima encore un poste de titulaire et la 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima encore deux postes. La 6^e année *k'ien-long* (1741), on augmenta le nombre des titulaires d'une unité, mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), ce poste fut de nouveau supprimé. Dans le *fou-kien-tao*, il y avait cinq titulaires. La 10^e année *chouen-tche* (1653), on supprima le poste d'un titulaire de même que la 15^e année *chouen-tche* (1658) et la 7^e année *k'ang-hi* (1668). La 6^e année *k'ien-long* (1741), on créa un poste de titulaire en plus mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), ce poste fut de nouveau supprimé. Dans le *sseu-tch'ouan-tao*, le nombre des titulaires était de quatre. La 18^e année *chouen-tche* (1661), deux postes de titulaires furent supprimés et la 7^e année *k'ang-hi* (1668), un poste de titulaire fut encore supprimé. La 4^e année *yong-tcheng* (1726), on augmenta le nombre des titulaires d'une unité, mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), ce poste fut de nouveau supprimé. Dans le *kouang-si-tao*, le nombre des titulaires était de quatre. La 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima le poste

d'un titulaire, la 1^{re} année, *k'ang-hi* (1662), on supprima encore un poste de titulaire de même que la 13^e année *k'ien-long* (1748). Dans le *yun-nan-tao*, il y avait quatre titulaires. La 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima le poste d'un titulaire et la 7^e année *k'ang-hi* (1668), on supprima encore un poste de titulaire de même que la 13^e année *k'ien-long* (1748). Enfin dans le *kouei-tcheou-tao*, le nombre des titulaires était de quatre. La 18^e année *chouen-tche* (1661), on supprima deux postes de titulaires et la 7^e année *k'ang-hi* (1668), on en supprima encore un. La 4^e année *yong-tcheng* (1726), on augmenta le nombre des titulaires d'une unité, mais la 13^e année *k'ien-long* (1748), on supprima de nouveau ce poste.¹

Depuis la 13^e année *k'ien-long* (1748), les dix-huit provinces qui constituaient la Chine proprement dite étaient divisées en quinze circonscriptions censoriales contrôlées par quinze bureaux (*tao*) dans lesquels il y eut cinquante-six censeurs, vingt-huit mandchous et vingt-huit chinois, répartis de la façon suivante :

Dans le *king-ki-tao*, le *ho-nan-tao*, le *tchö-kiang-tao*, le *chan-si-tao*, le *chen-si-tao*, le *hou-kouang-tao*, le *kiang-si-tao* et le *fou-kién-tao*, il y avait pour chaque *tao* deux *kien-tch'a-yu-che* chargés du sceau (*tchang-yin*), dont un mandchou et un chinois, et deux *kien-tch'a-yu-che*, dont un mandchou et un chinois.

Dans le *sseu-tch'ouan-tao*, le *kouang-tong-tao*, le *kouang-si-tao*, le *yun-nan-tao* et le *kouei-tcheou-tao* il y avait deux *kien-tch'a-yu-che* chargés du sceau (*tchang-yin*), dont un mandchou et un chinois.

Dans le *kiang-nan-tao*, il y avait deux *kien-tch'a-yu-che* chargés du sceau (*tchang-yin*), un mandchou et un chinois et six *kien-tch'a-yu-che*, dont trois mandchous et trois chinois.

Dans le *chan-tong-tao*, il y avait deux *kien-tch'a-yu-che* chargés du sceau (*tchang-yin*), dont un mandchou et un chinois, et quatre *kien-tch'a-yu-che*, dont deux mandchous et deux chinois.²

Les *yu-che* mandchous et mandchou-chinois (*han-kiun*) étaient

¹ K. t. T. k., chap. 9, p. 5 r° à p. 6 v°.

² K. t. T. k., chap. 9, p. 3 r° à p. 4 r°.

au début de la Dynastie du troisième degré; la 6^e année *chouen-tche* (1649), leur grade fut abaissé au septième degré; la 6^e année *k'ang-hi* (1667), il fut élevé au quatrième degré; la 9^e année *k'ang-hi* (1670), il fut de nouveau abaissé au septième degré et, la 7^e année, *yong-cheng* (1729), élevé de nouveau au cinquième degré.

Les *yu-che* chinois furent au début de la dynastie du septième degré; la 7^e année *yong-tcheng* (1729), le grade fut du cinquième degré pour ceux qui avaient été promus d'une charge de rédacteurs-annalistes (*pien-sieou*) et annalistes (*kien-t'ao*), de secrétaires-supérieurs (*lang-tchong*) ou de secrétaires-auxiliaires (*yuan-wai-lang*), et du sixième degré pour ceux qui avaient été promus d'une charge de secrétaires-assistants (*tchou-che*), de grands secrétaires (*tchong-chou*), d'ordonnateur des audiences (*hing-jen*), de juge (*p'ing-che*) ou de secrétaires de cours (*po-che*).

La 18^e année *k'ien-long* (1753), les *yu-che* mandchous et chinois furent tous du cinquième degré du deuxième rang (*tsong-wou-p'in*). ¹

7) Autres charges inférieures,

Dans les autres charges intérieures de *tou-tch'a-yuan*, il y avait deux secrétaires (*king-li*) un mandchou et un chinois; deux secrétaires assistants (*tou-che*), un mandchou et un chinois chargés de la réception et de l'expédition des écrits;² quarante-deux copistes (*pi-t'ie-che*) dont trente-cinq mandchous, deux mongols et cinq mandchous-chinois (*han-kinn*) qui tous s'occupaient des traductions³ et quatre-vingt copistes (*pi-l'ie-che*) des six sections dont quinze pour chacune des quatre sections: la section des Fonctionnaires, la section des Finances, la section de la Guerre et la section de la Justice et dix pour chacune des deux sections; la section des Rites et la section des Travaux Publics qui également s'occupaient tous des traductions. ⁴

¹ *K. t. T. J.*, chap. 9, p. 4 r°.

² *K. t. T. J.*, chap. 9, p. 9 r°.

³ *K. t. T. J.*, chap. 9, p. 9 r° et v°.

⁴ *K. t. T. J.*, chap. 9, p. 9 r°.

8) *Yu-che* des Cinq Villes de Pékin (*wou-tchang-yu-che*).

Il y avait dans les Cinq Villes de Pékin, dix *yu-che* qui étaient répartis de telle manière qu'il y en eût deux dans chaque Ville, un mandchou et un chinois; ils remplissaient le rôle de commissaire de police.

Dans chacune des Cinq Villes de Pékin il y avait en outre un vice-commissaire de police, en premier (*ping-ma-sseu-tche-houei*), un vice-commissaire de police en second (*ping-ma-sseu-fou-tche-houei*) et un adjoint de police (*li-mou*).¹

II. *Recrutement des censeurs.*

Les censeurs des six sections (*k'o*), (*ki-che-tchong*) et les censeurs des quinze bureaux (*tao*), (*k'ien-tch'a-yu-che*) étaient recrutés par examen parmi :

1) les juges (*p'ing-che*) de la Cour Suprême de Justice (*ta-li-sseu*);

(Première année: *Chouen-tche*).

2) les secrétaires (*pro-che*) de la Cour Suprême des Sacrifices impériaux (*t'ai-tch'ang-sseu*);

3) les grands secrétaires (*tchong-chou*) de la Cour des Ecrits (*tchong-chou-k'o*);

Depuis la 29^e année *k'ien-long* (1764), les fonctionnaires mentionnés ci-dessus ne furent plus admis à l'examen pour les censeurs;¹

4) les ordonnateurs des audiences (*hing-jen*) de la Cour des Ecrits (*tchong-chou-k'o*);

5) les ordonnateurs des audiences (*hing-jen*) du Bureau des Audiences impériales (*hing-jen-sseu*);

6) les juges (*t'ouei-kouan*) qui ont été longtemps en charge dans les provinces;

7) les préfets (*tche-fou*)³ (pour être promus censeurs ils devaient devenir secrétaires-assistants (*tchou-che*) aux ministères

¹ *K. t. T. k.*, chap. 9, p. 9 v°-10 r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 14 v°.

³ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 1 r°.

et alors ils étaient automatiquement admis comme candidats lors des examens;¹

8) les secrétaires supérieurs (*lang-tchong*) d'un ministère;

9) les secrétaires auxiliaires (*yuan-wai-lang*) d'un ministère;

Les *lang-tchong* et les *yuan-wai-lang* étaient, suivant les règlements en vigueur pour les censeurs chinois, proposés et nommés par l'empereur pour remplir les postes des censeurs mandchous, mongols et mandchous-chinois.²

10) les secrétaires-assistants (*tchou-che*);

11) les maîtres au vaste savoir (*po-che*) du Collège des Fils de l'Etat (*kouo-tseu-kien*);

12) les juges (*t'ouei-kouan*) à Pékin;³

13) les vice-préfets (*t'ong-tche*);

14) les fonctionnaires mandchous-chinois (*han-kiun*);⁴

15) les élèves (*yin-cheng*) du Collège des Fils de l'Etat;⁵

Les *tchou-che*, les *yuan-wai-lang* et les *lang-tchong* étaient choisis dans les différents ministères.⁶

La nomination directe des censeurs choisis parmi ces fonctionnaires était une exception qui a eu lieu la 15^e année *chouen-tche* (1659) parce que le nombre des censeurs était insuffisant.⁷

¹ Décision de la 44^{me} année *k'ang-hi* (1705). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 4v° et 5r°.

² Décision de la 13^{me} année *yong-tcheng* (1735). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 9r° et v°.

³ Décision de la 2^{me} année *chouen-tche* (1645). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 1r° et v°.

⁴ Le terme *kan-kiun* désigne les chinois qui ont été inscrits sur les rôles militaires mandchous. Décision de la 10^{me} année *chouen-tche* (1653). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 1v° et 2r°.

⁵ *Yin-cheng* est le titre des élèves du Collège des Fils de l'Etat (*kouo-tse-kien*) accordé par l'empereur: a) aux fils ou petits-fils des grands dignitaires; b) à l'un des fils des fonctionnaires morts dans l'exercice de leurs fonctions; c) par un édit spécial de l'empereur aux descendants des grands dignitaires. Décision de la 11^{me} année *kia-king* (1806). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 20r°.

⁶ Décision de la 36^{me} année *k'ang-hi* (1697). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 4r°. et décision de la 44^{me} année *k'ang-hi* (1705). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 4v°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 2r° et v°.

Depuis la 29^e année *k'ien-long* (1764), les *tchou-che* ne furent plus admis à l'examen des censeurs. ¹

Si les *lang-tchong* et les *yuan-wai-lang* étaient bien doués ils étaient introduits par les ministres auprès de l'empereur et directement nommés censeurs sans passer d'examens. ²

Si le nombre des candidats au poste de censeurs mandchous-chinois (*han-kiun*) répondant aux conditions requises était insuffisant, on ordonnait aux présidents des différents ministères de proposer au Ministère des Fonctionnaires des *lang-tchong* et *yuan-wai-lang* (*han-kiun*) mandchous-chinois pour qu'ils soient nommés censeurs (*han-kiun*) ³ mandchous-chinois par l'empereur.

16) Les grands secrétaires (*tchong-chou*) des trois Cours de l'intérieur du Palais (*nei-yuang*). ⁴ La 12^e année (*chouen-tche*) (1655), il leur fut interdit de passer cet examen; ⁵

17) Les sous-préfets (*tche-hien*), qu'ils soient *kiu-jen* ou *tsin-che*. ⁶ Ils étaient choisis par les vice-rois et les gouverneurs des provinces qui envoyaient une liste de leurs noms à l'empereur. ⁷ La 43^e année *k'ang-hi* (1704), ce règlement fut mis hors de vigueur et il fut fixé que quand il y aurait un poste vacant de censeur, le vice-roi et le gouverneur choisiraient trois sous-préfets dont le mandat de 3 ans aurait expiré et qui auraient réussi aux examens littéraires, qu'ils fussent spécialement recommandés ou non. Une liste de leurs noms avec indication de leurs provinces d'origine serait préparée en vue de leur promotion comme censeurs. ⁸

¹ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 14^v.

² Décision de la 36^{me} année *k'ang-hi* (1697). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 4^r.

³ Décision de la 8^{me} année *yong-tcheng* (1730). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 8^v.

⁴ *Nei-yuan* désigne probablement les trois cours suivantes de l'intérieur du Palais : le *kouo-che-yuan*, le *hong-wen-yuan* et le *mi-chou-yuan*. Les trois *yuan* furent supprimés la 15^{me} année *chouen-tche* (1658). Cf. *Ts'eu yuan* sous *nei-san-yuan*.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 2^r.

⁶ Titres donnés aux gradués de l'examen *hiang-che* et de l'examen *houei-che*. Cf. *Variétés Sinologiques*, N° 5.

⁷ Décision de la 7^{me} année *k'ang-hi* (1668). *K. t. T. k.*, chap. 39, pp. 2^v et 3^r.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 4^v.

La promotion des sous-préfets (*tche-hien*) au rang de censeurs avait lieu tous les trois ans. Dans les grandes provinces on choisissait trois personnes, dans les moyennes deux et dans les petites une. ¹ La 16^e année *k'ien-long* (1751), l'empereur supprima la promotion des sous-préfets (*tche-hien*) au rang de censeurs. ²

18) fonctionnaires *han-lin*. Les docteurs (*hio-che*) et autres membres de l'Académie des Grands Lettrés (*han-lin-yuan*) choisissaient et proposaient les fonctionnaires *han-lin* qui étaient capables de devenir censeurs. ³

Pour les rédacteurs-annalistes (*pien-sieou*) et les annalistes (*kien-t'ao*) de l'Académie des Grands Lettrés (*han-lin-yuan*), on choisissait huit titulaires pour être nommés directement *yu-che* par l'empereur. ⁴ Mais déjà l'année suivante, la 2^e année *yong-tcheng* (1724), il fut décidé de choisir seulement ceux qui étaient non seulement renommés pour leur capacité et leur conduite, mais qui avaient passé un examen au Ministère des Fonctionnaires; ce n'est qu'après cela qu'ils étaient nommés censeurs par l'empereur. La 3^e année *yong-tcheng* (1725), il fut décidé de ne plus examiner les candidats censeurs étant donné qu'ils avaient déjà tous passé les examens littéraires mais qu'ils devaient être proposés par les présidents de l'Académie des Grands Lettrés et des différents ministères, parmi ceux qui avaient été mentionnés dans la liste des candidats préparée par chaque *ya-men*.

Les empereurs cherchaient toujours à ce que des hommes de talent concourent pour les postes où leurs capacités pourraient servir à l'Etat. Pour cette raison les empereurs édictaient souvent des lois spéciales pour permettre à ceux qui n'avaient pas, normalement, le droit de concourir pour ces postes, de tenter aussi leur chance. Citons comme exemple le décret de la 7^e année *k'ien-long* (1742) ordonnant aux grands ministres et aux vice-rois et gouverneurs des provinces de choisir parmi ceux qu'ils connaissaient

¹ Décision de la 1^{re} année *k'ien-long* (1736). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 9v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 14r°.

³ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap., p. 6r°.

⁴ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 6r°.

les personnes renommées par leur caractère, leurs manières et leurs connaissances en politique sans tenir compte d'autres conditions, et de les présenter à l'empereur pour que l'empereur puisse les nommer directement. ¹

Si un poste vacant devait être rempli d'urgence, ou bien si le nombre des candidats-remplaçants était insuffisant, on y suppléait en promouvant au grade de censeur les fonctionnaires qui étaient déjà attachés au service des ministères. ²

En principe le choix des censeurs est fait par le Ministère des Fonctionnaires ensemble avec le *tou-tch'a-yuan*. Mais tout fonctionnaire proposé comme candidat au poste de censeur doit présenter des notes faites par son chef hiérarchique et doit avoir été introduit auprès de l'empereur. ³

La 45^e année *k'ang-hi* (1706), le Conseil des Neuf Ministres décida que désormais les censeurs choisis par examen et suivant l'ordre de la liste de leurs noms seraient directement nommés par l'empereur sans être préalablement proposés par le ministre. ⁴

La 3^e année *yong-tcheng* (1725), il fut décidé de ne plus examiner les candidats à la charge de censeurs, étant donné qu'ils avaient tous passé les examens littéraires (*k'o-kiu*); ils devaient être proposés par les ministres suivant la liste des candidats préparée par l'Académie des Grands Lettrés (*han-lin-yuan*), les différents ministères et les *ya-men*. ⁵ La 11^e année *kien-long* les candidats devaient de nouveau passer l'examen. ⁶

Les deux censeurs-inspecteurs de la Cour Suprême des Affaires de la Famille Impériale (*tsong-jen-fou*) étaient choisis par les membres de la Famille Impériale. Ce choix était fait par la dite

¹ *K. t. T. k.*, chap. 39, pp. 11v°-12v°.

² Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 1r°.

³ Décision de la 3^{me} année *k'ien-long* (1738). *K. t. T. k.*, chap. 39, 11r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 5r° et v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 6v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 12v° et 13r°.

Cour. ¹ La 4^e année *kia-k'ing* (1799), le nombre de censeurs fut doublé. ²

Les candidats étaient nommés par l'empereur après que les neuf ministres aient examiné les candidats et les aient proposés à l'empereur. ³

L'examen pour les censeurs mandchous et mongols fut supprimé la 29^e année *k'ien-long* (1763). ⁴

Pour l'examen des censeurs mandchous-chinois (*han-kiun*), le Ministère des Fonctionnaires devait demander une autorisation à l'empereur. ⁵

Aussi bien que les conditions pour passer les examens, les conditions de non-admission étaient sévèrement établies et on ne tenait pas compte, dans leur application de situations particulières. Il était indispensable d'avoir passé les examens littéraires pour pouvoir se présenter aux examens de censeurs; et cela même s'ils avaient déjà été présentés aux examens de censeurs. ⁶

Egalement, les élèves *souei-kong-cheng* ⁷ du Collège des Fils de l'Etat, qui payaient une taxe et les fonctionnaires de Pékin du troisième degré et les fils et les frères cadets des vice-rois et gouverneurs des provinces n'étaient pas admis à l'examen des censeurs. ⁸ Les fils et les frères cadets des fonctionnaires de Pékin au dessus du troisième degré ne pouvaient passer l'examen pour les censeurs. Si le père ou le frère aîné étant déjà candidat, attendait sa nomination comme fonctionnaire, ses fils ou frères cadets, actuellement seraient transférés aux ministères comme secrétaires supérieurs (*lang-tchong*). ⁹ Ce règlement avait pour but de ne pas

¹ Décision de la 5^{me} année *yong-tcheng* (1727). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 6 v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 18v°.

³ Décision de la 7^{me} année *k'ien-long* (1742). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 12v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 14v° et 15r°.

⁵ Décision de la 29^{me} année *k'ien-long* (1764). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 15r°.

⁶ Décision de la 19^{me} année *k'ang-hi* (1680). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 3v°.

⁷ Ce sont ceux qui étaient *lin-cheng* et qui en année ordinaire, avaient reçu le titre de *kong-cheng*, en raison de l'exercice d'un office d'au moins vingt ans.

⁸ Décision de la 20^{me} année *k'ang-hi* (1681). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 3v°.

⁹ Décision de la 30^{me} année *k'ang-hi* (1691). *K. t. T. k.*, chap. 39, pp. 3v° et 4r°.

mettre le censeur dans la situation de commander à son père ou frère aîné, de le dénoncer; une pareille situation aurait été absolument incompatible avec la notion chinoise si rigoureuse de piété filiale.

La 13^e année *kouang-siu* (1887) on décida d'appliquer les règlements de la Décision de la 30^e année *k'ang-hi* mentionnée ci-dessus aux censeurs mandchous, mongols et à ceux de la famille impériale. ¹

Les ministres ne pouvaient pas proposer de candidats âgés de plus de soixante-cinq ans. ² Les fonctionnaires proposés comme candidats-censeurs et refusés par l'empereur ne pouvaient plus être proposés une deuxième fois. ³ Les fonctionnaires des provinces qui avaient été transférés à Pékin pour cause de délit non administratif et ceux qui tout en étant incapables de remplir un poste en provinces n'étaient pas révoqués ne pouvaient être proposés comme candidats-censeurs. ⁴ Les fonctionnaires chinois qui avaient le titre de *kong-cheng* ne pouvaient pas passer l'examen pour devenir censeur (11^e année *chouen-tche*, 1654). ⁵

Avant de commencer à exercer régulièrement leurs fonctions, les nouveaux censeurs devaient faire un service d'essai. Lors de cette période, ils étaient observés et ne pourront être nommés effectivement qu'après un an de service. Et si, après une année de service d'essai on n'était pas encore fixé sur le censeur, le service d'essai pouvait être prolongé jusqu'à deux ans. ⁶ Si pendant la période d'essai le candidat était envoyé en mission et était de retour avant que son année de service d'essai fut écoulée, il était néanmoins examiné et pouvait être nommé censeur. ⁷

¹ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 24r°

² Décision de la 4^{me} année *kia-k'ing* (1799). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 8r°.

³ Décision de la 60^{me} année *k'ien-long* (1795). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 17.

⁴ Décision de la 9^{me} année *tao-kouang* (1829). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 22,

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 2r°.

⁶ Décision de la 3^{me} année *yong-tcheng* (1725). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 6v°.

⁷ Décision de la 7^{me} année *yong-tcheng* (1729). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 8v°.

Rang hiérarchique des censeurs.

Les *ki-che-tchong* mandchous et chinois et les *yu-che* mandchous et mandchous-chinois (*han-kiun*) avaient le grade du cinquième degré du premier rang (*tcheng-wou-p'in*). Les *yu-che* chinois qui avaient été grands secrétaires (*tchong-chou*) de la Cour des Ecrits (*tchong-chou-k'o*), ordonnateurs des audiences (*hing-jen*) du Bureau des Audiences impériales (*hing-jen-sseu*), juges (*p'ing-che*) de la Cour Suprême de Justice (*ta-li-sseu*), secrétaires (*po-che*) de la Cour Suprême des Sacrifices impériaux (*t'ai-tchang-sseu*) et les anciens sous-préfets promus censeurs avaient le grade du sixième degré du premier rang (*tcheng-lieou-p'in*).¹

La 17^e année *k'ien-long* (1752), il fut décidé qu'à l'exception des *ki-che-tchong* qui auraient comme par le passé le grade du cinquième degré du premier rang (*tcheng-wou-p'in*), tous les autres censeurs auraient celui du cinquième degré du deuxième rang (*tsong-wou-p'in*).²

III. Promotion des censeurs.

Au début de la Dynastie la promotion des censeurs relevait du ressort du *tou-tch'a-yuan*. Après avoir examiné leurs mérites et leur traitement, cette Cour soumettait les noms des candidats au Ministère des Fonctionnaires qui décidait de leur nomination.³ Ce système fut de courte durée, car la 12^e année *chouen-tche* (1655), il fut décrété que ce serait l'empereur lui-même qui déciderait de la promotion des censeurs.⁴ Néanmoins pour faciliter la tâche de l'empereur, on décida, la 52^e année *k'ien-long* (1787) de présenter à l'empereur une liste de candidats. Cette liste comportait des renseignements sur leur activité de censeurs, les remarques et cri-

¹ Décision de la 7^{me} année *yong-tcheng* (1729). *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 8r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 39, p. 14r° et v°.

³ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 1r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 1r°.

tiques qu'ils avaient faites au cours de leur service et les décisions qui avaient été prises sur la base de ces critiques. ¹

Pour la promotion, le *yu-che* était assimilé à un certain rang de fonctionnaire. Les *yu-che* pouvaient être affectés à des postes qui différaient selon les circonstances. Lorsqu'ils étaient nommés à une charge à la Cour par exemple, les *yu-che* recevaient tantôt le poste qu'un fonctionnaire du 4^me degré de Pékin (*siao-sseu-p'in-kin-kouan*) pouvait recevoir lors de sa promotion, ² tantôt le poste d'un fonctionnaire de Pékin du cinquième degré mais recevant le même traitement qu'un fonctionnaire du quatrième degré et pouvaient recevoir la même promotion que celle du fonctionnaire de Pékin. ³

Les *ki-che-tchong* pouvaient remplir le poste de vice-directeur (*chao-king*) du Bureau des Sacrifices impériaux (*T'ai-tch'ang-sseu*). S'ils étaient affectés à un poste dans les provinces, les *ki-che-tchong* chargés du sceau recevaient, en vertu d'une décision de la 12^e année *k'ang-hi* (1673), une charge de *fou-che* et les *ki-che-tchong* et les *kien-tch'a-yu-che* la charge de conseiller de ministère (*ts'an-yi*). ⁴ La promotion pour les *kien-tch'a-yu-che* mandchous-chinois (*han-kiun*) était la même que pour les censeurs chinois. ⁵

Depuis la 55^e année *kien-long* (1799) les *yu-che* pouvaient aussi être affectés à une charge de préfet (*tche-fou*) et les *ki-che-tchong* à une charge d'intendant de circuit (*tao-t'ai*). ⁶ Les autres charges qui leur étaient ouvertes étaient celles de lecteur du collège des Fils de l'Etat (*che-tou-hio-che*) mandchou ou chinois, de vice-directeur (*tsan-yi*) du Service des Communications administratives (*t'ong-tcheng-sseu*), et de vice-directeur (*chao-k'ing*) du Service du Cérémonial d'Etat ⁷ (*kouang-lou-sseu*).

¹ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 10^v° à p. 11^r°.

² Décision de la 16^me année *phouen-tche* (1659). *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 1^v°.

³ Décision de la 11^me année *k'ang-hi* (1672). *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 2^v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 2^v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 2^v° à p. 3^r°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 11^v°.

⁷ Décision de la 26^me année *k'ien-long*.

Le nombre des censeurs pouvant être promu par an était strictement fixé, mais varia à différentes périodes de la Dynastie.

Pendant la période de règne *chouen-tche*, sur trente censeurs il y avait chaque deux ans une promotion où trois censeurs étaient promus à une charge à la Cour et trois autres à un poste dans les provinces. ¹ La 15^e année *chouen-tche* (1658), le nombre des censeurs fut doublé, le nombre des promotions resta cependant le même ². La 16^e année *chouen-tche* (1659), leur nombre fut abaissé à quarante et il n'y eut que deux promotions à une charge à la Cour, et deux à une charge dans les provinces. ³

Les censeurs qui avaient été secrétaires supérieurs (*lang-tchong*) devaient avoir trois ans de service ⁴ pour pouvoir recevoir une charge à la Cour. Ceux qui avaient été secrétaires auxiliaires (*yuan-wai-lang*) trois ans, ceux qui avaient été secrétaire-assistants (*tchou-che*), quatre ans ⁵. Au début la promotion des censeurs avait lieu tous les ans ⁶; en la 16^e année *k'ien-long* (1751), il fut décrété que la promotion des censeurs aurait lieu une fois tous les trois ans. ⁷ Ensuite la 55^e année *k'ien-long* (1790), on décida qu'elle se ferait tous les quatre ans. ⁸ La 4^e année *kia-k'ing* (1799), le délai fut réduit à trois ans, ⁹ et la 10^e année *kouan-siu* (1884), à deux ans. ¹⁰

Tant qu'un censeur n'était pas entré dans l'exercice de ses

¹ Décision de la 12^{me} année *chouen-tche* (1665). *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 1r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 1v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 1v°.

⁴ D'abord deux ans, ensuite quatre ans, la 1^{re} *yong-tcheng* (1723) la durée de service n'était pas obligatoire (*K. t. T. k.*, chap. 40, p. 5r° et v°) à la 4^{me} année *kia-king* (1799), trois ans (*K. t. T. k.*, chap. 40, p. 13r°), la 8^{me} année *kia-king* (1803), deux ans, dès lors ce fut toujours trois ans (*K. t. T. k.*, chap. 40, p. 14r°).

⁶ Décision de la 1^{re} année *k'ien-long* (1736). *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 7r° et v°.

⁷ Décision de la 3^{me} année *k'ien-long* (1738). *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 8r°.

⁸ Décision de la 8^{me} année *k'ien-long* (1743). *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 9r°.

⁹ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 1r° et v°, p. 2r° et p. 7v° à p. 8r°.

¹⁰ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 19r°.

nouvelles fonctions, il continuait à assurer les fonctions de son ancienne charge et recevait son ancien traitement. ¹

Une décision de la 41^e année *k'ang-hi* (1702) fixe que les censeurs qui étaient affectés à une charge à la Cour ne pourraient pas cumuler avec leurs nouvelles fonctions celle de censeur. ²

La promotion des censeurs mandchous et mongols relevait des mêmes règles que celles des censeurs chinois. ³

Les censeurs de la Famille Impériale ainsi que les censeurs mandchous ne pouvaient être nommés à une charge à la Cour. ⁴

IV. Traitement des censeurs.

Les traitements des différents fonctionnaires des services censoriaux étaient les suivants: ⁵

1) Président de la Cour d'Inspection des Fonctionnaires (*tou-tch'a-yuan*) (*tou-yu-che*) du 1^{er} degré du deuxième rang.

traitement régulier	...	...	180 taëls d'argent par an 90 boisseaux de riz p ^r an
gratification	...	...	180 taëls d'argent par an 90 boisseaux de riz p ^r an
frais généraux	...	...	60 taëls d'argent par an

¹ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 9v° à p. 10r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 13r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 19r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 40, p. 5r°.

⁵ D'après *K'in-ting Ta-ts'ing-Houi-tien* (édition 25^me année *kouang-sin* (1889), chap. 21); *K'in-ting Houang-tch'ao T'ong-tien* (édition 8^me année *kouang-sin* (1882), chap. 40 et *K'in-ting Hou-pou Tsö-li* (édition *kien-pong*), chap. 72 et 76.

2) Vice-président du *tou-tch'a-yuan* (*fou-tou-yu-che*) du troisième degré du premier rang.

traitement régulier	...	...	130 taëls d'argent par an
			65 boisseaux de riz p ^r an
gratification	...	...	130 taëls d'argent par an
			65 boisseaux de riz p ^r an
frais généraux	...	...	48 taëls d'argent par an

3) Censeurs des six sections (*ki-che-tchong*) du cinquième degré du premier rang et les censeurs des quinze *tao* (*kien-tch'a-yu-che*) du cinquième degré du deuxième rang.

traitement régulier	...	...	80 taëls d'argent par an
			40 boisseaux de riz p ^r an
gratification	...	...	80 taëls d'argent par an
			40 boisseaux de riz p ^r an
frais généraux	...	...	36 taëls d'argent par an

Quand un censeur prenait sa retraite, il pouvait recevoir à titre de faveur le montant de son traitement entier ou de la moitié de son traitement suivant la décision de l'empereur, ¹ mais cette gratification n'était pas toujours accordée. ²

Quand un censeur mourait, la famille recevait : ³

1) Pour un Président du *tou-tch'a-yuan* :

25 taëls d'argent pour les frais de sacrifices.
500 taëls d'argent pour les frais d'enterrement.
350 taëls d'argent pour établir la stèle funéraire.

¹ *K'in-ting Ta-ts'ing Houei-tien*, chap. 21 et *Hou-pou-Tsö-li* (Règlements du Ministère des Finances), chap. 77.

² *Id.*, chap. 21 et chap. 72.

³ *K'in-ting Ta-ts'ing Houei-tien*, chap. 38 et *K'in-ting Li-pou Tsö-li* (édition 24^{me} année) *tao-kouang* (1844), chap. 167.

2) Pour un Vice-Président du *tou-tch'a-yuan*:

16 taëls d'argent pour les frais
de sacrifices,
300 taëls d'argent pour les frais
d'enterrement.

3) Pour un Censeur des six sections ou des quinze bureaux:

10 taëls d'argent pour les frais
de sacrifices,
100 taëls d'argent pour les frais
d'enterrement.

Si les censeurs étaient morts à cause de l'exercice de leurs fonctions, la somme accordée était supérieure aux chiffres indiqués ci-dessus; la différence était fixée par une décision du Ministère des Fonctionnaires. ¹ En dehors des traitements, gratifications, et dons posthumes fixés, l'empereur pouvait accorder des augmentations et, lors de difficultés financières retrancher sur les sommes assignées. Ces sommes étaient accordées purement à titre de faveur impériale. Leur octroi dépendait des sentiments de l'empereur, de la situation de trésorerie, etc., et pouvaient être diminuées selon les circonstances. Ainsi après la guerre des Bo-xeurs (1900-1901), les sommes touchées effectivement aux titres mentionnés ci-dessus ne dépassaient guère un sixième du montant indiqué. ²

¹ *Li-pou Tsö-li* (Règlements du Ministère des Rites), chap. 167.

² *Ts'ing-kouo Hing-tchang-fa* (Droit administratif de l'empire des Ts'ing), par Tche T'ien-Wan (Edition de la 32^{me} année *kouang-sin* (1906). (Traduction en mandchou, en chinois), p. 153.

CHAPITRE II.

ATTRIBUTIONS COLLECTIVES DES CENSEURS

I. Attributions générales des six sections (t'ong-tchang).

1) Placets et rapports (pen-tchang).

Chaque fois que l'empereur remettait un placet, une « copie rouge » (*hong-pen*) en était faite en mandchou et en chinois par un grand lettré (*han-lin*) ou un grand secrétaire (*tchong-chou*) dans le Bureau du Contrôle des Placets et Rapports (*p'i-pen-tch'ou*) du Grand Secrétariat impérial (*nei-ko*).¹ Un *ki-che-tchong* était chargé d'aller chercher au Grand Secrétariat impérial toutes les « copies rouges » qui y parvenaient et de les distribuer aux différentes sections. Celles-ci en faisaient deux copies supplémentaires : la copie principale (*tcheng-tch'ao*) et la copie extérieure (*wai-tch'ao*). La copie principale était faite en mandchou et en chinois par une section lorsque l'affaire concernait un ministère ou un *yuan*. Si l'affaire concernait plusieurs bureaux, des copies étaient distribuées aux différentes sections aux fins de transmission ; ces copies étaient appelées les copies extérieures (*wai-tch'ao*).²

Le texte original du placet était conservé dans les sections et renvoyé à la fin de l'année au Grand Secrétariat Impérial (*nei-ko*) ;

¹ Les « copies rouges » sont des placets et des rapports écrits à l'encre rouge en mandchou et en chinois par les *han-lin*, les *tchong-chou* et autres qui sont distribués aux sections et au Bureau du Contrôle des Placets et des Rapports (*p'i-pen-tch'ou*) du Grand Secrétariat impérial.

² Décision de la 1^{re} année *chonen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 1^{re}.

en outre, les sections avaient deux copies supplémentaires : la copie pour les annalistes (*che-chou*) et la copie pour les archives de la section (*lou-chou*).

La copie *che-chou* était envoyée au Grand Secrétariat Impérial et la copie *lou-chou* était conservée dans les six sections. ¹

Lorsqu'une « copie rouge », arrivée à la section, qui n'avait pas encore été transmise au ministère, avait été copiée ou bien son contenu divulgué, la copie originale était considérée comme nulle et le *ki-che-tchong* de la section en question était puni ; celui qui avait divulgué le contenu de la copie était condamné par le Ministère de la Justice. ²

Si des fautes avaient été relevées dans les copies supplémentaires, les fonctionnaires chargés de la correction des copies encouraient une punition. ³

Les copies secrètes (*mi-pen*) adressées aux ministères par le Grand Secrétariat Impérial étaient enregistrées par la section (*k'o*). Celle-ci enregistre, en même temps, les noms des fonctionnaires qui viennent les chercher. Quand le ministère avait terminé l'affaire, il renvoyait les copies secrètes à la même section. ⁴

Si les placets des ministères et des *guan* ainsi que des vice-rois et des gouverneurs des provinces ont été approuvés par l'empereur, mais que leur application rencontre des difficultés réelles, il était permis à la section de les renvoyer aux fins de révision. ⁵

Les placets que le peuple adressait à l'empereur étaient copiés chaque mois par les six sections et envoyés au Bureau des Historiens (*che-kouan*), lequel charge les *han-kin* de mettre en ordre ces placets. ⁶

¹ Décision de la 1^{re} année *chonen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 1v°.

² Décision de la 17^{me} année *k'ang-hi* (1678). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 2r°.

³ Décision de la 5^{me} année *yong-tcheng* (1727). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 2.

⁴ Décision de la 1^{re} année *chonen-tche* (1644). *H. t. T. k.*, chap. 15, p. 1v°.

⁵ Décision de la 6^{me} année *ghouen-tche* (1649). *K. t. T. k.*, chap. 15, pp. 1v°-2r°.

⁶ Décision de la 6^{me} année *ghouen-tche* (1649). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 1v° et 2r°.

Si les clercs (*chou-li*), les *t'i-t'ang*¹ et les *king-pao-jen*² transmettaient des informations qui n'étaient pas contenues dans un rapport ou dans un édit impérial, ils étaient condamnés à une peine par les *ki-che-tchong* de la section.³

Les rapports importants adressés par les vice-rois et les gouverneurs de provinces devaient être envoyés sous plis cachetés. Si leur contenu s'ébruitait, les censeurs qui en étaient responsables étaient privés de leur traitement pendant six mois.⁴

La 6^e année *yong-tcheng* (1728), on alla jusqu'à décider que, si le contenu d'un rapport même non cacheté était connu avant que l'empereur en ait pris connaissance, le fonctionnaire responsable encourrait une punition.⁵

Une copie supplémentaire était faite pour les décisions prises par le Conseil des Neuf Ministres (*k'ieou-k'ing-houei-yi*) et cette copie était remise à la section intéressée; les arrêts ratifiés par l'empereur constituaient une « copie rouge » que la section était chargée de reviser en les confondant avec la copie supplémentaire.⁶

2) Décrets de l'empereur aux fonctionnaires (*ts'eu-chou*).

Les différentes sections étaient chargées de la transmission des décrets que l'empereur adressait aux fonctionnaires. Cette transmission se faisait comme suit:⁷

La section des Fonctionnaires transmet les décrets aux vice-rois et aux gouverneurs des provinces. La section des Finances transmet les décrets au directeur général des Transports par voie

¹ Employé envoyé par un vice-roi ou un gouverneur de province à Pékin pour assurer la liaison entre la capitale et son lieu de résidence.

² Agent officiel qui informe les rapports, les placets et les édits impériaux.

³ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 2r°.

⁴ Décision de la 5^{me} année *yong-tcheng* (1727). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 3r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 1r° et 1v°.

⁶ Décision de la 13^{me} année *yong-tcheng* (1735). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 4r°.

⁷ Décision de la 1^{re} année *k'ang-hi* (1662). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 6r°

d'Eau (*ts'ao-yun-tsong-tou*), et au directeur du Service des Grains (*ts'ang-tch'ang-tsong-tou*), directeur des greniers (*tso-leang-t'ing-kien-tou*) et aux directeurs (*kien-tou*) des différents octrois (*Kouan.*)¹ La section des Rites transmet les décrets aux examinateurs provinciaux (*hio-tcheng*). La section de la Guerre transmet les décrets aux examinateurs provinciaux (*hio-tcheng*). La section de la Guerre transmet les décrets aux gouverneurs militaires (*t'i-tou*) et aux commandants militaires (*tsong-ning-kouan*). La section des Travaux Publics transmet les décrets au directeur général des Voies de Communication Fluviales (*ho-tao-tsong-tou*) et aux directeurs (*kien-tou*) des différents octrois (*kouan*) du Ministère des Travaux Publics. Les décrets impériaux (*ts'eu-chou*) sont envoyés aux sections pour être remis au Grand Secrétariat Impérial.²

3) Enregistrement et classement des affaires terminées (*tchou-siao*).

L'enregistrement et le classement des affaires terminées ainsi que l'observation des délais fixés³ à cet effet étaient contrôlés par les six sections qui présentaient à la fin du mois un rapport à l'empereur.⁴

La section des Fonctionnaires contrôlait le Ministère des Fonctionnaires et la préfecture (*fou*) de *Chouen-t'ien*. La section des Finances contrôlait le Ministère des Finances. La section des

¹ Avant la 15^{me} année *kien-long* (1750), ce fut le *tou-tch'a-yuan* qui transmettait les décrets impériaux à l'administration des Salines (*yen-tcheng*), après cette date la section des Finances fut chargée de cette transmission. *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 7r°.

² Décision de la 1^{re} année *k'ang-hi* (1662). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 6r°.

³ La 4^{me} année *k'ang-hi* (1665), un délai de vingt jours fut fixé pour terminer complètement un rapport du ministère ou du *k'o* dans le cas où le rapport était fait dans le ministère même et un délai de trente jours était fixé pour terminer complètement un rapport lorsque l'empereur demandait des explications des différents *ya-men*, de ministère ou de *yuan*. *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 10v° et p. 11r°.

⁴ Décision de la 18^{me} année *Chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 9v° et 10r°.

Rites contrôlait le Ministère des Rites, la Cour Suprême des Affaires de la Famille Impériale (*tsong-jen-fou*), la Cour des Peuples Vassaux (*li-fan-yuan*), le Service des Sacrifices Impériaux (*t'ai-tch'ang-sseu*), le Service des Banquets Impériaux (*kouang-lou-sseu*), le Service du Cérémonial d'Etat (*hong-lou-sseu*), le Collège des Fils de l'Etat (*kou-tseu-kien*) et l'Académie de l'Astronomie (*k'ien-t'ien-kien*). La section de la Guerre contrôlait le Ministère de la Guerre, le Service des Haras Impériaux (*t'ai-p'ou-sseu*) et l'Intendance de la Garde Impériale (*louan-yi-wei*). La section de la justice contrôlait le Ministère de la Justice, le Service des Communications administratives (*t'ong-tcheng-che-sseu*) et la Cour Suprême de Justice (*ta-li-sseu*) et la 14^e année *k'ien-long* (1749) aussi le *tou-tch'a-yuan*. La section des Travaux Publics contrôle le Ministère des Travaux Publics. ¹

Toutes les ans le *King-ki-tao*, avant la 13^e année *k'ien-long*, c'était le *Ro-nan-tao*, envoyait les « cahiers jaunes » (*houang-ts'eu*, liste de recensements) à la section de la Justice afin que celle-ci enregistre et classe ces listes. ³

Les rapports concernant les placets et les affaires judiciaires étaient envoyés chaque mois aux sections (*k'o*), aux bureaux (*t'ao*) et au *tou-tch'a-yuan*. ⁴

Pour les écrits concernant les affaires des Huit Bannières (*pa-k'i*) adressés aux ministères et aux *yuan*, on procédait à deux enregistrements par mois après quoi on les envoyait aux *k'o* et aux *tao*, lesquels les enregistraient à leur tour. Avant l'enregistrement, le texte mandchou devait être traduit en chinois; un délai de trente jours était fixé à cet effet. ⁵

La 32^e année *k'ien-long* (1767), on décida que désormais toutes les affaires des différents ministères, des *yuan*, des *ya-men* et

¹ Décision de la 18^{me} année *chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 10r° et v°.

² Décision de la 13^{me} année *kien-long* (1748). *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 2r° et v°.

³ Décision de la 11^{me} année *chouen-tche* (1654). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 9v°.

⁴ Décision de la 16^{me} année *k'ang-hi* (1677). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 11r°.

⁵ Décision de la 3^{me} année *yong-tchong* (1725). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 12v° et 13r°.

des Huit Bannières seraient aussi enregistrées par les *k'o* et par les *tao*.¹

Un bureau de contrôle spécial (*tou-ts'ouei-so*) fut créé la 4^e année *k'ien-long* (1737), pour surveiller l'enregistrement et le classement des affaires terminées.²

Les affaires faciles devaient être terminées dans un délai inférieur de dix jours à celui assigné aux autres affaires.³

La date d'enregistrement pour les affaires criminelles de province, si elle était jugée difficile, pouvait être reculée; toutefois le *k'o* et le *tao* devaient en être avertis.⁴ Si après quarante ans des criminels n'étaient pas arrêtés, l'enquête devait être close; il en était de même pour les affaires criminelles difficiles.⁵

II. Attributions spéciales de chaque section (*fen-tchang*).

1) Attributions de la section des Fonctionnaires (*li-k'o*).

Surveillance des fonctionnaires. — La 4^e année *chouen-tche* (1647), il fut décidé que tous les cahiers contenant le classement des mérites des fonctionnaires envoyés par les gouvernements de province seraient conjointement examinées et présentés à l'empereur par le *li-ko*.⁶ La treizième année *chouen-tche* (1656), pour les fonctionnaires de tous les *ya-men* de la capitale, il fut décidé que les cahiers contenant des notes sur leurs mérites (*king-tch'a ts'ö-tsi*) seraient envoyés sous pli cacheté au *li-k'o* avant le cinquième jour de la troisième lune. Le *li-k'o*, la section pour l'examen des mérites des fonctionnaires (*k'ao-kong-sseu*) du Ministère des Fonctionnaires et le *ho-nan-tao* examinaient chacun,

¹ *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 18v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 14r° et v°.

³ Décision de la 5^{me} année *yong-tcheng* (1727). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 13r°.

⁴ Décision de la 6^{me} année *yong-tcheng* (1728). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 22r°.

⁵ Décision de la 37^{me} année *k'ien-long* (1772). *K. t. T. k.*, chap. 15, p. 23r°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 1r°.

séparément, porte close, ces cahiers. S'il y avait lieu de demander un renseignement supplémentaire, ils demandaient ce renseignement sous pli cacheté; s'il y avait lieu de faire une modification, ils faisaient la modification. Quand la date de la séance commune était arrêté, le *li-k'o* déléguait deux *ki-che-tchong* chargés du sceau, dont un mandchou et un chinois, et le *ho-nan-tao*, deux *yu-che* chargés du sceau, dont un mandchou et un chinois pour se rendre au Ministère des Fonctionnaires où ils procédaient ensemble à un examen des dits cahiers. Ils décidaient publiquement, s'il y avait lieu de renvoyer ou de garder les fonctionnaires et ensemble ils rédigeaient un acte qu'ils soumettaient à l'empereur. ¹

Pour les dossiers en instance chez le *ya-men* de la Préfecture de *Chouent-tien* qui concernaient une affaire criminelle il y avait lieu d'inscrire clairement la date où le jugement avait été reçu ainsi qu'une note disant si l'affaire était terminée ou n'était pas terminée et à la fin du mois ils les soumettaient à l'empereur qui les transmettait au *li-k'o* et au *king-ki-tao* qui aussitôt les vérifiaient et les examinaient dans le délai fixé. Si le délai n'avait pas été observé, il fallait le noter clairement. Dans le cas où un retard avait été apporté sans raison valable, le coupable devait être dénoncé à l'empereur. ²

En outre, la section des Fonctionnaires (*li-k'o*) faisait un rapport sur le travail fourni par chaque fonctionnaire des six sections (*k'o*) et envoyait ce rapport aux différents ministères et aux différents *guan*. ³

Les vice-rois et les gouverneurs des provinces faisaient tous les trois ans un rapport qui comportait trois cahiers sur les fonctionnaires qui dépendaient d'eux et transmettaient ce rapport au Ministère des Fonctionnaires, au *tou-tch'a-yuan* et au *li-k'o*. ⁴

Surveillance de l'observation des délais fixés (*ping-hien*) pour entrer en charge des fonctionnaires. — La section des Fonction-

¹ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 1^{re} et v^o.

² Décision de la 12^{me} année *tao-kouang* (1832), *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 2^{re} et v^o.

³ Décision de la 13^{me} année *chouen-tche* (1656), *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 1^{re}.

⁴ Décision de la 25^{me} année *k'ang-hi* (1686), *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 1^{re}.

naires fixait la date d'entrée en service des fonctionnaires en se basant sur les distances respectives des provinces où vont les fonctionnaires de Pékin. Ces fonctionnaires devaient se présenter au *li-k'o* pour signer un certificat (*houa-p'ing*) qui devait être envoyé au Ministère des Fonctionnaires dans un délai de dix jours. S'ils n'allaient pas être signé dans un délai de deux mois, le certificat était renvoyé au Ministère et était annulé.¹ En ce qui concerne les fonctionnaires qui n'avaient pas signé le certificat, si, dans le délai d'un mois ils faisaient connaître la cause de ce retard, ils étaient admis à signer le certificat; ceux qui ne faisaient pas connaître la cause du retard dans le délai prescrit étaient punis de la retenue de leur traitement d'un an, mais étaient tout de même autorisés à signer le certificat. Dans le cas où le délai dépassait deux mois, ils étaient destitués de leur charge.² (Il était indispensable que le fonctionnaire signe ce certificat, parce qu'il ne pouvait rejoindre son poste qu'après la signature de ce certificat).

Le Gouverneur de province et la Direction des Finances provinciales (*pou-tcheng-che-sseu*) rapportaient tous les trois mois au *li-k'o* les dates d'entrée en service des fonctionnaires munis de leur certificat. Ceux qui étaient arrivés en retard au lieu de leur affectation, étaient dénoncés à l'empereur par le *li-k'o*.³

Les fonctionnaires qui se rendaient à leur charge, au cas où ils étaient empêchés en route par un événement imprévu ou par une maladie devaient envoyer au *li-k'o* une attestation signée par le fonctionnaire local pour éviter d'être dénoncés.⁴ Si un fonctionnaire qui se rendait au lieu de son affectation tombait malade en route ou était empêché par un événement imprévu, et que son retard soit d'un ou de deux mois dans le cas où il n'aurait pu obtenir une attestation d'un fonctionnaire local, le vice-roi ou le gouverneur de province en avertissait le *li-k'o* pour qu'il ne soit pas dénoncé. Si le retard était de trois mois, mais qu'une attestation eût été donnée par un fonctionnaire local, il ne devait pas être éga-

¹ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 2v°.

² Décision de la 5^{me} année *k'ang-hi* (1662). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 3r°.

³ Décision de la 8^{me} année *k'ang-hi* (1665). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 3v°.

⁴ Décision de la 11^{me} année *k'ang-hi* (1668). *K. t. T. k.*, p. 3v° et 4r°.

lement dénoncé; dans le cas où il n'avait pas d'attestation, il était toutefois dénoncé. ¹ La 27^e année *k'ien-long* (1762) il fut décidé que si un fonctionnaire donnait une fausse raison de son retard, et que le dernier avait dépassé trois mois, il devait être puni doublement que pour un retard de trois mois, c'est-à-dire qu'il devait être dégradé de deux degrés. La même règle était appliquée aussi à l'égard des fonctionnaires des provinces qui étaient rappelés à Pékin; on veillait à ce qu'ils ne rentrassent pas avec des retards. Il en était de même pour les fonctionnaires qui retournaient après absence, à leur poste. Si le retard était de trois ou quatre mois, le grade du fonctionnaire en faute était abaissé de deux degrés; si le retard dépassait cinq mois, le fonctionnaire était destitué de sa charge. Le fonctionnaire local ayant donné un faux certificat était aussi dégradé de deux degrés, et transféré, et le fonctionnaire qui faisait un rapport mensonger à ce sujet était privé d'un an de traitement. ²

2) Attributions de la section des Finances (*hou-k'o*).

Conformément à une décision rendue la première année *chouen-tche* (1644), les *ya-men*, les ministères (*pou*) et les *yan* de la capitale qui avaient reçu de l'argent ou des objets du Ministère des Finances (*hou-pou*) devaient dresser chaque mois une liste des sommes dues ou des objets reçus qu'il envoyait à la section des Finances (*hou-k'o*) aux fins de contrôle. Si celui-ci constatait une fraude ou une erreur dans les comptes, il dénonçait le fait à l'empereur. ³

Depuis la 14^e année *kia-k'ing* (1809), en dehors des recettes mensuelles provenant des taxes de toute espèce qui étaient contrôlées par le bureau des Taxes (*k'iuan-na-fang*) du Ministère des Finances ainsi que par le trésor, on confectionnait séparément deux listes qu'on envoyait au *hou-k'o* aux fins de contrôle. ⁴

¹ Décision de la 13^{me} année *yong-tcheng* (1735). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 12r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 14v° et 15r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 22r°.

⁴ Décision de la 13^{me} année *kia-k'ing* (1808). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 22r° et v°.

Pour tous les impôts en argent et en céréales qui devaient être versés par les différentes provinces au Ministère des Finances, que le versement fût complètement effectué ou non, ainsi que pour l'impôt foncier, les impôts divers, les impôts en argent et en céréales de l'année, un rapport devait être soumis à l'empereur et la liste des impôts devait être classée. Si une fraude ou une erreur avait été constatée, le coupable était dénoncé à l'empereur par le *hou-k'o*.¹

Conformément à une décision de la première année *chouen-tche* (1644), des droits furent fixés sur les céréales transportées par voie d'eau. Le *tao* chargé de la direction des affaires concernant les céréales envoyait une liste indiquant le montant des céréales transportées au directeur général des Transports par voie d'Eau (*ts'ao-yun-tsong-tou*). Ce dernier présentait un rapport à l'empereur et la liste était envoyée au *hou-k'o* lequel la comparait avec la licence (*ts'iuan-tan*).²

D'après une décision de la 3^e année *chouen-tche* (1646), les directeurs de la Gabelle (*yun-sseu*), les inspecteurs des régions salifères (*t'i-kiu-sseu*) et autres fonctionnaires chargés de contrôler les taxes sur le sel perçues pendant l'année devaient à la fin de l'année dresser une liste en indiquant le montant des licences de sel qui avaient ou n'avaient pas encore pris fin ainsi que le montant des impôts sur le sel qui avaient ou n'avaient pas encore été perçus. Ils envoyaient cette liste à l'inspecteur général du commerce (*yen-tcheng*) lequel la soumettait à l'empereur; cette liste était ensuite envoyée au *hou-k'o* pour que celui-ci l'enregistre et la classe. Lorsque le mandat d'un inspecteur du sel arrivait à expiration, l'inspecteur général du commerce du sel (*yen-tcheng*) présentait un rapport à l'empereur; le *tou-tch'a-yuan* contrôlait le

¹ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 23 r°.

² Lorsqu'on expédiait du grain par voie d'eau, le *ts'ao-yun tsong-tou* délivrait une licence (*ts'iuan-tan*) au fonctionnaire chargé du transport (*yun-kouan*). Celui-ci une fois arrivé à *T'ongtcheou* transmettait la quantité de céréales conformément au chiffre indiqué dans la licence, *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 25r°.

rapport et en outre dressait une liste générale qu'il envoyait au *hou-k'o* aux fins de contrôle.¹

Conformément à une décision prise la première année *chouen-tche* (1644), les directeurs (*kien-tou*) des octrois et des douanes du Ministère des Finances se rendaient au *k'o* où ils recevaient personnellement les registres trimestriels (*sseu-ki-yen-pou*) qu'ils faisaient remplir par les commerçants eux-mêmes. Chaque trimestre, ils envoyaient au *k'o* un rapport sur le montant de l'impôt perçu par eux et à la fin de leur délégation à cette charge ils envoyaient une liste générale. Le *hou-k'o* contrôlait le relevé des comptes (*hong-tan*) qui lui avait été transmis par le Ministère des Finances. Si une erreur avait été commise ou si un délai avait été transgressé, il dénonçait le coupable à l'empereur.² En vertu des décisions rendues la 25^e année (1686) et la 53^e année *k'ang-hi* (1714), les rapports trimestriels furent toutefois supprimés.³

En ce qui concerne les listes approuvées relatives aux impôts en argent et en céréales du Ministère des Finances, les fonctionnaires fixaient en séance une date et délivraient ensuite une patente (*toïen*). Si des employés passaient leur temps sans travailler, transgressaient les délais, effaçaient ou remplaçaient la date inscrite ou commettaient d'autres abus, ils étaient dénoncés par le Ministère des Finances et le *k'o* qui les déférait au Ministère de la Justice (*hing-pou*).⁴

3) Attributions de la section des Rites (*li-k'o*).

Conformément à une décision de la 8^e année *chouen-tche* (1651), dans le délai d'un an après le jour de l'entrée en charge du *hio-tcheng*, l'examen *souei-k'ao*⁵ et l'examen *k'o-k'ao*⁶ devaient avoir

¹ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 26r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 27r° et v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 27v°.

⁴ Décision de la 16^me année *chouen-tche* (1659). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 29r° et v°.

⁵ Les élèves qui avaient obtenu le grade de *sieou-ts'ai* passaient un an après leur admission dans une école, l'examen *souei-k'ao*. Cet examen avait lieu tous les trois ans.

⁶ Les élèves qui avaient passé l'examen *souei-k'ao* étaient admis l'année suivante à l'examen *k'o-k'ao* qui précédait lui-même l'examen provincial (*hiang-che*) où les candidats ayant réussi recevaient le titre de *kiu-jen*.

été terminés. Chaque trois mois, le nombre des élèves qui avaient passé l'examen devait être porté à la connaissance du *li-k'o* aux fins de contrôle. Si le délai avait été transgressé ou si une fraude avait été commise, le *li-k'o* dénonçait les coupables.¹ Depuis la 13^e année *k'ang-hi* (1674), le rapport au *li-k'o* devait se faire seulement deux fois par an.² La 25^e année *k'ang-hi* (1686), il fut décidé qu'à la fin de l'examen *souei-k'ao* ainsi qu'à la fin de l'examen *k'o-k'ao*, un rapport serait adressé au *li-k'o*. En cas de transgression du délai et si le rapport n'avait pas été fait, le coupable était dénoncé à l'empereur.³

D'après la décision de la 8^e année *chouen-tche* (1651), l'examineur provincial (*hio-tcheng*) devait aussitôt après son entrée en charge porter à la connaissance du *li-k'o* le jour de l'arrivée à son poste. Dans le délai d'un an après son entrée en charge, l'examen *souei-k'ao* devait être terminé. Chaque trois mois, les épreuves de l'examen *souei-k'ao* et de l'examen *k'o-k'ao* devaient être envoyées au *li-k'o* lequel les contrôlait conjointement avec le Ministère des Rites (*li-pou*).⁴ Depuis la 9^e année *chouen-tche* (1652), ce règlement fut modifié dans le sens que seules les épreuves des cinq premiers élèves (*ta-hio*) et des trois premiers élèves *siao-hio* étaient transmises au *li-k'o*. Si celui-ci relevait dans ces épreuves des intentions subversives ou dangereuses pour l'Etat ou bien constatait que des corrections frauduleuses et des substitutions de caractères avaient été faites dans le texte, il dénonçait les coupables à l'empereur et une décision à leur encontre était prise séparément.⁵ Depuis la 13^e année *k'ang-hi* (1674), l'envoi des épreuves au *li-k'o* fut suspendu.⁶ Mais la première année *k'ien-long* (1736), il fut décidé d'envoyer à nouveau les épreuves des dix premiers élèves reçus à l'examen *souei-k'ao* et *k'o-k'ao* au Ministère des Rites (*li-pou*) afin que celui-ci les contrôle conjointement avec le

¹ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 30v° et 3r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 31r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 31r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 32v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 32v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 32v°.

li-k'o.¹ La 25^e année *k'ien-long* (1760), il fut décidé d'envoyer de nouveau toutes les épreuves au Ministère des Rites (*li-pou*) qui, après examen, devait les transmettre au *li-k'o* afin que celui-ci les réexamine. Mais en raison du grand nombre de ces épreuves, qui se chiffraient par milliers pour une seule province, on décida cette même année de suspendre l'envoi des épreuves au Ministère des Rites (*li-pou*).² Depuis la 8^e année *kia-k'ing* (1803), toutes les épreuves furent toutefois de nouveau envoyées au Ministère des Rites (*li-pou*). En outre, l'empereur désignait quelques hauts dignitaires pour choisir au hasard l'une ou l'autre des épreuves déjà contrôlées. Dans le cas où une irrégularité avait été commise dans le contrôle, le coupable était dénoncé à l'empereur.³

Conformément à une décision de la première année *chouen-tche* (1644), en général toutes les épreuves, à l'encre rouge et à l'encre de Chine (*tchou-mo-kiuan*), des examens provinciaux (*hiang-che*) étaient envoyées dans un délai fixé au Ministère des Rites afin que celui-ci les contrôle conjointement avec le *li-k'o*.⁴ Depuis la 21^e année *k'ien-long* (1756), les épreuves de l'examen général (*houei-che*) qui jusqu'alors n'étaient pas sujettes à un contrôle furent également envoyées au Ministère des Rites (*li-pou*).⁵

4) Attributions de la section de la Guerre (*ping-k'o*).

Conformément à une décision de la 11^e année *chouen-tche* (1654), chaque cinq ans un examen militaire (*kiun-tcheng*) avait lieu. Dans les provinces, les militaires du rang de général (*t'i-tou*) ou de commandant militaire (*tchen-[t'ai]*) ou au dessous ainsi que ceux du rang de capitaine (*ts'ien-tsong*) et au dessus étaient examinés sévèrement quant à leurs mérites par le vice-roi et le gouverneur de province qui inscrivaient des notes et dres-

¹ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 32v° et 33r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 33r° et v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 33v° et 34r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 35v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 35r° et v°.

saient une liste qu'ils envoyaient secrètement au *ping-k'o* afin que celui-ci la contrôlât. Pour les militaires, les mieux et les plus mal notés, il fallait exposer en détail les faits. La date de l'arrivée du rapport au *ping-k'o* était fixée pour le courant de la dixième lune. Si le délai avait été transgressé ou si les notes étaient obscures ou non conformes à la vérité le coupable était dénoncé à l'empereur.¹ Le jour de l'arrivée de la liste relative à l'examen militaire (*kiun-tcheng*), le Ministère de la Guerre (*ping-pou*) l'examinait minutieusement, conjointement avec le *ping-k'o*; ils présentaient ensemble un rapport à l'empereur à ce sujet.²

Conformément à une décision de la première année *chouen-tche* (1644), lorsqu'un officier recevait une nomination à un poste de vice-général (*fou-tsiang*) et au dessous ou de capitaine (*ts'ien-tsong*) et au dessus, les deux sections, le service chargé des affaires territoriales (*tche-fang*) et le service chargé du choix des militaires (*wou-siuan*) du Ministère de la Guerre (*ping-pou*) envoyaient un certificat pour l'entrée en charge (*hien-piao*) au *ping-k'o* qui fixait la date où l'officier devait entrer dans le service de ses nouvelles fonctions, et convoquait l'officier au *k'o* pour qu'il signe son brevet de nomination (*p'ing*)³, lequel était ensuite envoyé au Ministère de la Guerre (*ping-pou*). Si l'officier n'était pas venu à la troisième convocation, le *k'o* transmettait le *hien-p'iao* au Ministère et celui-ci l'annulait. L'officier coupable était dénoncé à l'empereur.⁴

Conformément à une décision de la 11^e année *k'ang-hi* (1672), tout officier militaire qui se rendait à son poste, s'il était retardé en route par une raison sérieuse ou était victime d'un accident, devait prendre chez le fonctionnaire local un certificat attestant la réalité de l'empêchement. Le fait devait être porté à la connaissance du *ping-k'o* et alors l'officier évitait d'être dénoncé². La 13^e année *yong-tcheng* (1735), cette décision fut complétée dans ce sens que si un officier militaire qui rejoignait le lieu de son affectation était en route victime d'un accident ou d'une maladie ou bien

¹ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 37r° et v°.

² Décision de la 26^me année *k'ang-hi* (1687). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 37v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 38r° et v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 38v°.

était retardé par une calamité naturelle, dans le cas où le retard était d'un ou de deux mois et qu'il n'avait pas pris un certificat attesté par le fonctionnaire local, le général (*t'i*) et le commandant militaire (*tchen*) informaient le *ping-k'o* du retard survenu, et l'officier éviterait dans ce cas, d'être dénoncé à l'empereur. Si le retard atteignait trois mois ou plus, mais que l'empêchement était réel, l'officier devait prendre un certificat attesté par le fonctionnaire local lequel devait informer le *k'o*; dans ce cas l'officier évitait aussi d'être dénoncé à l'empereur. Cependant si l'officier n'avait pas de certificat du fonctionnaire local, il était dénoncé à l'empereur.¹

La première année *chouen-tche* (1644), il fut décidé que chaque année les listes concernant les dépenses effectuées pour l'équipement et le ravitaillement de l'armée seraient soumises à l'approbation de l'empereur. Dans le courant de la cinquième lune, ces listes devaient être confectionnées et envoyées au *ping-k'o* aux fins de contrôle. Si une fraude ou une erreur avait été commise le coupable était dénoncé à l'empereur.²

Les quittances des soldes reçues pour le traitement des militaires devaient être envoyées au *ping-k'o* aux fins de contrôle³ un mois avant le rapport fait à l'empereur.

La première année *chouen-tche* (1644), il fut décidé que des listes concernant le montant des dépenses effectuées en argent et en céréales pour l'entretien des relais postaux seraient dressées à la fin de l'année et envoyées au *ping-k'o* aux fins de contrôle. Au cas où une fraude ou une erreur avait été commise, le coupable était dénoncé à l'empereur.⁴

Les *t'i-t'ang* envoyés par les provinces à Pékin devaient se rendre au *ping-k'o* pour signer le registre de présence le quinze de chaque mois.⁵

Quand le *ping-k'o* avait reçu des ordres de l'empereur, les *t'i-t'ang* se rendaient au *k'o* pour en faire des copies qu'ils transmettaient aux gouverneurs militaires des provinces frontières et des

¹ K. t. T. k., chap. 16, p. 38v° et 39r°.

² K. t. T. k., chap. 16, p. 41v°.

³ K. t. T. k., chap. 16, p. 41v°.

⁴ K. t. T. k., chap. 16, p. 41v° et 42v°.

⁵ Décision de la 1^{re} année *k'ang-hi* (1662). K. t. T. k., chap. 16, p. 43v°.

provinces de Mandchourie (*tsiang-kiun*), aux vice-rois (*tsong-tou*), aux gouverneurs des provinces (*siun-fou*), aux généraux (*t'i-tou*) et aux commandants militaires (*tchen-t'ai*).¹

Conformément à une décision de la première année (*chouen-tche* (1644)), les examinateurs (*hio-tcheng*) des provinces, après avoir indiqué dans un rapport le jour de l'arrivée à leur charge, devaient donner connaissance du nombre des élèves militaires qui avaient passé l'examen. Dans le délai fixé à cet effet, ils devaient dresser les listes de ces élèves et les envoyer au *ping-k'o* aux fins de contrôle. Si le délai avait été transgressé, si un retard, une erreur ou bien une fraude ou autre abus avait été commis, les coupables étaient dénoncés par le *ping-k'o*²

5) Attributions de la section de la Justice (*hing-k'o*).

Conformément à une décision de la première année *chouen-tche* (1644), en ce qui concerne les personnes reconnues coupables aux assises de la Cour (*tch'ao-chen*)³, le *hing-k'o* devait soumettre trois fois de suite un rapport à l'empereur avant de mettre en exécution de la peine.⁴ La 2^e année *you-tcheng* (1724), il fut décidé qu'il en serait de même pour les personnes condamnées aux assises d'automne (*ts'ieou-chen*.)⁵ En la quatorzième année *k'ien-long*

¹ Décision de la 1^{re} année *k'ang-hi* (1662). *K. t. T. k.*, chap. 16, pp. 43v° et 44r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 44r° et v°.

³ En vertu du statut des Ts'ing, les cas des criminels de la capitale passibles de la peine de mort étaient examinés minutieusement une fois par an, le jour de la fête *Chouang-kiang* (le 24^{me} jour de la 9^{me} lune), les neuf grands ministres qui faisaient une distinction entre les cas où la culpabilité était évidente (*ts'ing-che*), où la décision pouvait être différée (*rouen-tsi*) et où les coupables méritaient de la pitié (*k'o-ts'in*) et soumettaient ces cas à la décision de l'empereur. C'est ce qu'on appelait les assises de la Cour (*tch'ao-chen*).

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 44v°.

⁵ Les cas de criminels des provinces passibles de la peine de mort étaient jugés une fois par an; on faisait une distinction entre les cas où la culpabilité était évidente (*ts'ing-che*), où la décision pouvait être différée (*houen-tsi*) et où les coupables méritaient de la pitié (*k'o-ts'in*) et on adressait un rapport au ministère de la Justice dans le courant de la 8^{me} lune, celui-ci con-

(1815), il fut décidé que les peines capitales prononcées aux assises d'automne (*ts'ieou-chen*) ne seraient plus soumises à l'empereur qu'une seule fois et depuis la *ro-kia-k'ing*, il fut de même pour les assises de la Cour (*tch'ao-chen*).¹

Pendant l'exécution des peines capitales qui avaient lieu sur la place publique affectée aux exécutions, un *yu-che* délégué par le *tou-tch'a-yuan* et un fonctionnaire délégué par le Ministère de la Justice devaient y assister.²

Les tribunaux provinciaux (*ngan-tch'a-che-sseu*) de chaque circonscription administrative (*tao*) faisaient à la fin de l'année un rapport concernant tous les dossiers des affaires graves dans les provinces, que l'affaire fut close ou ne le fut pas encore. Ce rapport était adressé au Ministère de la Justice qui le contrôlait.³ La 12^e année *k'ang-hi* (1673), il fut décidé que, en ce qui concerne les dossiers relatifs à un meurtre, à un vol à main armée ou à un cas passible de mort où des aveux complets avaient été faits, en dehors du rapport à l'empereur, un rapport devait être adressé séparément à la section de la Justice (*hing-k'o*) du *tou-tch'a-yuan* aux fins de contrôle.⁴

La première année *chouen-tche* (1644), il fut décidé qu'à la fin de l'année une liste serait préparée où seraient consignés les chiffres détaillés concernant le montant en argent ou en grain des butins recouvrés aux dépens des malfaiteurs ainsi que des amendes et des sommes de rachat versées par les coupables. Cette liste devait être adressée au *hing-k'o* aux fins de contrôle.⁵

jointement avec les neuf grands ministres examinaient minutieusement chaque cas et proposaient une décision, et ensuite ils demandaient à l'empereur de sanctionner cette décision. En ce qui concerne les coupables qui avaient été condamnés on faisait une distinction entre ceux dont les dossiers avaient une apostille et ceux qui n'avaient pas d'apostille. En ce qui concerne les premiers la peine était immédiatement mise en exécution. Quant au second l'exécution était temporairement différée. *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 44v°.

¹ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 44v°-46r°.

² Décision de la 15^{me} année *k'ang-hi* (1676). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 46.

³ Décision de la 11^{me} année *chouen-tche* (1654). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 47v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 16, pp. 47v° et 48r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 16, pp. 48v° et 49r°.

6) Attributions de la section des Travaux Publics (*kon-k'o*).

Conformément à la décision de la 12^e année *chouen-tche* (1655) en ce qui concerne la construction des palais, le Ministère des Travaux Publics (*kong-pou*) devait conjointement avec le *kong-k'o* évaluer le prix des constructions à faire afin d'empêcher des fraudes. Quant aux travaux effectués dans les provinces, tels que la construction des enceintes de ville, des édifices publics, des casernes, des fossés; la réparation des digues, des écluses, des ponts, etc., le gouvernement provincial était chargé de dresser une liste détaillée des matériaux qui devait servir à ces travaux et l'envoyer au *kong-k'o* aux fins de contrôle.¹

La 42^e année *k'ang-hi* (1703), il fut décidé que le *kong-k'o* contrôlerait les rapports sur les constructions des tombes pour les grands ministres et les membres de la Famille impériale.²

Conformément à une décision de la 10^e année *k'ang-hi* (1671), à l'occasion de la construction et de la réparation des bateaux de transport de grain et des navires de guerre dans les provinces, une liste détaillée du matériel employé devait être envoyée au *kong-k'o* aux fins de contrôle.³

Et d'après une décision de la 28^e année *k'ang-hi* (1689), des listes détaillées sur les dépenses effectuées pour la construction des cuirasses, des arcs et des flèches, des instruments de guerre, des canons, de la poudre, des boulets, etc., devaient être également envoyées au *konk-k'o* aux fins de contrôle.⁴

En vertu d'une décision de la 60^e année *k'ang-hi* (1721), pour tous les travaux où le prix de la main-d'œuvre dépassait 50 taëls et où le prix des matériaux dépassait 200 taëls, le *kong-k'o* contrôlait conjointement avec un *yu-che* du *chen-si-tao*.⁵ Si les comptes étaient exacts et le travail exécuté, ils classaient les pièces. Pour les travaux qui entraînaient une dépense de plus de 1000

¹ *K. t. T. k.*, chap. 16, pp. 49r° et v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 16, pp. 50r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 16, pp. 49v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 16, pp. 49v° et 50 r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 50r°.

taëls, un dignitaire était spécialement chargé d'exercer le contrôle. ¹

La 9^e année *chouen-tche* (1652), il fut décidé qu'un fonctionnaire (*ho-tch'ai*) de chaque octroi se rendrait au *kong-k'o* pour y recevoir les « cahiers pour quatre trimestres » qu'il remettrait aux commerçants afin que ceux-ci donnent eux-mêmes des indications quant à la qualité de leurs bateaux, aux taxes qu'ils doivent payer ainsi qu'à la quantité de bambou, de bois, de combustible de charbon, etc. que le bateau transporte. Chaque trimestre, le *hotch'ai* devait faire un rapport au *kong-k'o* ². En outre chaque année, à l'expiration du terme de sa charge il adressait une liste générale au *kong-k'o* qui la comparait avec les pièces du Ministère des Travaux Publics (*kong-pou*). En cas d'erreur ou de retard, le coupable était dénoncé à l'empereur. ³

Le *kong-k'o* examinait la liste des matériaux que les gouvernements provinciaux envoyaient au Ministère des Travaux Publics pour l'exécution des travaux ainsi que le reçu délivré par ce dernier. ⁴

III. Attributions générales des quinze bureaux (*t'ong-tchang*).

Les censeurs contrôlaient la marche du service dans les différents ministères et *ya-men*. Ils présentaient à la fin du mois un rapport à ce sujet à l'empereur; ce rapport était muni du sceau du *tao*. ⁵

Le *tou-tch'a-yuan* nommait des censeurs mandchous et chinois pour surveiller si des abus n'avaient pas été commis dans les écri-

¹ Décision de la 55^{me} année *k'ien-long* (1790). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 50n° et v°.

² Depuis la 25^{me} année *k'ang-hi* (1686), les rapports trimestriels ont été suspendus *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 51r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 50v°.

⁴ Décision de la 5^{me} année *yong-tcheng* (1727). *K. t. T. k.*, chap. 16, p. 52r°.

⁵ Décision de la 4^{me} année *k'ang-hi* (1665). *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 1r°.

tures par les copistes, les sous-secrétaires (*t'ie-sie*) et les employés subordonnés (*king-tch'eng*)¹ des différents ministères.²

Pour toutes les affaires qui concernaient les trois organismes judiciaires (*san-fa-sseu*) des différentes provinces une copie était envoyée au *tou-tch'a-yuan* et une autre au *tao* afin qu'ils l'examinent et en délibèrent.³

La 13^e année *kien-long* (1748), il fut décidé qu'il y aurait quinze *tao* qui s'occuperaient des affaires des différentes provinces (auparavant le *King-ki-tao* s'occupait du classement (*choua*) des archives, mais ne contrôlait pas les affaires de la province de *Tche-li*, les affaires du *Tche-li* étant contrôlées par les autres *tao*)⁴

Les textes des rapports adressés à l'empereur par un ministère ou un *yuan*, après qu'un édit impérial avait été rendu à leur sujet, étaient portés à la connaissance des *tao* qui conservaient les actes afin que ceux-ci puissent être contrôlés.⁵

Les *tao* s'occupaient des placets qui après avoir été vus par l'empereur étaient transmis aux provinces.⁶

Les *tao* s'occupaient de l'enregistrement et du classement des affaires terminées.⁷

Les censeurs surveillaient les examens pour le recrutement des employés (*kong-che*)⁸ de la Cour Suprême des Affaires de la Fa-

¹ *King-tch'eng* est une désignation générale des employés des ministères, des *yuan* et des Cours de la Capitale.

² Décision de la 13^{me} année *yong-tcheng* (1735). *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 1.

³ Décision de la 13^{me} année *yong-tcheng* (1734). *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 1v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 17, pp. 1v°-4v°

⁵ Décision de la 4^{me} année *kien-long* (1739). *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 1v°.

⁶ Décision de la 14^{me} année *kien-long* (1749). *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 4.

⁷ Décision de la 14^{me} année *kien-long* (1749). *K. t. T. k.*, chap. 17, pp. 4v° et 5r°.

⁸ *Kong-che* est une désignation des employés de la Cour d'Education de l'héritier du Trône (*tchan-che-fou*), du Grand Secrétariat impérial (*nei-ko*), du Bureau pour les Edits impériaux (*chang-yu-kouan*), de la Bibliothèque impériale (*wen-yuan-ko*), de l'Académie des Grands Lettrés (*han-lin-yuan*), de la Cour Suprême des Affaires de la Famille impériale (*tsong-jen-fou*) et de la Cour des Ecrits (*tchong-ghouk'o*) etc.,

mille impériale (*tsong-jen-fou*), du Grand Secrétariat impérial (*nei-ko*), de la Cour des Peuples vassaux (*li-fan-yuan*), de la Cour d'Education de l'Héritier du Trône (*tchan-che-fou*) et des différents *ya-men*.¹

Quand un décret spécial avait été rendu pour ordonner l'examen d'une affaire, le Grand Secrétariat impérial (*nei-ko*) s'adressait au *tou-tch'a-yuan* lequel chargeait deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois de se rendre au grand secrétariat impérial pour examiner cette affaire.²

IV. Attributions spéciales de chaque bureau (*fen-tchang*).

1) *king-ki-tao*.

Le *king-ki-tao* s'occupait conjointement avec le Ministère des Fonctionnaires, le *tou-tch'a-yuan* et la section des Fonctionnaires, des examens des fonctionnaires qui avaient lieu, tous les trois ans, à Pékin (*king-tch'a*) et dans les provinces (*ta-ki*).

Le *king-ki-tao* s'occupait conjointement avec le Ministère de la Guerre, le *tou-tch'a-yuan* et la Section de la Guerre, des examens des fonctionnaires militaires.

Le *king-ki-tao* jugeait les cas de brigandage et de meurtre dans les provinces de Tche-li et de Fong-t'ien.³ Il contrôlait le Grand Secrétariat impérial (*nei-ko*), le Chouen-t'ien-fou, et les deux sous-préfectures Ta-hing et Wan-p'ing (de Pékin) (*K. t. T. k.* Chap. 17, p. 2 v°).

Il s'occupait de l'enregistrement et du classement des affaires terminées (*tchou-siao*) des *ya-men* de la préfecture de Chouen-t'ien.⁴

¹ Décision de la 11^{me} année *kien-long* (1806). *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 5v° et 6r°.

² Décision de la 6^{me} année *kouang-sin* (1880). *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 8r°.

³ Les cas importants concernant les vols commis dans les provinces de Tche-li et de Fong-t'ien étaient présentés par le *king-ki-tao* et le Ministère de la Justice à l'empereur.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 18, pp. 1r°-2v°.

Les dossiers concernant la promotion et la punition des fonctionnaires du Ministère des Fonctionnaires étaient contrôlés par les *tao* qui adressaient un rapport à ce sujet à l'empereur.

Les affaires que l'empereur avait chargé le *tou-tch'a-yuan* d'étudier étaient aussi examinées par le *kin-ki-tao* ¹

Le *king-ki-tao* contrôlait les affaires criminelles de la préfecture de Chouen-t'ien. ²

2) *Ho-nan-tao*.

Le *ho-nan-tao* contrôlait le Ministère des fonctionnaires, la Cour d'Education de l'Héritier du Trône (*tchan-che-fou*), le *ya-men* du gouverneur militaire de Pékin, et les Cinq Villes de Pékin.

Le *ho-nan-tao* contrôlait et classait les archives des *ya-men* à Pékin. Il participait avec le Ministère de la Justice au jugement des meurtres et des brigandages commis dans la province de Ho-nan. Les cas importants concernant les meurtres et les brigandages commis dans la province de Ho-nan étaient présentés à l'empereur par le *Ho-nan-tao* et le Ministère de la Justice. ³ Si en classant les archives, il trouvait que dans les procès civils et criminels des affaires avaient été traînées en longueur, ou bien que dans la qualification des châtiments des règles, avaient été transgressées, ou encore que dans le service des impôts en argent et en grain des soustractions de sommes avaient été commises, ou enfin que dans les contributions et les corvées des impositions inéquitables ou autres abus avaient été commis, il devait demander un ordre de l'empereur et il demandait dans un rapport de procéder à l'interrogatoire des coupables. Ceux qui étaient qualifiés pour être punis étaient punis conformément aux dispositions du code. ⁴

¹ Décision de la 45^me année *k'ien-long* (1780). *K. t. T. k.*, chap. 18, pp. 2v° et 3r°.

² Décision de la 12^me année *tao-kouang* (1832). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 3v°. ¶

³ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 4r°.

⁴ Décision de la 11^me année *chouen-tche* (1653). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 4v°.

Le *ho-nan-tao* classait les textes originaux des « cahiers jaunes » faits par les Ministères des Finances, des Travaux publics et le Service des Banquets impériaux (*kouang-lou-sseu*). ¹

Pour les frais de recouvrement des butins et des amendes aux dépens des criminels, pour les rentrées des rançons ainsi que pour le riz et l'argent distribués à titre de secours aux pauvres des Cinq Villes de Pékin, on dressait une liste qu'on envoyait pour être classée. ² Les archives des *ya-men* de Pékin, qui concernaient les impôts en argent et en céréales, étaient tous classés; ceux qui n'avaient pas de rapport avec les impôts ne l'étaient pas. ³

En ce qui concerne les affaires du *ya-men* du gouverneur militaire de Pékin (*t'i-tou*), le *tou-tch'a-yuan* déléguait un censeur chinois et un censeur mandchou aux fins de les examiner et de procéder deux fois par mois à l'enregistrement et au classement des affaires terminées; à la fin du mois il présentait à l'empereur un rapport muni du sceau du *ho-nan-tao*. ⁴

Le *ho-nan-tao* contrôlait les enregistrements du Ministère des Fonctionnaires.

Le *ho-nan-tao* s'occupait également du tirage au sort des noms des fonctionnaires. ⁵

Les listes des impôts en argent et en céréales provenant des provinces étaient classées et gardées au *ho-nan-tao*. ⁶

Les textes originaux des « cahiers jaunes » présentés à l'empereur par le Ministère des Finances, le Ministère des Travaux Publics, le Service des Banquets impériaux (*kouang-lou-sseu*) et les *ya-men* étaient classés au *ho-nan-tao*. ⁷

Le *ho-nan-tao* conservait les cahiers sur lesquels étaient inscrites les sommes rendues au Trésor. La liste des sommes délivrées

¹ Décision de la 39^{me} année *k'ang-hi* (1700). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 5v°.

² Décision de la 2^{me} année *k'ien-long* (1737). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 7v°.

³ Décision de la 32^{me} année *k'ien-long* (1767). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 8r°.

⁴ Décision de la 5^{me} année *yong-tcheng* (1727). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 6v°.

⁵ Les fonctionnaires étaient choisis pour un poste, dans certaines conditions par tirage au sort.

⁶ Décision de la 2^{me} année *k'ang-hi* (1663). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 5r°.

⁷ Décision de la 39^{me} année *k'ang-hi* (1700). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 5v°.

par le Trésor du Ministère de la Justice pour les frais des jugements d'Automne et des jugements de la Cour était dressée par chaque section du Ministère de la Justice et envoyée au *kin-ki-tao* aux fins de contrôle.¹

Le *ho-nan-tao* conservait la liste sur laquelle était portées les sommes volées et les cautions envoyées par les provinces.

Le *ho-nan-tao* gardait la liste sur laquelle étaient portées les sommes reçues par la province du Chan-tong.²

Le *ho-nan-tao* classait les cahiers des dépenses pour les constructions du Ministère des Travaux Publics, et les cahiers des dépenses de la Direction des Greniers (*tso-leang-t'ing*).³

Le *ho-nan-tao* classait les cahiers dans lesquels étaient inscrites les affaires relatives aux impôts en argent et en céréales et les affaires criminelles.⁴

Le *ho-nan-tao* contrôlait les cahiers sur lesquels étaient inscrits les noms des employés du *ya-men* du gouverneur militaire de la capitale (*pou-k'iu-t'ong-ling*).⁵

Le *ho-nan-tao* contrôlait enfin le Ministère des Fonctionnaires.⁶

3) *Kian-nan-tao*.

Le *kian-nan-tao* contrôlait les comptes en argent, soie, blé, riz, etc. du Ministère des Finances, les trois trésors et les greniers de riz de Pékin et de T'ong-tcheou. Il participait au juge-

¹ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 5v°. Avant la 13^{me} année *k'ien-long* (1748), le *King-ki-tao* n'avait pas de titulaire spécial et c'était le *Ho-nan-tao* qui cumulait ces fonctions.

² Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 6r°.

³ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 6r°.

⁴ Décision de la 3^{me} année *yong-tcheng* (1725). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 6r°.

⁵ Décision de la 6^{me} année *k'ien-long* (1741). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 7v°.

⁶ Décision de la 4^{me} année *kia-king* (1799). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 8v°.

ment des meurtres et des brigandages commis dans les provinces de *Kiang-sou* et de *Ngan-houei*.¹

Le *kianq-nan-tao* contrôlait le Ministère des Finances, l'Hôtel de la Monnaie (*pao-tsiuan-kiu*), le Bureau de l'impôt (*siuan-k'o-sseu*), les directeurs des douze greniers de Pékin et le *ya-men* du directeur général des Transports par voie d'Eau (*ts'ao-yun-tsong-tou*).

Le *kian-nan-tao* contrôlait, enregistrait et classait les affaires terminées dans le Ministère des Finances.³

Le *kianq-nan-tao* s'occupait enfin des taxes de l'octroi de la porte *tch'ong-en*.⁴

4) *Tchö-kiang-tao*.

Le *tchö-kiang-tao* participait au jugement des brigandages et des meurtres commis dans la province de *Tchö-kiang*.⁵ Il contrôlait les enregistrements du Ministère des Rites et le *tou-tch'a-yuan*.⁶

5) *Chan-si-tao*.

Le *chan-si-tao* contrôlait le Ministère de la Guerre et le *han-lin-yuan*, les six *k'o*, la Cour des Ecrits (*tsong-chou-k'o*) et plusieurs greniers.⁷ Il s'occupait des meurtres et des brigandages commis dans le *tchö-kiang-tao*.⁸

¹ Les cas importants concernant les meurtres et les vols commis dans ces provinces sont présentés à l'empereur par le *tao* et le Ministère de la Justice. *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 9v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 2v° et 3r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 9v°.

⁴ *Tch'ong-wen-men* est le nom d'une des portes de Pékin. Décision de la 9^{me} année *kouang-siu* (1883). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 13v°.

⁵ Les cas importants concernant les meurtres et les vols commis dans cette province sont présentés à l'empereur par le *tao* et le Ministère de la Justice. *K. t. T. k.*, chap. 18, pp. 15v° et 16r°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 3r°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 3r°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 17r°.

6). *Chan-tong-tao*.

Le *chan-tong-tao* contrôlait le Ministère de la Justice, l'Académie des Médecins impériaux (*t'ai-yi-yuan*) et les directeurs des voies fluviales. ¹ Il s'occupait des meurtres et des brigandages comme le *tchö-kiang-tao*. ² Il s'occupait aussi des vols commis dans les Cinq Villes et faisait à la fin de l'année, un rapport à l'empereur à ce sujet. ³ Il contrôlait les recherches policières dans les Cinq Villes de Pékin. ⁴

7) *Chen-si-tao*.

Le *chen-si-tao* contrôlait le Ministère des Travaux Publics et l'Hôtel de la Monnaie (*pao-ts'üan-kiu*). ⁵ Les travaux publics exigeant des dépenses de plus de cent taëls d'argent en dehors de la Ville interdite étaient contrôlés par les censeurs. Le jour où les travaux étaient terminés, ils dressaient une liste des matériaux, de l'argent et des céréales qui avaient été employés et l'envoyaient au *tao* afin que le *yu-che* la vérifie. Si les travaux n'avaient pas été faits conformément au plan, le fonctionnaire chargé primitivement de la construction devait faire faire une nouvelle construction. Si des abus avaient été commis tels que la majoration des prix, une fraude, etc., ils dénonçaient les coupables à l'empereur conjointement avec la section des travaux publics. ⁶ Les censeurs évaluaient avec le *kong-k'o*, les réparations dont le prix dépassait 50 taëls d'argent les travaux dont les matériaux coûtaient plus de 200 taëls d'argent. ⁷

Le *chen-si-tao* participait au jugement des meurtres et des brigandages commis dans la province de Chen-si et présentait à l'empereur conjointement avec le Ministère de la Justice des rapports

¹ *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 3r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 18r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 18r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 18, pp. 18v° et 19r°. Décision de la 6^{me} année *k'ian-long* (1741).

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 3r°.

⁶ Décision de la 10^{me} année *k'ang-hi* (1671). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 20r°.

⁷ Décision de la 60^{me} année *k'ang-hi* (1721). *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 20v°.

sur les meurtres et les brigandages commis dans les provinces de Chen-si, de Kan-sou et de Sin-kiang, etc. ¹

8) *Hou-kouang-tao*.

Le *hou-kouang-tao* contrôlait, enregistrait et classait les affaires terminées dans le Service des Communications administratives (*t'ong-tcheng-che-sseu*) et le Collège des Fils de l'Etat (*kouo-tseu-kien*).² Il participait au jugement des meurtres et des vols commis dans le *hou-kouang-tao*.

En général le bureau du *hou-kouang* dans le Ministère de la Justice portait à la connaissance du dit *tao* les affaires relatives aux meurtres et aux brigandages en instance de jugement. Celui-ci déléguait un censeur pour qu'il participe au jugement de ces affaires. En ce qui concerne les affaires graves de meurtres et de brigandages commis dans les deux provinces de Hou-nan et de Hou-peï, le Ministère de la Justice préparait une minute qu'il envoyait au dit *tao* afin de la présenter conjointement à l'empereur.³

9) *Kiang-si-tao*.

Le *kiang-si-tao* contrôlait le Service des Banquets impériaux (*kouang-lou-sseu*). Il s'occupait des vols et des meurtres comme le *tchö-kiang-tao*.⁴

10) *Fou-kien-tao*.

Le *fou-kien-tao* contrôlait le Service des Sacrifices impériaux (*t'ai-tch'ang-sseu*). Il jugeait les vols et les meurtres comme le *tchö-kiang-tao*.⁵

¹ *K. t. T. k.*, chap. 18, pp. 19v° et 20r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 17, p. 3r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 21v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 22r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 22v°.

11) *Sseu-tch'ouan-tao*.

Le *sseu-tch'ouan-tao* contrôlait l'intendance de la Garde impériale (*louan-yi-wei*). Il s'occupait des vols et des meurtres comme le *tchö-kiang-tao*.¹

12) *Kouang-tong-tao*.

Le *kouang-tong-tao* contrôlait la Cour Suprême de la Justice (*ta-li-sseu*). Il jugeait les vols et les meurtres comme le *tchö-kiang-tao*.²

13) *Kouan-si-tao*.

Le *kouang-si-tao* contrôlait le Service des Haras impériaux (*t'ai-p'ou-sseu*). Il s'occupait des vols et des meurtres comme le *tchö-kiang-tao*.³

14)

14) *Yun-nan-tao*.

Le *yun-nan-tao* contrôlait la Cour des Peuples Vassaux (*li-fan-yuan*) et l'Académie de l'Astronomie (*k'in-t'ien-kien*). Il s'occupait des vols et des meurtres comme le *tchö-kiang-tao*.⁴

15)

15) *Kouei-tcheou-tao*.

Le *kouei-tcheou-tao* contrôlait le Service du Cérémonial d'Etat (*hong-lou-sseu*). Il jugeait les meurtres et les vols comme le *tchö-kiang-tao*.⁵

¹ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 22v° et 23r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 22r° et 23v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 23v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 24r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 18, pp. 25v° et 26r°.

La 13^e année *k'ieng-long* (1748), il fut décidé que le *tou-tch'ayuan* établirait un bureau de surveillance comprenant un censeur mandchou et un censeur chinois chargés de stimuler le travail des conseurs dans les *tao* et dans les bureaux. ¹

¹ *K. t. T. k.*, chap. 18, p. 26r°. Décision de la 13^me année *k'ien-long* (1748).

CHAPITRE III.

ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES DES CENSEURS (A)

I. Surveillance des cérémonies (*tien-li*).

1) Surveillance exercée lors des réceptions par l'empereur (*tch'ao-houei*).

Les censeurs assistaient à toutes les cérémonies religieuses ou autres qui avaient lieu à la Cour et surveillaient tout ce qui avait trait à la vie officielle de l'empereur.

Pendant les cérémonies de réception impériale et la grande réception par l'empereur (*ta-tch'ao*)¹ quatorze *yu-che* mandchous et huit *yu-che* chinois veillaient à ce que les règles du protocole soient observées.²

Lors de la cérémonie devant la porte T'ien-ngan pour annoncer un décret impérial ou la cérémonie à la porte du Midi (*Wou-men*) pour recevoir les candidats ayant obtenu le grade de *kiuu-hen* et de *tsin-che*, de l'examen littéraire deux *yu-che* mandchous et deux *yu-che* chinois maintenaient l'ordre.³

Des *ki-che-tchong* exerçaient en se relayant, une surveillance lors des trois réceptions ordinaires de l'empereur (ces réceptions

¹ Les assemblées de la Cour qui avaient lieu à l'occasion du jour de l'an, du premier jour de l'hiver et de l'anniversaire de l'empereur s'appelaient *ta-tch'ao*.

² Décision de la 3^{me} année *chouen-tche* (1646). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 1r°.

³ Décision de la 3^{me} année *chouen-tche* (1646). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 1v°.

avaient lieu le cinquième, le quinzième et le vingt-cinquième jour du mois). ¹

Lors des cérémonies à la Cour, deux *yu-che* mandchous étaient placés sous le toit à droite du palais, deux *yu-che* mandchous et deux *yu-che* chinois se tenaient à l'est et à l'ouest de l'endroit où les nobles accomplissaient les rites et deux *yu-che* mandchous et deux *yu-che* chinois à l'est et à l'ouest de l'endroit où les fonctionnaires divisés en trois groupes (supérieur, moyen et inférieur) accomplissaient les rites. ²

Les *yu-che* vérifiaient les listes des fonctionnaires se rendant aux réceptions ordinaires de l'empereur; ils veillaient aussi à ce que chez les fonctionnaires les vêtements de cérémonie soient corrects et conformes au rang hiérarchique qu'ils occupaient. Ils constataient les absences non motivées et punissaient, le cas échéant, ceux qui s'en rendaient coupables. ³

Les *yu-che* qui avaient demandé un congé trois fois de suite au moment de réception par l'empereur étaient dénoncés à l'empereur. ⁴ Si le congé avait été demandé avant que le *yu-che* sache le jour de la réception, une distinction était faite entre une pareille demande et une demande de congé venant après que le censeur sache le jour de la réception. Si la demande de congé avait pour cause le désir de ne pas se rendre à la réception, le *yu-che* était puni comme suit:

une demande, privation d'un an de traitement;
deux demandes, dégradation d'un degré;
trois demandes, démission, ⁵

¹ Décision de la 40^{me} année *k'ang-hi* (1701). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 3v°.

² Décision de la 20^{me} année *k'ang-hi* (1681). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 3v°.

³ Décisions de la 1^{re} année (1723), de la 2^{me} année (1724), de la 7^{me} année (1729), de la 8^{me} année (1730) et de la 12^{me} année *yong-tcheng* (1734). *K. t. T. k.*, chap. 11, pp. 4r°-6r°.

⁴ Décision de la 4^{me} année *kia-k'ing* (1799). *K. t. T. k.*, chap. 12, pp. 38v° à 39r°.

⁵ Décision de la 12^{me} année *kia-k'ing* (1807). *K. t. T. k.*, chap. 12, pp. 40r°-41v°.

2) Présentation des lettrés à l'empereur (*lin-yong*).

Deux présidents du *tou-tch'a-yuan*, (*tso-tou-yu-che*), un mandchou et un chinois, et deux *ki-che-tchong*, un mandchou et un chinois et deux *yu-che*, un mandchou et un chinois assistaient à cette cérémonie. Si un des présidents était occupé par ailleurs, il était remplacé par un des vice-présidents (*fou-tou-yu-che*). Quand le jour qui suivait cette cérémonie, les lettrés, conduits par les descendants de Confucius et de ses disciples venaient remercier l'empereur, un censeur mandchou et un censeur chinois veillaient à ce que le protocole soit observé.¹

Un *ki-che-tchong*, un *yu-che* mandchou et un *yu-che* chinois assistaient à la cérémonie de l'explication des classiques (*kin-yen*);² cette cérémonie avait lieu au palais *wen-houa*.³

3) Punitions des censeurs.

S'il arrivait que l'empereur remarque avant un censeur une infraction quelconque aux rites, le censeur était alors puni.⁴

¹ Décision de la 49^{me} année *k'ien-long* (1784). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 13v°.

² L'origine de la cérémonie *king-yen* remonte aux Han où l'empereur Siuan (73^{me}-48^{me} année Av. J. C.) avait ordonné aux lettrés de venir lui expliquer les cinq classiques au pavillon Che-k'in; sous les Ts'ing le fonctionnaire chargé d'expliquer les classiques (*k'iang-kouan*) à la cérémonie *king-yen* était un grand dignitaire. La cérémonie avait lieu vers le milieu du printemps et vers le milieu de l'automne. Le fonctionnaire chargé d'expliquer les classiques (*k'iang-kouan*) devait présenter à l'empereur deux compositions portant l'une sur les « quatre livres » et l'autre sur une explication des classiques (*king*). La date de la cérémonie était fixée à un jour faste et avait lieu dans le palais *wenhoua*. Les deux compositions étaient placées l'une à la gauche, et l'autre à la droite de l'empereur. Une fois que le fonctionnaire avait terminé l'exposé, l'empereur prenait la parole pour faire une allocution sur le sujet entendu.

³ Décision de la 14^{me} année *chouen-tche* (1657). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 2r°.

⁴ Décret impérial de la 2^{me} année *yong-tcheng* (1724). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 4r°.

Il était interdit aux censeurs en deuil de leurs parents (ce deuil durait vingt-sept mois) d'exercer leurs fonctions lors d'une cérémonie. ¹

4) Surveillance exercée lors des cérémonies cultuelles.

Cinq censeurs mandchous et cinq censeurs chinois exerçaient une surveillance lors des cérémonies qui avaient lieu à l'occasion du culte aux temples et deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois à l'occasion du culte rendu au ciel, à la terre ainsi qu'aux divinités de l'empire (*Chö-ki-t'an*). Lors de la fête où l'empereur labourait lui-même, il y avait deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois pour surveiller la cérémonie, de même que pour les prières dites pour demander la pluie et pendant les cérémonies ayant lieu au moment des éclipses du soleil et de la lune. ² De même il y avait quatre censeurs mandchous et quatre censeurs chinois pour surveiller les cérémonies se passant dans le temple du soleil, dans le temple de la lune, dans le temple de Confucius et dans le temple des empereurs de toutes les dynasties. ³ Lors de ces cérémonies, un censeur mandchou et un censeur chinois surveillaient aussi la mise à mort des animaux destinés aux sacrifices et veillaient à ce que les personnes présentes observent une attitude correcte. ⁴

Lorsque l'empereur passait par la porte du Midi (*Wou-men*), pour se rendre à la cérémonie, deux *yu-che* veillaient à ce que les fonctionnaires occupent une place conforme à leur rang et qu'ils fassent les prosternations prescrites au passage du cortège impérial. ⁵

¹ Décret impérial de la 11^{me} année *tao-kouang* (1831). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 11r° et v°.

² Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 14r° et v°.

³ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 11, pp. 14v°-15v°.

⁴ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 15r°.

⁵ Décision de la 12^{me} année *yong-tcheng* (1734). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 16r°.

A l'endroit où étaient rassemblés les fonctionnaires qui devaient assister au culte, les listes des noms des fonctionnaires civils et militaires, mandchous et chinois dressées par le Ministère des Fonctionnaires et par le Ministère de la Guerre et transmises au *tou-tch'a-yuan* étaient contrôlées par les censeurs.¹

5) Surveillance du jeûne cultuel.

Les censeurs veillaient à ce que tous les fonctionnaires mandchous restent, lors du culte rendu au ciel, à la terre et aux céréales dans les *ya-men* (*tchai-sou*).²

Lors de la cérémonie pour obtenir la pluie, les fonctionnaires qui assistaient à la cérémonie observaient dans les *ya-men* le *tchai-sou*.³ Au moment du jeûne cultuel les ministres couchaient dans leur *ya-men*; les ministres qui n'avaient pas de *ya-men* couchaient dans la ville interdite.⁴ Si les fonctionnaires négligeaient, plus de trois fois, de se conformer à ces prescriptions, ils étaient punis. Les nobles et les grands ministres, âgés de plus de soixante ans, étaient exempts de cette obligation.⁵

Les censeurs mandchous et chinois veillaient à ce que le jeûne cultuel soit rigoureusement observé.⁶

Le *tou-tch'a-yuan* vérifiait la présence des fonctionnaires mandchous et chinois au lieu où l'on offre les sacrifices lors du jeûne culturel.⁷

¹ Décision de la 10^{me} année *k'ien-long* (1745). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 18v°.

² Lors du jeûne il est interdit de passer la nuit chez soi. Décision de la 7^{me} année *yong-tcheng* (1729). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 29v°.

³ Décision de la 48^{me} année *k'ien-long* (1783). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 31v°.

⁴ Décret impérial de la 14^{me} année *k'ien-long* (1759). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 30v° à p. 31r°.

⁵ Décret impérial de la 37^{me} année *k'ien-long* (1772). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 37r° et v°.

⁶ Il était interdit lors du jeûne cultuel de se baigner, de changer de vêtement, de boire du vin, de manger de la viande et de coucher chez soi. Décision de la 18^{me} année *chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 29r°.

⁷ Décision de la 2^{me} année *k'ang-hi* (1663). *K. t. T. k.*, chap. 11, p. 29r°.

II. Contrôle de l'examen des mérites des fonctionnaires (*k'ao-toi*).

1) Contrôle de l'examen des mérites des fonctionnaires à Pékin (*King-tch'a*).

Le contrôle de l'examen des mérites des fonctionnaires à Pékin avait lieu au commencement une fois tous les six ans, ¹ plus tard une fois tous les trois ans. ² En ce qui concerne les fonctionnaires des différents *ya-men* de la capitale le chef du *ya-men* auquel ils appartenaient, inscrivait des notes de mérite et dressait une liste de ses subordonnés qu'il envoyait secrètement au Ministère des Fonctionnaires, au *tou-tch'r-yuan*, à la section des Fonctionnaires (*li-k'o*) et au *Ho-nan-tao*. Lorsque toutes les listes étaient arrivées au Ministère des Fonctionnaires celui-ci requérait un édit de l'empereur mandant des grands ministres et des hauts dignitaires pour prendre part avec le *tou-tch'a-yuan*, le *li-k'o*, et le *Ho-nan-tao* à un examen minutieux de ces listes et pour décider quels fonctionnaires seraient révoqués et lesquels seraient maintenus dans leur charge. ³ Les mérites des fonctionnaires des Cinq départements (*wou-pou*) de Cheng-king (Moukden) et les fonctionnaires de la Ville de préfecture de Fong-t'ien étaient contrôlés de la même manière que ceux des fonctionnaires de Pékin. ⁴ Les mérites des censeurs mandchous et chinois des six *k'o* et des quinze *tao* étaient contrôlés par le Ministère des Fonctionnaires et les *tou-tch'a-yuan*. ⁵

Les mérites des fonctionnaires étaient jugés sur la base de leur conduite (*cheou*), de leur capacité (*ts'ai*), de leur travail

¹ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 1^{re}.

² Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *û. t. T. k.*, chap. 12, p. 3^v.

³ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 3^v à p. 42°.

⁴ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 3^v.

⁵ Décision de la 4^{me} année *yong-tcheng* (1726). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 4^{re} et v°.

(*tcheng*) et de leur âge (*nien*). Si leur conduite était intègre (*ts'ing*), si leur capacité était grande (*tch'ang*), si leur travail était diligent (*k'in*), qu'ils soient jeunes (*ts'ing*), ou adultes (*tchouang*), ou solide (*kien*), mais aient la force d'être à la hauteur de leur charge (*tch'eng-tche*), ils étaient classés dans la première catégorie. Si leur conduite était respectueuse (*tsin*) ou leur travail diligent (*k'in*) mais leur capacité moyenne (*p'ing*)¹ ou bien si leur capacité était grande (*tch'ang*) mais leur travail moyen (*p'ing*)¹, qu'ils soient jeunes, adultes ou solides, mais aient la force d'exercer leurs fonctions avec diligence (*k'in-tche*), ils étaient classés dans la deuxième catégorie. Si leur conduite était respectueuse (*tsing*), mais leur capacité et leur travail moyens (*p'ing*)¹ ou bien si leur capacité était grande (*tch'ang*), leur travail diligent (*k'in*) mais leur conduite moyenne (*p'ing*)¹, qu'ils soient jeunes, adultes ou solides mais aient la force de remplir leurs fonctions (*kong-tche*), ils étaient classés dans la troisième catégorie.

Lors de leur présentation à l'examen, les fonctionnaires étaient déjà classés en trois degrés; cette gradation était établie selon leur mérite, après l'examen de leurs mérites, ils étaient promus; ceux de la première catégorie étaient favorisés par rapport aux deux autres catégories et recevaient une nomination aux postes supérieurs.²

Les fonctionnaires qualifiés à se présenter dans la première catégorie étaient ceux qui avaient travaillé plus d'un an dans leur dernier *ya-men* à Pékin. Le nombre des fonctionnaires de la 1^{re} catégorie était limité. Les fonctionnaires qualifiés à se présenter dans la deuxième catégorie étaient ceux qui avaient travaillé moins de six mois dans leur dernier *ya-men*. Les fonctionnaires qualifiés à se présenter dans la troisième catégorie étaient ceux qui venaient d'arriver comme fonctionnaires à Pékin.²

¹ Décision de la 5^{me} année k'ien-long (1740). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 5r° et v°.

² Décision de la 41^{me} année k'ien-long (1776). *û. t. T. k.*, chap. 12, p. 9v° à p. 10r°.

En ce qui concerne les censeurs, le *tou-tch'a-yuan* proposait quatre fonctionnaires mandchous choisis parmi les *yu-che*, les secrétaires assistants (*tou-che*) et les secrétaires (*kin-li*) six fonctionnaires chinois choisis parmi les *yu-che*, les secrétaires-assistants (*touche*), les secrétaires (*king-li*), les vice-commissaires de police (*tche-houei*) et les adjoints de police (*li-mou*); et cinq copistes (*pi-t'ie-che*), en tout quinze personnes. Les six *k'o* proposaient un *ki-che-tchong* mandchou et un *k'i-che-chong* chinois et sept copistes (*pi-t'ie-che*), en tout neuf personnes.¹

Les listes sur lesquelles étaient inscrits les noms et les mérites des fonctionnaires étaient envoyées secrètement au Ministère des Fonctionnaires, au *tou-tchéa-yuan*, à la section des Fonctionnaires et au *ho-nan-tao* qui se basaient sur elles lors de l'examen.² Si des fonctionnaires qui devaient être présentés à l'examen avaient été omis de la liste ou bien si des fonctionnaires qui ne devaient pas être inclus dans la liste y avaient été inclus, le ministère (*pou*) ou le *yuan* devaient dénoncer les coupables.³

Le contrôle des mérites des fonctionnaires à Pékin fut suspendu entre la 24^e année *k'ang-hi* (1685) et la première année *yong-tcheng* (1723).⁴

2) Contrôle de l'examen des mérites des fonctionnaires dans les provinces (*ta-ki*).

Le contrôle de l'examen des mérites des fonctionnaires dans les provinces avait lieu une fois tous les trois ans.⁵ Les vice-rois et les gouverneurs des provinces faisaient un contrôle préalable et envoyaient des rapports au Ministère des Fonctionnaires, au *tou-*

¹ Décision de la 53^{me} année *k'ien-long* (1788). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 10r°.

² Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 3v° à p. 4r°.

³ Décision de la 13^{me} année *chouen-tche* (1656). *û. t. T. k.*, chap. 12, p. 1v° à p. 2r°.

⁴ Décision de la 24^{me} année *k'ang-hi* (1685), et la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 3r° et v°.

⁵ Décision de la 4^{me} année *chouen-tche* (1647). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 25v°.

tch'a-yuan, au *li-k'o* et au *king-ki-tao*, qui faisaient ensuite tous ensemble un second contrôle plus minutieux et un rapport à l'empereur. Dans ce rapport les fonctionnaires étaient jugés d'après quatre points de vue :

conduite (*cheou*);
capacité (*ts'ai*);
travail (*tcheng*) et
âge (*nien*). ¹

Si ce rapport contenait un commentaire favorable à un fonctionnaire et que plus tard un censeur l'accuse d'incapacité, le vice-roi ou le gouverneur de province était condamné. ²

3) Contrôle de l'examen des mérites des fonctionnaires militaire (*kiun-tcheng*).

Le contrôle de l'examen des mérites des fonctionnaires militaires (*kiun-tcheng*) avait lieu une fois tous les cinq ans. Les militaires étaient examinés par le Ministère de la Guerre, le *ping-k'o*, de *tou-tch'a-yuan* et le *Ho-nan-tao* (plus tard *King-ki-tao*) ³. Cet examen avait lieu au Printemps. Les rapports sur l'examen militaire (*kiun-tcheng*) dans les provinces étaient envoyés au Ministère de la Guerre, à la section de la Guerre (*Ping-k'o*) et au *King-ki-tao* pour y être contrôlés. Le résultat était annoncé par affiche (*pang*) et, en cas d'erreur, les censeurs étaient chargés de dénoncer les coupables. ⁴

¹ Décision de la 3^{me} année *chouen-tche* (1646). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 25r° et v°.

² Décision de la 15^{me} année *chouen-tche* (1658). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 26r° et v°.

³ Décision de la 4^{me} année *chouen-tche* (1647). *û. t. T. k.*, chap. 12, p. 32n°.

⁴ Décision de la 11^{me} année *chouen-tche* (1654). *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 32r° et v°.

4) Contrôle des punitions et des promotions des fonctionnaires (*tchou-fen*).

En ce qui concerne les punitions et les promotions des fonctionnaires, c'est le Ministre des Fonctionnaires qui s'occupait des fonctionnaires civils, la Cour Suprême des Affaires de la Famille impériale (*Tsong-jen-fou*) qui s'occupait de la Famille impériale et le Ministère de la Guerre. Ils adressaient une liste des noms des fonctionnaires en question au *tou-tch'a-yuan* qui devait prendre la dernière décision.¹

La première année *chouen-tche* (1644), il fut décidé que la Cour Suprême des Affaires de la Famille impériale (*tsong-jen-fou*), le Ministère des Fonctionnaires et le Ministère de la Guerre seraient chargés de la délibération et de la décision au sujet des fautes commises par les fonctionnaires. Si dans l'un des *ya-men* mentionné ci-dessus, il y avait un fonctionnaire qui devait lui-même faire l'objet d'une pareille délibération, la charge de l'exécuter en était remise à l'un des deux autres *ya-men*. Plus tard, les dossiers des fonctionnaires de la Cour Suprême des Affaires de la Famille impériale (*tsong-jen-fou*) et du Ministère des Fonctionnaires qui devaient faire l'objet d'une délibération et d'une décision furent remis au *tou-tch'a-yuan* pour décision. Quant à ceux du Ministère de la Guerre (*ping-pou*), c'est le Ministère des Fonctionnaires qui en fut chargé.²

III. Contrôle des décisions pénales (*houei-hien*).

Jusqu'à la 10^e année *chouen-tche* (1653), tous les cas entraînant la mort ou ne l'entraînant pas, des criminels de la capitale faisaient l'objet d'une délibération de la part des *san-fa-sseu*. Depuis, il fut décidé que pour les cas passibles de la mort seulement, le Ministère de la Justice (*hing-pou*) devrait nécessairement les examiner minutieusement, prendre acte des aveux complets et

¹ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644) *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 35r° et v°, et Décision de la 37^{me} année *kien-long* (1772), *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 35v°

² *K. t. T. k.*, chap. 12, p. 35r° et v°.

fixer la peine. Après quoi, il présenterait à l'empereur une requête et lorsque les *san-fa-sseu* auraient reçu le décret impérial, alors le *tou-tch'a-yuan*, en conjonction avec le Ministère de la Justice et la Cour Suprême de Justice, contrôleraient le dossier.¹ D'après une décision de la 18^e année *chouen-tche* (1661), en ce qui concerne les peines de mort et les jugements *jo-chen*,² le Ministère de la Justice devait les juger publiquement avec le concours du *tou-tch'a-yuan* et de la Cour Suprême de Justice (*ta-li-sseu*).³

Pour les cas passibles de mort, en instance de jugement au Ministère de la Justice, le juge (*tch'eng-chen-kouan*) inscrivait les premiers aveux de l'accusé et avertissait le *tao* intéressé pour que celui-ci fixe une date pour l'audience de l'affaire et envoie un censeur mandchou et un censeur chinois au Ministère de la Justice pour prendre part au « jugement en commun » (*houei-chen*) avec le fonctionnaire de la Cour Suprême de Justice (*ta-li-sseu*). Une fois qu'une décision avait été prise, le président du *tou-tch'a-yuan* (*tso-tou-yu-che*) et le vice-président du *tou-tch'a-yuan* (*tso-fou-tou-yu-che*) faisaient conjointement avec le Ministère de la Justice et la Cour Suprême de Justice un examen minutieux du cas et le rapportaient à l'empereur.⁴

Le *tou-tch'a-yuan* et le *tao* intéressé recevaient chacun un avis officiel au sujet de toutes les affaires de province qui étaient jugées par les Trois Organes Juridiques (*san-fa-sseu*).⁵

En ce qui concerne les affaires qui faisaient l'objet d'un jugement en commun (*houei-chen*) les Trois Organes Juridiques, le Ministère de la Justice établissait d'abord un brouillon qu'il envoyait au président du Ministère pour qu'il le signe. Ensuite il en-

¹ *K. t. T. k.*, chap. 13, p. 1r°.

² Tous les jugements rendus entre le 10^me jour après la fête *Siao-man* (le 22^me jour de la 4^me lune, vers le 21 mai) et le jour qui précède le commencement de l'automne (le 9^me jour de la 7^me lune tombe généralement vers le 18 août) étaient appelés *jo-chen*. Dans la limite de ce temps, les peines de bastonnade et les peines inférieures étaient toutes atténuées.

³ *K. t. T. k.*, chap. 13, pp. 1v°-2r°.

⁴ Décision de la 15^me année *chouen-tche* (1658). *K. t. T. k.*, chap. 13, p. 1v°.

⁵ Décision de la 17^me année *k'ang-hi* (1678). *K. t. T. k.*, chap. 13, p. 2n°.

voyait le brouillon avec l'acte d'aveu de l'accusé au *tou-tch'a-yuan* pour qu'il le signe. S'il y a un désaccord d'opinion entre le *tou-tch'a-yuan* et le Ministère, le premier devait dans un délai de cinq jours (depuis la 24^e année *kia-k'ing* (1819), le délai fut de huit jours) ¹ rédiger un brouillon qu'il envoyait au Ministère, et ensemble ils le présentaient à l'empereur. ² En ce qui concerne les affaires de meurtre et de brigandages commis dans les pays vassaux (*wai-fan*), la Cour Suprême des Peuples vassaux (*li-fan-yuan*) participait conjointement avec les Trois Organes juridiques au contrôle de ces affaires et à leur rapport à l'empereur. ³

Pendant les assises d'automne (*ts'ieou-chen*) et les assises de la Cour (*tch'ao-chen*), un censeur mandchou et un censeur chinois étaient chargés de veiller à ce que les fonctionnaires qui devaient prendre part aux audiences ne soient pas absents sans motif valable. ⁴

Pendant les assises d'automne (*ts'ieou-chen*) et pendant les assises de la Cour (*tch'ao-chen*) les *tchang-tao-yu-che* (chargé du sceau) assistaient tous aux audiences. Quant aux autres *yu-che*, seuls ceux qui étaient attachés à la province où l'affaire en jugement avait été commise prenaient part à l'audience. ⁵

Tous les fonctionnaires qui assistaient aux assises d'automne (*ts'ieou-chien*) et aux assises de la Cour (*tch'ao-chen*) lorsque dans une affaire qui devait être jugée le jour même, selon leur avis la décision proposée par le vice-roi ou le gouverneur de province n'était pas justifiée, inscrivaient sur un papier séparé le nom de l'accusé et écrivaient clairement ce qui devait être changé dans la décision proposée. ⁶

¹ *K. t. T. K.*, chap. 13, p. 28v°.

² Décision de la 3^{me} année *yong-tcheng* (1725). *K. t. T. k.*, chap. 13, p. 4v°.

³ Décision de la 31^{me} année *k'ang-hi* (1692). *K. t. T. k.*, chap. 13, p. 2r° et v°.

⁴ Décision de la 3^{me} année *yong-tcheng* (1725). *K. t. T. k.*, chap. 13, pp. 4v° et 5r°.

⁵ Décision de la 11^{me} année *k'ien-long* (1746). *K. t. T. k.*, chap. 13, pp. 10v° et 11r°.

⁶ Décision de la 13^{me} année *yong-tcheng* (1735). *K. t. T. k.*, chap. 13, p. 7r°.

Un censeur mandchou et un censeur chinois inspectaient chaque fois les deux prisons : celle du nord et celle du sud. Si les prisonniers avaient subi un traitement partial ou si d'autres abus avaient été commis, ils dénonçaient les coupables à l'empereur et les fonctionnaires de l'administration de la prison étaient mis en jugement.¹ Ils dénonçaient les injustices dans les prisons et les gardiens et employés de la prison devaient être punis. Le Ministère de la Justice, à la fin de chaque mois faisait un rapport indiquant les noms des criminels détenus en prison, qu'il transmettait aux censeurs aux fins d'examen.² la 17^e année *kia-king* (1812), il fut décidé que le censeur qui inspectait les prisons assisterait aussi à l'examen du cadavre des prisonniers décédés, et qu'il ne devait arriver pas plus tard que le lendemain du décès.³ La 12^e année *kouang-siu* (1886) il fut décidé que le *tou-tch'a-yuan* nommerait chaque mois deux censeurs mandchous pour inspecter les prisonniers, membres de la Famille impériale.⁴

IV. Procédure concernant les plaintes (*pien-sou*).

Le gouvernement tenait à ce que le peuple ait toujours la possibilité de porter des plaintes sans être obligé de faire de grands déplacements. L'empereur tenait à ce que les plaintes fussent jugées sur place pour ne pas encombrer les services de Pékin ; aussi fu-il décidé, la 56^e année *k'ien-long* (1791), qu'on ne pourrait porter une plainte directement à Pékin sans passer par les instances provinciales et sans avoir attendu leur décision et on alla même jusqu'à punir ceux qui ne se conformaient pas à cette procédure.⁵ Au commencement cependant, le peuple avait la possibilité d'adresser les plaintes directement aux instances suprêmes en ne passant que par certaines instances intermédiaires. Ceux qui portaient des plaintes dans les provinces devaient s'adresser aux *ya-men* des

¹ Décision de la 12^me année *yong-tcheng* (1734). *K. t. T. k.*, chap. 13, p. 7r°.

² Décision de la 12^me année *yong-tcheng* (1734). *K. t. T. k.*, chap. 13, p. 33r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 13, pp. 33v° et 34r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 13, pp. 35v° et 36r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 6r° à 7r°.

administrations provinciales (*sseu*), des circuits (*tao*), des préfectures (*fou*), des vice-préfectures (*tcheou*) ou des sous-préfectures (*hien*). Si ces instances refusaient de juger l'affaire, la plainte pouvait être portée devant le *ya-men* du vice-roi ou du gouverneur de la province ou inspecteur de la province (*tsong-tou*), (*siun-fou*) ou (*siun-ngan*). Si ces derniers refusaient de recevoir la plainte ou si l'accusé n'acceptait pas leur jugement, il s'adressait en dernière instance à la Cour Suprême d'Inspection des fonctionnaires (*tou-tch'a-yuan*) (le plaignant frappait le tambour qui était placé devant la dite cour et qui était surveillé par un censeur).

Si la *tou-tch'a-yuan* donnait raison à l'accusé, il devait faire un rapport à l'empereur. Dans le cas où il ne faisait pas de rapport à l'empereur, l'accusé pouvait se rendre au Service des Communications (*tong-tcheng-che-sseu*) pour soumettre la plainte directement à l'empereur.¹

Ce n'est que dans les cas suivants que les habitants des provinces pouvaient transmettre leur plainte jusqu'à Pékin : lorsqu'une décision injuste avait été rendue par une préfecture ou une sous-préfecture ; lorsqu'une plainte n'avait pas été acceptée par le vice-roi ou un gouverneur ; lorsqu'une plainte concernait une affaire dans laquelle on n'avait pas de preuve réelle et qui n'avait pas passé par les *ya-men* des vice-rois ou des gouverneurs des provinces. Dans tous ces cas, l'affaire était examinée par le Ministère de la Justice et la Cour d'Inspection des fonctionnaires (*tou-tch'a-yuan*) qui présentaient à l'empereur un rapport pour obtenir l'autorisation d'ouvrir une enquête. Certains cas étaient renvoyés aux vice-rois et aux gouverneurs de provinces pour être jugés par eux, tandis que d'autres cas étaient simplement classés.²

Le *tou-tch'a-yuan* et le *ya-men* du gouverneur militaire de Pékin (*pou-kiun-t'ong-lin-ya-men*) devaient soumettre à l'empereur les plaintes venant des provinces ; dès qu'elles leur parvenaient les cas où la plainte avait été renvoyée aux provinces de-

¹ Décision de la 8^{me} année *chouen-tche* (1651). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 1r° et v°.

² Décision de la 34^{me} année *k'ien-long* (1769). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 4v° et 5r°.

vaient être aussi soumis à l'empereur tous les un ou deux mois. Et aucune plainte ne pouvait être annulée.¹

Les fonctionnaires et le peuple accusés injustement pouvaient aller au *tou-tch'a-yuan* pour exposer leur cas. Les cas de peu d'importance étaient directement jugés par le *tou-tch'a-yuan* ou bien transmis aux vice-rois et gouverneurs de provinces.²

Dans le cas où un fonctionnaire mourait en accomplissant son devoir, dans l'exercice de sa charge, les personnes influentes du lieu demandaient au *tou-tch'a-yuan*, aux vice-rois et aux gouverneurs des provinces d'adresser à l'empereur une requête concernant l'octroi d'un titre posthume au fonctionnaire décédé.³

Procédure concernant les plaintes à Pékin.

Ceux qui avaient été injustement jugés à Pékin pouvaient porter une plainte devant les censeurs des Cinq Villes de Pékin, devant la Préfecture de Chouen-t'ien ou devant les deux sous-Préfectures Wan-p'ing et Ta-hing (de Pékin). Si ces instances n'acceptaient pas la plainte ou rendaient une décision injuste, le plaignant se rendait au *tou-tch'a-yuan* et au *ya-men* du Service des Communications administratives (*t'ong-tcheng-sseu-che*) pour demander que le cas soit soumis à l'empereur.⁴

Les princes et les nobles qui avaient été conseillers de l'empereur pendant sa minorité s'ils faisaient l'objet d'une fausse accusation auprès de l'empereur relevaient de la juridiction du Ministère de la Justice; ils pouvaient faire appel de la décision rendue par cette instance au *tou-tch'a-yuan* ou à la Cour Suprême des Affaires de Famille impériale (*tsong-jen-fou*). S'il résultait des débats que l'accusation avait été injuste, l'accusé était réhabilité et

¹ Décision de la 4^me année *kia-king* (1799). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 7r° et v°.

² Décision de la 18^me année *chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 2r°.

³ Décision de la 12^me année *t'ong-tche* (1886). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 47r° et v°.

⁴ Décision de la 8^me année *tchouen-tche* (1651). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 1v°.

transféré dans une autre bannière ou au service d'un autre prince, mais si l'accusation avait été juste, la peine était doublée. ¹

Plaintes adressées à l'empereur.

Si un *ya-men* connaissant l'injustice d'une décision ne faisait pas à ce sujet de rapport à l'empereur, l'accusé était autorisé à aller personnellement porter la plainte à l'empereur à la porte du Midi (*wou-men*). Il ne peut y avoir d'appel contre une décision rendue par l'empereur. Toutes les plaintes adressées à l'empereur étaient examinées et une décision était prise sur chacune d'elles. ² Cependant pour limiter le nombre des plaintes adressées à l'empereur, on décida, la 17^e année *kia-k'ing* (1812), que toute plainte adressée à l'empereur serait transmise, mais que le plaignant serait retenu au Ministère de la Justice pour que son cas soit examiné et qu'il soit puni pour « violation de rites ». ³

En cas où les délais fixés pour l'examen de la plainte aient été transgressés ou bien des négligences aient été commises les fonctionnaires coupables étaient punis et s'il s'agissait d'un cas que l'empereur avait ordonné d'étudier, la peine pouvait aller jusqu'au renvoi du fonctionnaire. ⁴

Les plaintes, les remarques et les critiques que des personnes privées voulaient adresser à l'empereur devaient passer par l'intermédiaire du *tou-tch'a-yuan* ou de leur ministre. ⁵

Les censeurs pouvaient dénoncer à l'empereur les subordonnés des grands fonctionnaires qui se laissaient corrompre. ⁶

¹ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 14, pp. 2v° à 3r°.

² Décision de la 8^{me} année *chouen-tche* (1651). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 1v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 28v°.

⁴ Décision de la 12^{me} année *kia-king* (1807). *K. t. T. k.*, chap. 14, pp. 15v° et 16r°.

⁵ Décision de la 4^{me} année *kouang-sin* (1878). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 49r°.

⁶ Décision de la 37^{me} année *kiang-hi* (1698). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 2r° et v°.

Au commencement on avait décidé de refuser toutes les plaintes anonymes et de rechercher et condamner leurs auteurs. ¹ Plus tard, (c'est-à-dire la 23^e année *kia-k'ing* (1818), on décida de faire certaines exceptions: ainsi les plaintes anonymes concernant la défense de l'Etat étaient secrètement présentées à l'empereur et secrètement examinées; celles qui concernaient les cas de hautes trahisons étaient directement rapportées à l'empereur. Toutes les autres plaintes anonymes étaient brûlées à leur réception. ²

Le tout-tch'a-yuan adressait au Ministère des Rites un rapport dans les cas suivants: lorsqu'une femme ne se mariait pas parce qu'elle voulait rester à servir ses parents; lorsqu'une femme se mutilait en vue de guérir ses parents (en leur donnant par exemple à manger un morceau de sa chair); lorsqu'une femme suivait son mari dans la mort. Tous ces cas devaient être certifiés par un fonctionnaire de Pékin. ³

V. Censeurs dans les Cinq Villes de Pékin (*wou-tch'eng*).

L'empereur Che-tsou des Ts'ing décréta, la 2^e année *chouen-tche* (1645), qu'il y aurait dans les Cinq Villes de Pékin des censeurs qui avec leurs subordonnés s'occuperaient des affaires se passant dans les Cinq Villes. Leur tâche consistait à veiller à la pureté des mœurs et à débarrasser la ville des mauvais éléments. On créa dans chacune des Cinq Villes trois *kien-tch'a-yu-che*, un mandchou, un mandchou-chinois et un chinois. ⁴ Ensuite le nombre des censeurs dans chaque ville fut réduit à deux; un mandchou et un chinois. ⁵

Au commencement, les censeurs étaient nommés à leurs pos-

¹ Décision de la 6^me année *kia-king* (1801). *K. t. T. k.*, chap. 14, pp. 9r°-10v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 31v° à p. 32r°.

³ Décision de la 11^me année *kouang-sin* (1885). *K. t. T. k.*, chap. 14, p. 51r° et v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 1r°.

⁵ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 2r°.

tes dans les Cinq Villes pour la durée de trois mois ¹, ensuite pour six mois ² et depuis la 15^e année *k'ang-hi* (1676) pour un an. ³ La première année *k'ien-long* (1736), le *tou-tch'a-yuan* décida qu'on remplacerait chaque année alternativement un des deux censeurs de façon à ce que chaque censeur reste deux ans en charge et qu'il y ait toujours un des censeurs qui soit au courant des affaires. ⁴ La 56^e année *k'ien-long* (1791), on changea, de nouveau, chaque année les deux censeurs. ⁵ La même année, il fut aussi décidé qu'un envoyé en mission serait immédiatement remplacé dans ses fonctions de censeur des Cinq Villes par un autre censeur, et qu'il perdrait sa charge de censeur des Cinq Villes. Mais les censeurs qui avaient rempli leur charge à la satisfaction de leurs supérieurs restaient en charge deux ou trois ans et ceux dont la réputation était mauvaise devaient démissionner avant l'expiration de leur mandat. Si des meurtres avaient été commis dans les Cinq Villes et ce après un an d'enquête, il restait trois crimes non élucidés, le censeur responsable était puni de trois mois de privation de traitement; si cinq cas n'avaient pas été élucidés dans l'espace d'un an, la privation de traitement était de six mois, au-dessus de six ou sept cas, elle était d'un an. ⁶

Pour le recrutement des censeurs des Cinq Villes, il fut décidé, la deuxième année *yong-tcheng* (1724) que quand il y aurait des postes vacants parmi les censeurs, le *tou-tch'a-yuan* présenterait à l'empereur une liste des noms des censeurs parmi lesquels l'empereur ferait son choix. ⁷ Les *ki-che-tchong* pouvaient aussi être nommés censeurs des Cinq Villes par l'empereur. ⁸ Par contre, les

¹ Décision de la 10^{me} année *chouen-tche* (1653). *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 1r°.

² Décision de la 15^{me} année *chouen-tche* (1658). *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 2r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 1v° et p. 2r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 2v° et p. 3r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 7r°.

⁶ Décision de la 29^{me} année *k'ien-long* (1764). *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 5r°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 2v°.

⁸ Décision de la 5^{me} année *yong-tcheng* (1727). *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 2v°.

censeurs des sous-préfectures de Ta-tch'eng et de Wan-tch'eng ¹ ne pouvaient pas devenir censeurs des Cinq Villes. ² Depuis la 39^e année *k'ien-long* (1774), les censeurs mandchous-chinois ne pouvaient plus être nommés censeurs des Cinq Villes.

A partir de la 23^e année *kia-k'ing* (1818), le choix des censeurs dans les Cinq Villes fut fait par le président du *tou-tch'a-yuan* qui choisissait parmi les censeurs ceux qui étaient intelligents, corrects, et justes et proposait à l'empereur deux candidats pour chaque poste. L'empereur décidait lui-même de la nomination. Si un censeur dans les Cinq Villes s'était montré vénal ou inférieur à sa charge, le président du *tou-tch'a-yuan* qui l'avait proposé, était puni par le Ministère des Fonctionnaires. ³

Fonctions des censeurs des Cinq Villes.

Les censeurs des Cinq Villes étaient chargés de délimiter les frontières respectives des Cinq Villes. ⁴ Ils contrôlaient les *ping-ma-sseu-the-houei* et les *fou-tche-houei* ⁵ dans les Cinq Villes. ⁶ Sur les affaires des *ping-ma-sseu* ils faisaient tous les cinq jours un rapport au *tou-tch'a-yuan* ⁷ La 57^e année *Kang-hi* (1728), il fut décidé que le *tou-tch'a-yuan* surveille, en récompensant ou punissant, la réputation des *sseu-fang-kouan* des Cinq Villes, ceux qui étaient en service plus de trois ans et étaient diligents et corrects, les censeurs des Cinq Villes les signalaient au *tou-tch'a-yuan* en vue de promotion. ⁸ En vertu d'une décision de la 3^e année

¹ Deux sous-préfectures de la Ville de Pékin.

² Décision de la 3^{me} année *k'ien-long* (1738). *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 3r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 10v° et 11r°.

⁴ Décision de la 5^{me} année *yong-tcheng* (1727). *K. t. T. k.*, chap. 26, p. 1r° et v°.

⁵ Leurs fonctions est d'arrêter les voleurs, chercher les personnes recherchées, avec signalement et portrait, et de surveiller les malfaiteurs à Pékin.

⁶ Décision de la 18^{me} année *chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 27, p. 1v°.

⁷ Décision de la 58^{me} année *k'ang-hi* (1719). *û. t. T. k.*, chap. 27, p. 3v°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 27, p. 3v°.

k'ien-long (1738), les chefs de districts (*sseu-fang-kouan*), après un délai d'un an, étaient récompensés ou punis, selon le nombre des arrestations qu'ils avaient effectués, et selon qu'ils avaient purifié ou non la ville des éléments criminels.¹

La 18^e année *kia-k'ing* (1813), quinze *tche-houei* furent choisis par le Ministère des Fonctionnaires parmi les candidats au poste des *tche-houei* et *fou-tche-houei* présentés au *tou-tch'a-yuan* et envoyés dans les Cinq Villes pour aider les fonctionnaires.² Ils étaient contrôlés par les censeurs des Cinq Villes. Cela eut lieu lors du recrutement des *pao-kia*.³

Les censeurs faisaient la police dans la ville intérieure.³ Les censeurs des Cinq Villes veillaient aussi à ce que les règlements concernant les rues à Pékin soient observés et ils jugeaient les délits qui y étaient commis.⁵ Les *ki-che-tchong* étaient également chargés de surveiller les rues.⁶ En vertu d'une décision de la 31^e année *k'ien-long* (1766), le *tou-tch'a-yuan* déluguait spécialement deux censeurs pour exercer en collaboration avec les autres fonctionnaires la surveillance des routes et des égouts de la ville de Pékin.⁷ La 50^e année *k'ien-long* (1785), il fut décidé qu'un censeur mandchou et un censeur chinois surveilleraient les routes. Ils furent nommés pour deux ans.⁸ Mais la 56^e année *k'ien-long* (1791), la durée de leur charge fut diminuée d'un an.⁹

Les censeurs des Cinq Villes s'occupaient des affaires *pao-kia* des Cinq Villes. La 41^e année *k'ien-long* (1776), les censeurs des

¹ *K. t. T. k.*, chap. 27, p. 6v° et 7r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 27, p. 21v°.

³ Système *pao-kia* : le chef de dix familles s'appellait *p'ai-tchang* ; le chef de dix *p'ai* s'appellait *kia-tchang* ; le chef de dix *kia* s'appellait *pao-tchang*. Chaque famille recevait chaque année du fonctionnaire local un registre sur lequel devaient être portés les noms et professions des membres masculins de la famille.

⁴ Décision de la 2^me année *k'ang-hi* (1663). *K. t. T. k.*, chap. 28, p. 1v°.

⁵ Décision de la 18^me année *chouen-tche* (1661).

⁶ Décision de la 47^me année *k'ang-hi* (1718). *K. t. T. k.*, chap. 28, p. 2r°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 28, p. 5v°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 28, p. 9v° et 10r°.

⁹ *K. t. T. k.*, chap. 28, p. 12r°.

Cinq Villes furent chargés conjointement avec les censeurs qui surveillaient les rues, de veiller à ce que les boutiques n'empiètent pas sur le trottoir. Le censeur de chaque ville faisait deux rapports : un pour le Ministère des Travaux Publics et un pour le *ya-men* des routes. ¹ La 59^e année *k'ien-long* (1794), il fut décidé que pour éviter le favoritisme, le censeur mandchou ne jugerait pas un ressortissant de sa Bannière, et le censeur chinois une personne originaire de sa province. En pareille occurrence, l'affaire était attribuée à un censeur d'une des autres villes ; de même, si pour des raisons particulières, un censeur mandchou ou chinois devait être écarté. ²

La 22^e année *tao-kouang* (1842), on nomma un censeur-inspecteur mandchou et un censeur chinois à Hai-ting. ³ La durée de leur charge était de trois mois. ⁴

La 10^e année *hien-fong* (1860), il fut décrété de nommer dix censeurs mandchous et chinois à l'intérieur de la ville pour aider à organiser des groupements militaires privés de la ville intérieure. ⁵

La première année *t'ong-tche* (1862), il fut de même décrété qu'il y aurait dix censeurs, ayant les mêmes fonctions, pour la ville extérieure. ⁶

Fonctions policières.

Les censeurs des Cinq Villes veillaient à ce que les interdictions en vigueur dans les Cinq Villes soient observées ; en cas de négligence de leur part, ils étaient punis.

Les censeurs surveillaient les fonctionnaires venus à Pékin

¹ *K. t. T. k.*, chap. 28, p. 9r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 19, p. 8r° et v°

³ Un village dans la banlieue ouest de Pékin.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 22, p. 19v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 22, p. 24v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 22, p. 26r°.

pour avoir une audience auprès de l'empereur afin qu'ils ne subordonnent personne. ¹

Les censeurs et les fonctionnaires des districts de la ville (*sseu* et *fang*) faisaient des arrestations dans les cas suivants :

1) Ceux qui profitent de l'arrivée de fonctionnaires importants à Pékin pour pratiquer toute sorte de commerce et d'escroquerie; ²

2) les gens qui quêtent, sous des prétextes pieux devant les temples; ³

3) ceux qui fabriquent et écoulent à Pékin de la fausse monnaie; ⁴

4) ceux qui jouent pour de l'argent; ⁵

5) les petits malfaiteurs (même si ces derniers agissent à la solde d'un petit fonctionnaire de province qui les a envoyés à Pékin; ⁶

6) les ravisseurs de femmes et d'enfants; ⁷

7) ceux qui tiennent clandestinement des maisons de passe et font la traite de femmes ou distribuent des chansons pornographiques; ⁸

8) ceux qui extorquent par des menaces ou en les trompant de l'argent aux commerçants de province venus à Pékin. ⁹

Les chefs de districts (*sseu-fang-kouan*) avertis par le *tou-tch'a-yuan* surveillaient et dénonçaient au Ministère des Fonction-

¹ Décision de la 3^me année *chouen-tche* (1646). *K. t. T. k.*, chapitre 13, p. 1^{re}.

² Décision de la 3^me année *chouen-tche* (1646). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 1^{re}.

³ Décision de la 13^me année *chouen-tche* (1656). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 1^{re} et p. 2^{re}.

⁴ Décision de la 14^me année *chouen-tche* (1657). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 2^{re}.

⁵ Décision de la 18^me année *chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 1^{re}.

⁶ Décision de la 18^me année *chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 2^{re}.

⁷ Décision de la 6^me année *k'ang-hi* (1667). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 3^{re}.

⁸ Décision de la 16^me année *k'ang-hi* (1677). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 3^{re}.

⁹ Décision de la 18^me année *chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 3^{re}.

naires les fonctionnaires qui, après avoir été nommés à un poste n'avaient pas quitté Pékin dans le délai prescrit ¹

La 8^e année *kia-king* (1803), il fut décrété que les censeurs des Cinq Villes inspecteraient dans la ville extérieure les théâtres, les restaurants, et les maisons publiques pour vérifier s'il n'y avait pas parmi les visiteurs des fonctionnaires déguisés. ²

Le censeurs des Cinq Villes distribuait des secours aux pauvres. Ils distribuait du potage de riz chaque année de la 11^e lune jusqu'à la 3^e lune. ³

La 4^e année *yong-tcheng* (1726), il fut décidé que les censeurs surveilleraient les prix du riz, mais n'ayant pas le droit d'intervenir, se contenteraient d'avertissements. ⁴

Dans chaque ville on construisit un asile pour les pauvres. ⁵ Les comptes des secours accordés aux pauvres étaient vérifiés par le *tou-tch'a-yuan* et adressés au Ministère des Finances. ⁶

L'asile était pour les pauvres (sans-asiles) qui y recevaient du riz, du bois de chauffage. L'hiver on y distribuait des vêtements de coton et des couvertures. Les malades recevaient des médicaments et en cas de mort des cercueils étaient fournis aux familles pauvres. ⁷ Il y avait à Pékin un asile pour les enfants pauvres et sans domicile; les censeurs des Cinq Villes surveillaient ces asiles. ⁸

La 27^e année *k'ien-long* (1762), année de disette, on augmenta dans les Cinq Villes les secours aux pauvres et le nombre des censeurs fut augmenté de dix. ⁹ La première année *tao-*

¹ Décision de la 61^{me} année *k'ang-hi* (1722). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 4r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 25, p. 25v°.

³ Décision de la 9^{me} année *chouen-tche* (1652). *K. t. T. k.*, chap. 24, p. 1r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 24, p. 3v°.

⁵ Décision de la 10^{me} année *chouen-tche* (1653). *K. t. T. k.*, chap. 24, p. 1r°.

⁶ Décision de la 8^{me} année *yong-tcheng* (1730). *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 4r°.

⁷ Décision de la 13^{me} année *yong-tcheng* (1735). *K. t. T. k.*, chap. 24, p. 5r° et v°.

⁸ Décision de la 1^{re} année *k'ang-hi* (1662). *K. t. T. k.*, chap. 24, p. 49v°.

⁹ *K. t. T. k.*, chap. 24, p. 7v° et p. 8r°.

kouang (1821), à la suite d'une épidémie de peste, on distribua des médicaments et des cercueils aux pauvres dans les Cinq Villes. ¹

Le *tou-tch'a-yuan* devait, en dehors des rapports adressés tous les cinq jours à l'empereur par les censeurs des Cinq Villes, faire deux rapports par mois à l'empereur sur les affaires jugées; sur les affaires non encore jugées, il faisait un rapport à l'empereur tous les deux mois. ²

Les censeurs jugeaient sur place les disputes qui survenaient dans les Cinq Villes; mais s'il y avait voie de fait, le cas était dirigé au Ministère de la Justice. ³

Pour les Mandchous qui habitaient hors des Cinq Villes et qui venaient en ville porter une plainte, c'était les censeurs qui jugeaient les cas qui entraînaient une peine inférieure au bâtonnement. ⁴

La 18^e année *kia-k'ing* (1813), les cas qui entraînaient une peine supérieure au bâtonnement et les cas de rixes entre Mandchous qui méritaient l'exil étaient déférés pour jugement au Ministère de la Justice. Les autres cas étaient jugés par les censeurs des Cinq Villes et le gouvernement militaire de Pékin. ⁵

Quand un meurtre avait été commis dans les Cinq Villes, le cadavre était examiné par le *tche-houei* de la ville; les censeurs étaient chargés de l'enquête et faisaient un rapport au Ministère de la Justice. ⁶

La 13^e année *chouen-tche* (1656), il fut décidé que en ce qui concerne les petits délits commis à Pékin, on soumettrait le cas au Ministère de la Justice si le plaignant et l'accusé étaient des Mandchous. Si l'affaire concernait un Mandchou et un Chinois, elle était jugée par les censeurs des Cinq Villes. ⁷

¹ *K. t. T. k.*, chap. 24, p. 28^v et p. 29^r.

² Décision de la 2^me année *kang-hi* (1663). *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 1^v et 2^r.

³ Décision de la 11^me année *kang-hi* (1672). *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 2^r.

⁴ Décision de la 27^me *k'ang-hi* (1688). *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 2^r.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 10^r et ^v.

⁶ Décision de la 38^me année *k'ien-long* (1773). *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 7^v.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 1^r.

La 16^e année *chouen-tche* (1659), il fut décidé qu'on ne retiendrait que des personnes qui avaient commis un délit important; les coupables de petits délits devaient être relâchés. Les subordonnés des censeurs qui se laissaient subordonner étaient dénoncés à l'empereur et punis. ¹

La première année *k'ien-long* (1736), il fut décidé que les censeurs des Cinq Villes pourraient juger les disputes suivies de voie de faits ainsi que les délits de jeu, sans tenir compte du fait que l'affaire avait lieu dans la ville du censeur. ²

La 22^e année *k'ang-hi* (1683), il fut décidé que les censeurs des Cinq Villes s'occuperaient de l'examen des cadavres et des blessés dans la banlieue. ³

La 46^e année *k'ien-long* (1781), il fut décidé qu'en cas de meurtre d'un fonctionnaire ou d'un employé d'un *ya-men* de la ville, les fonctionnaires de cette ville seraient écartés; les censeurs de cette ville devaient dans ces cas appeler tout de suite un médecin-légiste et des fonctionnaires d'une autre ville pour l'abduction. ⁴

Dans chacune des Cinq Villes, il existait un médecin-légiste et un assistant-apprenti. ⁵

La 29^e année *k'ien-long* (1764), il fut décidé que les censeurs des Cinq Villes récompenseraient les inspecteurs chargés de recherches criminelles par des primes prélevées sur les amendes et les confiscations. ⁶

La 15^e année *kia-k'ing* (1810), il fut décrété que quand un meurtre important serait commis dans les Cinq Villes et que l'assassin se serait enfuit, on avertirait dans le délai de cinq jours les autres villes pour qu'elles puissent le capturer. Quand il s'agissait d'un mort inconnu ou d'un suicide, on n'avertirait pas les autres villes. ⁷

¹ *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 1r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 65r°-6v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 2r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 8v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 21, p. 3r° et v°. Décision de la 3^{me} année tao-kong

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 7r°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 11v°.

La 2^e année *tao-kouang* (1822), il fut décrété que les censeurs des Cinq Villes donneraient des récompenses aux inspecteurs chargés d'arrêter les voleurs et les assassins et feraient à la fin de l'année un rapport là-dessus au Ministère des Finances. ¹

¹ *K. t. T. k.*, chap. 23, p. 22v° et 23r°.

CHAPITRE IV.

ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES DES CENSEURS (B)

VI. Contrôle des seize greniers à Pékin et à T'ong-tcheou.

La 2^e année *chouen-tche* (1645), en vertu d'une décision du *tou-tch'a-yuan* un censeur fut chargé de contrôler les greniers à Pékin et à T'ong-tcheou. ¹ La 7^e année *chouen-tche* (1650), par une décision du Ministère des Finances ce poste fut supprimé. ² La 8^e année *chouen-tche* (1651), le *tou-tch'a-yuan* décida que ce poste serait rétabli mais la 7^e année *k'ang-hi* (1681), le Ministère des Finances décida qu'un censeur mandchou et un censeur chinois seraient chargés d'inspecter les greniers. ³ La 26^e année *k'ang-hi* (1687), ⁴ ces postes furent encore supprimés mais, la 12^e année *yong-tcheng* (1727), ⁵ un censeur-inspecteur mandchou ou chinois et un commandant (*tou-t'ong*) ou un commandant-adjoint (*fou-tou-t'ong*) des Huit Bannières ⁶ furent institués dans chacun des dix greniers de Pékin.

La 2^e année *yong-tcheng* (1724), il fut décidé que le censeur-inspecteur des greniers veilleraient ensemble avec le directeur (*che-lang*) du grenier à ce que le Bureau du Service des Grands (*tso-leang-t'ing*) n'exige pas des sommes en plus des taxes légalement

¹ *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 1r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 1r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 1r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 1v° et p. 2r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 4r° et v°.

⁶ Par une décision de la 59^me année *k'ien-long* (1794), les postes de *tou-t'ong* et *fou-tou-t'ong* furent supprimés. *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 13r°.

imposées; si un pareil cas était constaté, ils étaient chargés d'arrêter les coupables et de les dénoncer à l'empereur.¹

Au début, la durée du service des censeurs-inspecteurs des greniers n'était pas fixé et ce n'est qu'après la 12^e année *yong-tcheng* (1734), qu'il fut fixé à trois ans¹; la 17^e année *k'ien-long* (1752), la durée du service fut réduite un an.² La 21^e année *tao-kouang* (1841), il fut décidé que si un censeur devait quitter son poste, à la suite d'une promotion, dans le cas où il ne restait que trois mois jusqu'à l'expiration de son mandat, on nommerait à sa place un chargé d'affaires et, s'il restait plus de trois mois, un remplaçant.³

Les censeurs-inspecteurs et les commandants (*tou-t'ong*) ou commandants-adjoints des Huit Bannières (*fou-tou-t'ong*) étaient chargés de veiller au bon entretien des greniers. Ils vérifiaient s'il n'y avait pas d'ouverture dans le toit; si le toit était incliné ou abîmé; si le plancher était en bon état; si aucun vol n'avait été commis. Si quelque dégât était découvert le directeur du grenier (*che-lang*) en est averti tout de suite. Au cas où ce dernier ne pouvait pas s'occuper de l'affaire, celle-ci était rapportée à l'empereur. Lorsque les inspecteurs n'avaient pas remarqué de défaut ou de délit, les directeurs du grenier, les commandants (*tou-t'ong*) et les commandants-adjoints (*fou-tou-t'ong*) des Huit Bannières et les censeurs étaient responsables du dommage causé. Les mêmes règlements étaient en vigueur pour les trois greniers à *T'ong-tcheou*.⁴

Le commandant de Bannière (*tou-t'ong*) et les censeurs assistaient à la réception du riz⁵.

Lorsqu'un directeur de grenier, un commandant de Bannière (*tou-t'ong*) ou un commandant-adjoint de Bannière (*fou-tou-t'ong*) qui avait été envoyé en mission était malade ou en deuil et qu'il ne

¹ *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 2r°

² *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 4r° et v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 5v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 36v° et p. 37r°

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 2v° et p. 3v°; décision de la 5^{me} année *yong-tchang* (1727), et chap. 29, p. 5r° et v°, Décision de la 13^{me} année *k'ien-long* (1748).

⁶ Décision de la 28^{me} année *k'ien-long* (1763). *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 6 v° et r°.

pouvait exercer ses fonctions pendant une durée de deux ou trois mois, un avis était envoyé au *tou-tch'a-yuan* qui chargeait spécialement le censeur-inspecteur de faire des inspections à sa place et, s'il y avait lieu, de prendre les décisions nécessaires. ²

Le censeur nommé pour inspecter un grenier, s'il était de la même Bannière, originaire de la même province ou parent du directeur du grenier, devait être écarté.

Si le censeur était déjà entré dans ses fonctions lorsqu'un inspecteur de grenier qui était de la même Bannière, originaire de la même province ou apparenté à lui était nommé dans le même grenier le censeur devait aviser le directeur du grenier afin que l'inspecteur reçoive une mutation dans un autre grenier. ³

VII. Contrôle des trois Trésors (San-K'ou) du Ministère des Finances.

Les trois trésors du Ministère des Finances ⁴ furent contrôlés au commencement par les censeurs du *kiang-nan-tao*. ⁵ La 20^e année *kia-k'ing* (1815), le Ministère des Finances décida qu'en dehors des censeurs du *kiang-nan-tao*, un censeur serait envoyé par le *tout-tch'a-yuan* dans chaque trésor pour contrôler les entrées et les sorties en agent et en marchandises. ⁶

La 21^e année *kia-k'ing* (1816), on décréta de doubler le nombre des censeurs dont un devait être mandchou et l'autre chinois. ⁷

¹ Décision de la 10^{me} année *k'ien-long* (1745). *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 5n°.

² Décision de la 43^{me} année *k'ien-long* (1778). *K. t. T. k.*, chap. 29, p. 8v°.

³ Sous la dynastie mandchoue existait trois trésors: le trésor de la monnaie qui se trouve au Ministère des Finances; y sont versées toutes les taxes envoyées par les provinces; le trésor de la soierie qui se trouve en dehors de la porte *Tong-houa*; y sont conservées la soie, les tissus etc., envoyés par les provinces; le trésor des matières colorantes qui se trouve en dehors de la porte *Si-houa*; y sont conservées les métaux, les matières colorantes, les épices, l'huile, le miel etc. envoyés par les provinces.

⁴ Décision de la 19^{me} année *kia-k'ing* (1814). *K. t. T. k.*, chap. 30, p. 10r° et v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 30, p. 10v° et 11r°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 30, p. 11r°.

La durée du service des censeurs chargés du contrôle dans les trésors était d'un an. ¹

La 23^e année *tao-kouang* (1843), le poste des censeurs chargés du contrôle dans les trésors fut supprimé. ²

VIII. Inspection des Huit Bannières.

La première année *yong-tcheng* (1723), il fut décidé qu'il y aurait dans chacune des Huit Bannières deux censeurs-inspecteurs mandchous. ³ La 4^e année *k'ien-long* (1739), le nombre des censeurs par Bannière fut porté à trois; ces censeurs étaient choisis parmi les censeurs mandchous et mandchous-chinois (*han-kiun*). ⁴ La 16^e année *k'ien-long* (1751), le nombre des censeurs fut porté à quatre par Bannière; ils étaient choisis également parmi les censeurs mandchous et mandchou-chinois et nommés par l'empereur. ⁵ La 50^e année *k'ien-long* (1785), on décida que les censeurs mandchous-chinois ne pourraient plus être nommés censeurs des Huit Bannières. ⁶ En vertu de la décision de la 29^e année *k'ien-long* (1764), on nomma un censeur choisi parmi les censeurs mandchous, mongols et mandchous-chinois pour surveiller les *houo-k'i-ying* (les troupes des Huit Bannières qui avaient des armes à feu ⁷). La 42^e année *k'ien-long* (1777), il fut décidé que deux censeurs surveilleraient les affaires des chefs *t'ong-ling* des troupes *ts'ien-fong* et des troupes *hou-kiou*. ⁸

La 14^e année *kia-kiing* (1809), la durée de charge des censeurs des Huit Bannières fut fixée à trois ans. ⁹

Les censeurs étaient chargés de surveiller les rapports men-

¹ Décision de la 20^{me} et 25^{me} année *kia-king* (1820). *K. t. T. k.*, chap. 30, p. 10 r° et v°; chap. 30, p. 11r°-12r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 30, p. 21v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 1r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 6r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 8v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 12v°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 10v°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 17rv°.

⁹ Avant cette date la durée de service n'était pas fixé. *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 14v° et p. 15r°.

suels sur les affaires présentées par les Huit Bannières et les différents *ya-men* ainsi que sur les affaires présentées par les Huit Bannières à l'empereur. ¹ Ils contrôlaient tous les mois les affaires des Huit Bannières. ² La 16^e année *k'ien-long* (1751), il fut décidé que lorsqu'un censeur quittait son poste en raison d'une mission pour moins d'un an, on le remplacerait par un chargé d'affaires et que lorsque son absence durait plus d'un an, un autre censeur le remplacerait. ³

Les censeurs vérifiaient la présence des commandants des Bannières aux exercices des soldats des Huit Bannières; l'absence des commandants des Bannières à ces exercices devait être signalée à l'empereur. ³ Ils assistaient aux exercices et à l'enseignement des soldats. ⁴ Ils surveillaient les concours du tir-à-l'arc dans les Huit Bannières. ⁵

Ils veillaient à ce que les grands ministres proposés par le Ministère de la Guerre, soient présents à la revue des troupes. Les retards et les absences étaient dénoncés à l'empereur. ⁶

Ils veillaient à ce que les grands ministres proposés par le Bannières et devaient faire là-dessus un rapport par an. ⁷

Ils contrôlaient la présence des grands officiers (*ta-tch'en*) des Huit Bannières au conseil des grands officiers des Huit Bannières, et veillaient à ce que ces derniers s'assoient selon leur rang

¹ Décision de la 1^{re} année *yong-tcheng* (1723). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 1v°.

² Décision de la 7^{me} année *yong-tcheng* (1729). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 3v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 9r°.

⁴ Décision de la 7^{me} année *yong-tcheng* (1729). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 3r°.

⁵ Décision de la 9^{me} année *yong-tcheng* (1731). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 4r°.

⁶ Décision de la 11^{me} année *k'ien-long* (1746). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 7r°.

⁷ Décision de la 46^{me} année *k'ien-long* (1781). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 12v° et v°.

⁸ Décision de la 37^{me} année *k'ien-long* (1772). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 11v° et r°.

hiérarchique.¹ Ils surveillaient les sorties à cheval et en chaise porteur des grands officiers mandchous.²

Les censeurs contrôlaient les entrées et les sorties mensuelles des céréales chez les Huit Bannières ainsi que les nominations des fonctionnaires militaires des Huit-Bannières; ils veillaient à ce que les fonctionnaires militaires restent en charge la durée exigée; ils contrôlaient les fonctionnaires militaires dans les provinces ainsi que le deuil et les démissions des fonctionnaires des Huit Bannières.³ Ils surveillaient les membres des Huit Bannières qui attendent leurs nomination aux ministères.⁴ Ils examinaient les candidats mandchous aux examens de grand secrétaire (*tchong-chou*) et de copiste (*pi-t'ie-che*) dans les Huit Bannières,⁵ ils surveillaient les cérémonies de mariages et de funérailles des officiers et soldats des Huit Bannières⁶ et contrôlaient les sommes délivrées par l'empereur à cette occasion.⁷ Ils contrôlaient les enregistrements des propriétés et des terres des Huit Bannières.⁸ Ils contrôlaient enfin les pensions des veuves et des orphelins des Huit Bannières.⁹

Ils examinaient les « cahiers jaunes » (cahiers de versement) des Huit Bannières.¹

¹ Décision de la 7^{me} année *yong-cheng* (1729). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 4v°.

² Décision de la 15^{me} année *k'ien-long* (1750). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 7v°, p. 8v°.

³ Décision de la 61^{me} année *k'ang-hi* (1722). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 1v°.

⁴ Décision de la 2^{me} année *yong-tcheng* (1724). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 1v° et p. 2r°.

⁵ Décision de la 30^{me} année *tao-kouang* (1850), *K. t. T. k.*, chap. 31, pp. 20v° et 21r°.

⁶ Décision de la 8^{me} année *yong-tcheng* (1730). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 4r°.

⁷ Décision de la 4^{me} année *k'ien-long* (1739). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 6v°.

⁸ Décision de la 12^{me} année *k'ien-long* (1747). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 7v°.

⁹ Décision de la 41^{me} année *k'ien-long* (1766). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 11v° et p. 12r°.

¹⁰ Décision de la 3^{me} année *yong-tcheng* (1725). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 2r° et v°.

Ils assistaient au recrutement (*t'iao-kial*) des Huit Bannières et le contrôlaient. ²

Les censeurs examinaient s'il n'y avait pas d'erreur ou de retard dans les affaires expédiées par les commandants de Bannière (*tou-t'ong*) ainsi que dans les autres affaires des Huit Bannières. Si les censeurs commettaient une négligence dans ce contrôle ils étaient privés de six mois de traitement. S'ils ne dénonçaient pas un fait en raison de l'amitié personnelle qu'ils avaient pour l'auteur de la faute, ils étaient dégradés de deux degrés et transférés à un autre poste. ³ Les censeurs s'occupaient des plaintes portées par les mandchous aux commandants (*tou-t'ong*) de leurs Bannières. ⁴

Au cas où le dossier d'un censeur des Huit Bannières devait faire l'objet d'une enquête et d'une délibération, le Ministre de la Guerre transmettait le cas au *tou-tch'a-yuan*. Quand ce dernier avait examiné l'affaire, il la transmettait au Ministère des Fonctionnaires qui faisait l'enquête et délibérait à ce sujet. ⁵

IX. Inspection de la Cour Suprême des Affaires de la Famille impériale (*tsong-jen-fou*), du Service de la Maison impériale (*nei-wou-fou*) et de la Cour de l'Administration des peuples vassaux (*li-fan-yuan*).

1) Inspection de la Cour Suprême des Affaires de la Famille impériale (*tsong-jen-fou*).

La 5^e année *yong-tcheng* (1727) il fut décidé que deux censeurs de la Famille impériale seraient chargés du contrôle du *tsong-jen-fou*. Deux fois par mois, ils faisaient un enregistrement et

¹ Décision de la 43^me année *k'ien-long* (1780). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 12r°.

² Décision de la 2^me année *k'ien-long* (1737). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 4v°.

³ Décision de la 2^me année *k'ien-long* (1737). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 4v°.

⁴ Décision de la 4^me année *k'ien-long* (1739). *K. t. T. k.*, chap. 31, p. 5v°.

classement des affaires terminées et une fois par mois ils adressaient un rapport à l'empereur. ¹

Conformément à une décision de la 6^e année *yong-tcheng* (1728), ils étaient chargés de contrôler les comptes concernant les entrées et les sorties en argent et en céréales du Trésor de la monnaie ¹; les écritures relatives aux Huit Bannières, les comptes des sommes accordées chaque mois à l'occasion d'un mariage ou de funérailles aux membres de la Famille impériale ainsi que des prêts aux fonctionnaires des Huit Bannières. Les censeurs examinaient ces comptes et faisaient à la fin de l'année un rapport à l'empereur. ²

2) Contrôle du service de la Maison Impériale (*nei-wou-fou*).

Quatre censeurs choisis parmi les fonctionnaires du Service de la Maison Impériale (*nei-wou-fou*) furent chargés du contrôle du *nei-wou-fou*, ¹ et quatre *kien-tch'a-yu-che* furent placés dans le *nei-wou-fou* pour surveiller et enregistrer les archives à la fin de tous les mois comme pour les autres *ya-men*, et de vérifier les comptes, etc. ² La 13^e année *yong-tcheng* (1735) les postes de censeurs chargés du contrôle du *nei-wou-fou* furent supprimés. ³ La 3^e année *k'ien-long* l'empereur nomma deux censeurs pour surveiller les affaires du *nei-wou-fou*. ⁴

La 4^e année *kia-k'ing* (1799), il fut décidé de choisir ces censeurs parmi les censeurs mandchous, pour la durée d'un an. ⁵

¹ *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 1r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 1r° et v°.

³ Depuis la 13^{me} année *k'ien-long* (1748), un censeur nommé pour trois ans fut chargé de surveiller la comptabilité du trésor de la monnaie de *tsong-jen-fou*. *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 1v°.

⁴ Décision de la 4^{me} année *yong-tcheng* (1726). *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 2r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 2r° et v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 2v°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 2v° et p. 3r°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 3r° et v°.

3) Contrôle de la Cour de l'Administration des Peuples vassaux (*li-fan-yuan*).

Il y avait un censeur mandchou pour le bureau intérieur, un pour le bureau extérieur et un pour le « *wou-pen-yuan* » du *li-fan-yuan*.¹ La 5^e année *kia-k'ing* (1800), il fut décrété qu'un censeur se rendrait chaque jour à tour de rôle pour veiller à ce que les règles concernant le Grand Office des Affaires militaires et Secrètes (*kiun-ki-tch'ou*) soient observées.² La 25^e année *kia-k'ing* (1820), cette charge fut cependant supprimée.³

X. Contrôle de l'examen provincial (*hiang-che*) et de l'examen général (*houei-che*).

La 8^e année *chouen-tche* (1651), il fut décidé que deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois surveilleraient l'examen provincial (*hiang-che*)⁴ et l'examen général (*houei-che*)⁵ de la Préfecture de Chouen-t'ien.⁶ Depuis la 18^e année *chouen-tche* (1661), deux censeurs chinois étaient chargés de la surveillance générale dans le local de l'examen provincial (*hiang-che*) à la Préfecture de Chouen-t'ien et deux autres censeurs chinois de s'occuper du contrôle. En ce qui concerne l'examen général (*houei-che*), il y avait deux censeurs chinois délégués pour surveiller l'examen dans le local intérieur (*nei-itsh'ang*) et deux autres pour surveiller l'examen dans le local extérieur (*wai-tch'ang*)⁷ La 18^e année

¹ Décision de la 4^me année *yong-tcheng* (1726). *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 4r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 4v°, p. 5v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 32, p. 5v°.

⁴ L'examen *hiang-che* avait lieu une fois tous les trois ans dans les différentes provinces. Ceux qui avaient passé cet examen portaient le titre *kiu-jen*. Cf. Thèse de M^{me} Li Chow Chung-Cheng, *L'examen provincial (hiang-che) en Chine sous la Dynastie des Ts'ing*, présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, 1935.

⁵ L'examen *houei-che* avait lieu toutes les années qui suivaient l'examen *hiang-che*. Il était d'un degré supérieur au dernier.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 1r°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 1r° et v°.

k'ang-hi (1679), il fut décrété d'instituer un censeur chinois en plus pour l'inspection dans la clôture intérieure (*nei-lien*)¹ de l'examen provincial (*hiang-che*) et de l'examen général (*houei-che*) de la Préfecture de *Chouen-t'ien*.² La 36^e année *k'ang-hi* (1697), les censeurs pour l'Inspection dans la clôture intérieure (*nei-lien*) furent supprimés, mais ils furent rétablis trois ans plus tard (1700).³ La 34^e année *k'ien-long* (1771), il fut décidé que cinq censeurs mandchous ou chinois seraient nommés pour chacun des trois locaux de l'examen : le local extérieur (*nei-tch'ang*), le local extérieur (*wai-tch'ang*) et la clôture intérieure (*nei-lien*).⁴

La 52^e année *k'ien-long* (1787), l'empereur nomma quatre censeurs mandchous et quatre censeurs chinois pour exercer une surveillance de jour et de nuit pendant les examens hors du mur du local des examens.⁵

La 54^e année *k'ien-long* (1789), on porta le nombre des censeurs à ces examens de deux à quatre.⁶ En vertu d'une décision du Ministère des Rites de la 14^e année *kouang-siu* (1888), les locaux des examens ayant été agrandis, le nombre des censeurs fut porté à cinq.⁷

La 14^e année *chouen-tche* (1657) on décréta de ne plus nommer de censeurs mandchous, ces charges étaient devenues superflues du fait que les examens pour les manchous, les mongols et les mandchous-chinois avaient été supprimés.⁸ La 10^e *k'ang-hi* (1671), avec la réinstitution des examens pour les mandchous, le décret de la 14^e année *chouen-tche* (1657) fut abrogé.

¹ Au fond des bâtiments d'examen, la partie la plus septentrionale était appelée clôture intérieure (*nei-lien*) et la partie plus au midi était appelée clôture extérieure (*wai-lien*). Pendant l'examen il était interdit aux fonctionnaires de la clôture intérieure de communiquer avec les fonctionnaires de la clôture extérieure.

² *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 2r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 3v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 10v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 12r° et v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 15v° à p. 16r°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 28r°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 1r°.

⁹ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 1v°.

La 12^e année *tao-kouang* (1832), il fut décidé que le *tou-tch'a-yuan* déléguerait un président mandchou et un président chinois pour surveiller l'examen pour le grade de maître *kong-cheng* et un président pour les autres examens.¹

En vertu d'une décision de la 3^e année *k'ang-hi* (1664), en ce qui concerne le choix des censeurs pour les examens *hiang-che* et *houei-che*, le *tou-tch'a-yuan* présentait une liste de candidats au Ministère des Rites lequel demandait la nomination à l'empereur.

La 13^e année *kia-k'ing* (1808), il fut décidé d'écarter de la liste des candidats à la charge de censeurs pour l'examen *hiang-che*, littéraire et militaire de la Préfecture de Chouen-t'ien les personnes originaires de cette préfecture.²

En vertu d'une décision de la 9^e année *k'ien-long* (1744), les censeurs pour le local extérieur (*wai-tch'ang*) de l'examen *hian-che* de la Préfecture de Chouen-t'ien, devaient, quelques jours avant l'examen, habiter en dehors de la grande porte de la salle d'examen afin de surveiller les entrées et sorties des domestiques des fonctionnaires et examinateurs. Ils étaient chargés de fouiller toutes les personnes qui pénétraient dans les locaux pour empêcher qu'ils n'introduisent par contrebande des livres ou autres choses pouvant servir aux candidats.³ La 10^e année *k'ien-long* (1745), il fut décidé qu'il en serait de même pour l'examen *houei-che*.⁴

Depuis la 17^e année *chouen-che* (1660) il fut décidé qu'en cas d'abus ou de fraude commis par un examinateur adjoint, l'examineur principal dénoncerait le coupable. Au cas où l'examineur principal était de connivence avec l'examineur adjoint, il incombait au censeur chargé de la surveillance des examens de faire la dénonciation.⁵ Les censeurs assistaient à la lecture des épreuves par les examinateurs et les sous-examineurs.

¹ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 26r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 1v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 22r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 6v° à p. 7r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 9r°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 1r°.

Depuis la 6^e année *k'ien-long* (1741), il fut décidé que le *tou-tch'a-yuan*, les censeurs des Cinq Villes de Pékin, le gouverneur militaire de Pékin, le préfet de Chouen-t'ien et les censeurs de la clôture intérieure (*nei-lien*) et de la clôture extérieure (*wai-lien*) pourraient arrêter et punir sur place tous ceux qui s'étaient rendus coupables de fraude pendant les examens; avant l'entrée dans le local des examens les censeurs fouillaient sévèrement les candidats.¹

La 6^e année *youg-tcheng* (1728), il fut décidé que les censeurs qui surveillaient ces examens dénonceraient à l'empereur les fonctionnaires de la clôture extérieure (*wai-lien*) qui lisent les épreuves secrètement.²

Au moment de la lecture des épreuves de l'examen provincial (*hiang-che*) et de l'examen général (*houei-che*), il y avait tous les jours un censeur mandchou et un censeur chinois qui surveillaient la distribution des épreuves pour la lecture; les censeurs faisaient cela conjointement avec les fonctionnaires du Ministère des Rites.³

Il y avait un censeur mandchou et un censeur chinois pour reconnaître d'après leur accent les candidats pour l'examen du premier degré (*t'ong-che*) qui étaient du sud et qui pour cela n'avaient pas le droit de se présenter à l'examen de la Préfecture de Chouen-t'ien.⁴ La 42^e année *k'ien-long* (1777), il fut décidé que désormais quand le *tou-tch'a-yuan* enverrait le censeur chinois pour faire ce travail, les censeurs du sud seraient écartés⁵.

¹ *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 6r° et v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 33, p. 5r° et v°.

³ Décision de la 42^{me} année *k'ien-long* (1777). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 26v°.

⁴ Décision de la 10^{me} année *k'ien-long* (1745). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 26v°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 27r°.

XI. Contrôle de l'examen provincial (*hiang-che*) et de l'examen général (*houei-che*) pour les interprètes ainsi que des autres examens.

1) Examen des interprètes.

Pendant les examens des *kiu-jen*-interprètes, deux censeurs mandchous étaient chargés de surveiller le local intérieur (*nei-tch'ang*), deux censeurs mandchous surveillaient le local extérieur (*wai-tch'ang*) et deux mandchous la clôture intérieure (*nei-lien*)¹

La 3^e année *k'ien-long* (1738), on décida de porter à quatre le nombre des censeurs pour ces examens.²

Depuis la 4^e année *k'ien-long* (1739), des censeurs chinois pouvaient aussi être chargés de la surveillance de ces examens.

Quatre censeurs mandchous et quatre censeurs chinois étaient chargés de faire une inspection hors des murs.³

L'empereur nommait quatre censeurs mandchous et chinois qui habitaient dans le palais et surveillaient la lecture des épreuves. On nommait un censeur mandchou et un censeur chinois en plus pour faire l'appel lors des examens des interprètes.⁴

2) Examen provincial (*kiang-che*) et examen général (*houei-che*) militaires.

Deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois étaient chargés de surveiller les examens qui avaient lieu à la Préfecture de Chouen-t'ien.⁵ D'après une décision de la 5^e année *k'ang-hi*

¹ Décision de la 2^{me} année *yong-tcheng* (1724). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 1v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 1v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 1v° à p. 2r°.

⁴ Décision du grand ministre (*ta-hio-che*) de la 57^{me} année *k'ien-long* 1792. *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 2v°

⁵ Décision de la 8^{me} année *kia-king* (1803). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 2v° à p. 3v°.

⁶ Décision de la 8^{me} année *chouen-tche* (1651). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 6v°.

(1666), le règlement relatif à l'examen des interprètes était aussi appliqué à ces examens. ¹ La première année *k'ien-long* le nombre des censeurs fut doublé et porté au nombre de quatre. ² La 35^e année *k'ien-long* (1770), suivant le règlement en vigueur pour les examens littéraires on choisit ces censeurs parmi ceux qui n'étaient pas en charge. ³

Un censeur surveillait dans la clôture intérieure (*nei-lien*) de l'examen général (*houei-che*) militaire. ⁴

Après appel et inspection des candidats, les censeurs surveillaient la distribution des cahiers de copie. ⁵

3) Examen du palais impérial (*tien-che*).

Deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois étaient chargés de surveiller les examens du palais impérial (*tien-che*) littéraires et militaires. ⁶

4) Examen devant la Cour (*tch'ao-k'ao*).

Deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois surveillaient l'examen devant la Cour (*tch'ao-k'ao*) ainsi que la lecture des épreuves. ⁷

¹ *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 6v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 7v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 9r°.

⁴ Décision de la 4^{me} année *k'ien-long* (1739). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 8r°.

⁵ Décision de la 11^{me} année *k'ien-long* (1746). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 8r°.

⁶ Décision de la 18^{me} année *chouen-tche* (1661). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 13v°.

⁷ Décision de la 25^{me} année *k'ien-long* (1760). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 14v°.

5) Examen *tch'ao-k'ao* des *pa-kong-cheng*.

Deux censeurs étaient chargés de surveiller ces examens ¹ Depuis la 43^e année *k'ien-long* (1778), ² leur nombre fut porté à six et finalement à huit la 55^e année *k'ien-long* (1790) ³

6) Autres examens.

Un censeur mandchou et un censeur chinois étaient chargés de surveiller les examens suivants: *tie-sie-tsong-chou* ⁴, des copistes (*pi-t'ie-che*), des maîtres des écoles publiques, des copistes des différents bureaux, des *kong-cheng* et des *kien-cheng*. ⁵ La 10^e année *tao-kouang* (1830), il fut décidé que pour l'examen des copistes des différents bureaux, on délèguerait un commandant-adjoint de Bannière (*fou-tou-tong*), six censeurs chargés du contrôle dans le local extérieur (*wai-tch'ang*) et deux censeurs chargés du contrôle dans le local intérieur (*nei-tch'ang*). ⁶

L'empereur nommait un censeur mandchou et un censeur chinois quand le nombre des candidats était supérieur à cent, pour maintenir l'ordre à l'intérieur de la Porte du Midi (*wou-men*) lors de l'examen des maîtres des écoles. ⁷

Il y avait un censeur mandchou et un censeur chinois pour les examens des maîtres mandchous, des maîtres-assistants mand-

¹ Décision de la 16^{me} année *chouen-tche* (1659). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 16r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 16r° et v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 17r° et v°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 17r° et v°.

⁵ Décision de la 16^{me} année *chouen-tche* (1659). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 17v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 24v° à p. 25r°

⁷ Décision de la 17^{me} année *k'ien-long* (1752). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 17v°.

chous des *ngan-cheng* et des *kien-cheng*; si le nombre des censeurs mandchous et des censeurs chinois était porté à deux. ¹

La 48^e année *k'ien-long* (1783), il fut décidé que lorsque le nombre des candidats pour ces examens était inférieur à cent, il y aurait deux censeurs et quatre censeurs si le nombre des candidats dépassait cent. ² Deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois étaient chargés de surveiller l'examen *lou-k'o* des interprètes.

Les censeurs surveillaient l'examen du premier degré (*t'ong-cheng*) des Huit Bannières et s'installaient dans le local la veille de l'examen. ³

Pour l'examen des candidats des Huit Bannières, un censeur mandchou était spécialement nommé pour surveiller le tir-à-l'arc. ⁴

XII. Contrôle du choix des fonctionnaires (*ts'inan-siuan*).

1) Contrôle mensuel (*yue-siuan*) des fonctionnaires.

Le Ministère des Fonctionnaires envoyait aux différents *ya-men* de Pékin et des provinces la liste des noms des fonctionnaires qui avaient été choisis pour une charge après le tirage au sort mensuel pour que les censeurs examinent cette liste conjointement avec les neuf ministres et les *tchan-che*. ⁵ En lisant la liste, les censeurs et les neuf ministres notaient les fonctionnaires qui avaient une mauvaise conduite, étaient de basse origine, vieux ou malades et ceux dont les pères ou grand-pères avaient des dettes en argent ou en céréales envers le fisc. ⁶ Les censeurs notaient les bons

¹ Décision de la 31^{me} année *k'ien-long* (1766). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 21r° et v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 22r°.

³ Décision de la 24^{me} année *k'ien-long* (1759). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 20v° à p. 21r°.

⁴ Décision de la 16^{me} année *tao-kouang* (1836). *K. t. T. k.*, chap. 34, p. 26r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 35, p. 1r°.

⁶ Décision de la 12^{me} année *young-tcheng* (1734). *K. t. T. k.*, chap. 35,

et les mauvais fonctionnaires et le Ministère des Fonctionnaires présentait cette liste à l'empereur. ¹

2) Contrôle de la « grande sélection » (*ta-t'iac*).

Lors de la « grande sélection » des *kiu-jen* ² deux censeurs mandchous et deux censeurs chinois surveillaient la sélection et dénonçaient les injustices. ³

3) Contrôle du choix des personnes pour leur piété filiale, leur intégrité, leur équité et leur droiture (*siao-hien-fong tcheng*).

Les vice-rois et les gouverneurs des provinces proposaient des personnes réputées par leur piété filiale, leur intégrité, leur équité et leur droiture pour recevoir le titre du sixième degré. Sur la liste des personnes proposées, les vice-rois et les gouverneurs des provinces devaient ajouter des commentaires. Les censeurs, les neuf ministres, les *han-lin* et les *tchan-che* examinaient ensemble les candidats et s'ils les trouvaient conformes aux jugements des vice-rois et des gouverneurs, ils les présentaient, pour leur nomination, à l'empereur. ⁴

XIII. Contrôle de l'impôt en riz et en céréales (*ts'ao-loang*).

Quand les impôts en riz et en céréales arrivaient à T'ong-tcheou un censeur mandchou et un censeur chinois surveillaient la réception et le travail du personnel. ⁵

¹ Décision de la 1^{re} année *k'ien-long* (1736). *K. t. T. k.*, chap. 35, p. 1^{re} et v^o.

² *Ta-tiao* : La grande sélection qui consistait à choisir spécialement parmi les *kiu-jen* les plus aptes à être fonctionnaires et à les présenter pour être désignés comme sous-préfets ou directeurs des lettrés dans la mesure des postes vacants. Décision de la 4^{me} année *chouen-tche* (1647).

³ Décision de la 52^{me} année *kien-long* (1787). *K. t. T. k.*, chap. 35, p. 6v^o.

⁴ Décision de la 1^{re} année *k'ien-long* (1736). *K. t. T. k.*, chap. 35, p. 6r^o et v^o.

⁵ Décision de la 52^{me} année *k'ien-long* (1787). *K. t. T. k.*, chap. 56, p. 6r^o et v^o.

La durée de service de ces censeurs s'étendait du printemps à l'automne. En cas de promotion ou d'absence pour cause de mission ou autre raison, ayant lieu avant la huitième lune de l'année, on nommait un autre censeur; si la promotion ou l'absence avait lieu après la huitième lune, un chargé d'affaires le remplaçait dans ses fonctions. ¹

XIV. Contrôle de l'Administration du Commerce du sel (*yen-tcheng*).

Dans les deux Houai, ² les deux Tchö, ³ le Tch'ang-lou ⁴ et le Hotong ⁷, on nommait un censeur pour inspecter les impôts sur le sel (*yen-k'o*). ⁵

La 16^e année *chouen-tche* (1659), le Ministère des Fonctionnaires décida que les censeurs chargés d'inspecter le commerce du sel censureraient les autorités locales qui contrôlaient le commerce du sel. ⁶ La 10^e année *k'ang-hi* (1671), il fut décidé qu'il n'y aurait plus qu'un censeur (mandchou ou chinois) pour inspecter le commerce du sel. ⁷

La 10^e année *chouen-tche* (1653), les inspecteurs du commerce du sel (*yun-sseu*) furent chargés à la place des censeurs de l'inspection du sel. ⁸ La 8^e année *k'ang-hi* (1669), il fut décidé que les fonctionnaires des six ministères ne pourraient plus être nommés inspecteurs du sel; le censeur-inspecteur fut rétabli. ⁹ La 11^e année

¹ Décision de la 21^{me} année *tao-kouang* (1841). *K. t. T. k.*, chap. 36, p. 3v°.

² Le sud et nord de la rivière Houai, le circuit Houai-yang de la province de Kiang-sou.

³ Le sud et nord du fleuve Ts'ien-tang dans la province de Tcho-kiang.

⁴ La sous-préfecture Ts'ang de la province de Tcheli.

⁵ Ho-tong, la province Chan-si à l'est du fleuve jaune est appelée Hotong.

⁶ Décision de la 1^{re} année *chouen-tche* (1644). *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 1r°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 2v°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 5r°.

⁹ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 2r°.

¹⁰ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 5r°.

k'ang-hi (1672), il fut décidé que le Conseil des neuf ministres que les gouverneurs des provinces remplacerait les censeurs dans l'exercice du contrôle.¹ La 12^e année *k'ang-hi* (1673), par une décision du Conseil des neuf ministres, les censeurs furent rétablis dans ces fonctions.² La 30^e année *k'ang-hi* (1691), les censeurs pour le sel furent institués dans les provinces du *Kouang-tong*, du *Kouang-si* et du *Fou-kien*.³ Mais la 59^e année *k'ang-hi* (1720), les censeurs pour le sel dans les provinces du *Kouang-tong* et du *Kouang-si* furent supprimés et cette charge fut confiée aux vice-rois.⁴ La première année *yong-tcheng* (1723), il fut décidé de supprimer également les censeurs pour le sel dans la province du *Fou-kien*; l'exercice de leurs fonctions fut également confié au vice-roi.⁵ La 2^e année *yong-tcheng* (1724), la suppression de la charge de censeur pour le sel fut étendue au *Ho-tong* et leurs fonctions furent attribuées au vice-roi des provinces de *Sseu-tch'ouen* et de *Chen-si*; ⁶ la 3^e année *yon-tcheng* (1725), les censeurs furent rétablis. ⁷ La 4^e année *yong-tcheng* (1726, on décida de supprimer les censeurs pour le sel dans les deux *Tchö* et leur charge fut confiée au gouverneur de la province.⁸

En vertu d'une décision de la 7^e année *k'ang-hi* (1668), les postes d'inspecteurs du sel furent remplis par un mandchou et un chinois choisis parmi les *kien-tch'a-yu-che*, les secrétaires supérieurs (*lang-tchong*) et les secrétaires auxiliaires (*yuan-wai-lang*) des six ministères.⁹

La 8^e année *chouen-tche* (1651), la durée du mandat des censeurs fut fixée à un an.¹⁰

La 12^e année *k'ang-hi* (1673), il fut décidé que lors de leurs inspections, ces censeurs devaient se tenir strictement à l'écart des

¹ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 5r° et v°.

² *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 5v°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 6r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 7r°.

⁵ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 7v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 7v°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 7v°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 8r°.

⁹ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 4r°.

¹⁰ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 4r°.

fonctionnaires et des amis qui se trouvaient dans la localité inspectée. ¹

La 18^e année *chouen-tche* (1661), il fut décidé qu'à l'expiration de la charge de ces censeurs, le Ministère des Finances et celui de la Guerre avertiraient le *tou-tch'a-yuan* afin qu'il ordonne au *Ho-nan-tao* d'examiner les comptes des censeurs. Les bons étaient récompensés et les mauvais punis selon le règlement fixé pour le Ministère des Finances. ²

XV. Contrôle des élevages des chevaux et des nomades dans la Mongolie (*yeou-mou*).

La 7^e année *yong-tcheng* (1729), il fut décidé qu'on enverrait un fonctionnaire de ministère ou un censeur tous les ans pour inspecter les terres d'élevage des chevaux des Huit Bannières dans la Mongolie ainsi que les affaires judiciaires des nomades. ³ La 12^e année *k'ien-long* (1747), l'empereur décréta qu'à partir de la 16^e année *k'ien-long* (1751), le *tou-tch'a-yuan* enverrait un censeur tous les trois ans pour inspecter la Mongolie et la ville de *Kouei-houa*. ⁴

La 40^e année *k'ien-long* (1775), il fut décidé que le *tou-tch'a-yuan* enverrait tous les cinq ans un censeur à *Chenk-king* (*Mouk-den*), *Ki-lin* (*Kirin*), *Hei-long-kiang* et les villes de *Kouei-houa* et de *Yeou-mou* dans la Mongolie. ⁵ La 10^e année *kouang-siu* (1884), le Ministère des Fonctionnaires décida de supprimer l'envoi des censeurs pour inspecter les nomades. ⁶

XVI. Inspection dans les provinces.

On envoyait dans chacune des provinces un censeur-inspec-

¹ *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 5v° à 6r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 37, p. 3r°.

³ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 1r°.

⁴ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 1r° et v°.

⁵ Décision de la 4^{me} année *kia-k'ing* (1799). *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 1v° à p. 2r°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 20r°.

teur; la durée de sa charge était d'un an.¹ Les censeurs envoyés dans les provinces, devaient quitter Pékin dans le courant de trois jours après la notification de leur nomination et pendant cette période, ainsi que pendant l'exercice de l'inspection, s'abstenir de toute vie sociale, ne recevoir personne, même pas des lettres privées. En cas de contravention, les coupables étaient punis.²

Dans chaque province un censeur était chargé d'inspecter les affaires concernant l'agriculture.³

En raison des attaques fréquentes que les marchands subissaient de la part des brigands, deux postes de censeurs-inspecteurs furent créés dans le Kiang-nan pour l'inspection le long du fleuve.⁴

On nommait dans le Chen-si, le Kan-sou et le T'iao-ning un censeur pour contrôler les affaires concernant le thé et les chevaux.⁵

La 43^e année *k'ang-hi*, les censeurs pour le thé et les chevaux furent supprimés et l'exercice de ces fonctions fut attribué au gouverneur de la province de Kan-sou.⁶

Par une décision de la 2^e année *chouen-tche* (1645) un censeur fut nommé pour inspecter les colonies militaires (*touen-t'ien*). La 4^e année *chouen-tche*, ce censeur fut supprimé.⁷

La 15^e année *Chouen-tche* (1658), il fut décidé que deux censeurs seraient chargés d'aller dans le Ho-nan et le Chan-tong pour y inspecter les terrains cultivés et non-cultivés (*tsing-tchang*).⁸ La 17^e année *chouen-tche* (1660), il fut décidé que les postes des censeurs pour l'inspection dans les provinces seraient supprimés.⁹

¹ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 2r°.

² Décision de la 18^me année *chouen-tche* (1161). *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 4v° à p. 5v°.

³ Décision de la 7^me année *yong-tcheng* (1729). *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 2r° et v°.

⁴ Décision de la 2^me année *chouen-tche* (1645). *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 2r° et v°.

⁵ Décision de la 2^me année *chouen-tche* (1645). *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 2v°.

⁶ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 6r°.

⁷ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 2v°.

⁸ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 4r°.

⁹ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 5v°.

On déléguaient tous les ans un censeur mandchou ou chinois à Formose pour une durée de trois ans, pour assurer le lien entre Formose et la Chine. Les censeurs chinois envoyés à Formose étaient également chargés de contrôler l'examen et d'inspecter les armes de la garnison du dit-circuit administratif.¹ La 52^e année *k'ien-long* (1787), il fut décidé que les censeurs-inspecteurs pour Formose seraient supprimés.

La 4^e année *yong-tcheng* (1726), il fut décrété d'envoyer deux censeurs mandchous, deux censeurs mandchous-chinois (*fou*) et deux censeurs chinois pour inspecter les préfectures indépendantes (qui sont sous le contrôle direct du gouvernement central) et la préfecture de Chouen-t'ien. Les neuf *fou* étaient divisés en trois circuits qui comprenaient chacun deux *fou* et dans chacun deux censeurs. Les trois circuits sont : le circuit de Chouen-t'ien, Yong-p'ing et Siuan-houa ; le circuit de Pao-ting, Tcheng-ting et Ho-kien ; et le circuit de Chouen-tö, Kouang-p'ing et Ta-ming. Des censeurs avaient été établis dans ces préfectures (*fou*) parce qu'un grand nombre de fonctionnaires mandchous en retraite, les parents des eunuques de la Cour et de riches personnalités y résidaient et profitaient de leur puissance pour opprimer le peuple.¹

La 12^e année *yong-tcheng* (1734), il fut décidé que les censeurs envoyés en inspection seraient supprimés.²

¹ *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 18v° et 19r°.

² *K. t. T. k.*, chap. 38, p. 9r° et v°.

CONCLUSION

Les institutions des six sections (*k'o*) et des quinze bureaux (*tao*) des censeurs ont été fondés dans la première année *tch-ong-tö* (1627) ; pendant les périodes de *chouen-tche* (1644-61), et de *k'ang-hi* (1662-1772), le nombre des fonctionnaires a varié maintes fois ; mais depuis la première année *k'ien-long* (1736), il a été définitivement fixé.

Pour l'établissement des statistiques sur le système des censeurs nous avons été obligés de nous servir uniquement des rapports des censeurs (et il y eut plus de trois mille censeurs sous la dynastie des Ts'ing) ¹ car les autres documents officiels ou privés sont ou bien incomplets ou bien endommagés. Mais comme certains rapports ne correspondent pas toujours précisément aux faits, les chiffres obtenus sont approximatifs. D'autre part, on ne sait pas le nombre exact des rapports établis et on ne peut donc se baser que sur quelques ouvrages qui les mentionnent. ²

Sur plus de 1200 rapports émanant des fonctionnaires de tous ordres, 68 rapports ont été présentés par les censeurs (dont 223 dénonciations), c'est-à-dire plus de la moitié du nombre total : ce qui montre que les censeurs ne manquaient pas de zèle.

Sur les 464 rapports (en retranchant du chiffre total 687, 223 dénonciations, nous obtenons les nombres suivants par catégories :

1) 87 concernant l'administration, dont 46 approuvés par l'empereur, 29 rejetés, 9 mis à l'étude et 3 laissés sans suite ;

¹ Cf. *Kouo-tch'ao Yu-che t'i-ming* (répertoire des noms des censeurs de la dynastie des Ts'ing) par Houang Chou-king.

² Cf. *K'in-ting T'ai-kouei*, *K'in-ting Houang-tch,ao-wen-hien-t'ong-kao*, *Ts'ing-che-lie-tchouan*, *Houang-tchao-king-chewen-pien* et *Houang-ts'ing Tseou-yi*.

2) 81 concernant l'armée et la police, dont 51 approuvés, 8 rejetés, 16 mis à l'étude et 6 sans suite;

3) 72 concernant les finances, dont 59 approuvés, 9 rejetés, 3 mis à l'étude et 1 sans suite;

4) 35 concernant les mœurs, dont 25 approuvés, 6 rejetés, 2 mis à l'étude et 2 sans suite;

5) 33 concernant les calamités, les greniers et le trésor public dont 27 approuvés et 6 rejetés;

6) 29 concernant les règlements administratifs, dont 22 approuvés, 6 rejetés et 1 mis à l'étude;

7) 28 concernant le cérémonial et l'éducation, dont 22 approuvés et 6 rejetés;

8) 24 concernant l'entretien des digues et le transport fluvial, dont 16 approuvés, 2 rejetés, 3 mis à l'étude et 3 sans suite;

9) 21 concernant les affaires judiciaires, dont 16 approuvés, 4 rejetés et 1 sans suite;

10) 19 concernant l'administration des peuples vassaux et les affaires étrangères, dont 6 approuvés, 2 rejetés, 2 mis à l'étude et 9 sans suite;

11) 12 concernant l'organisation gouvernementale, dont 8 approuvés, 1 rejeté et 3 sans suite;

12) 12 concernant les travaux publics, dont 7 approuvés et 5 rejetés;

13) 11 concernant la vie privée de l'empereur, dont 3 approuvés, 5 rejetés, 2 mis à l'étude et 1 sans suite.

Parmi ces rapports, les plus nombreux sont donc ceux qui concernent l'administration, les affaires militaires et les finances. Leur nombre prouve à quel point les censeurs pouvaient influencer la marche des affaires de l'empire. Cela provient du fait que sous la dynastie des Ts'ing, comme sous les dynasties précédentes, les fonctions les plus importantes du gouvernement se rapportaient à ces trois ordres d'activité, et il était naturel que les censeurs leur attachent le plus d'importance.

Quant aux rapports sur la vie privée de l'empereur, l'organisation gouvernementale, les travaux publics, l'administration des peuples vassaux et les affaires étrangères, le nombre est plus restreint. En effet, pour ce qui est des institutions gouvernementales,

on ne peut pas les changer souvent et à la légère. Quant aux travaux publics, ils n'étaient pas d'une importance majeure dans un empire où ils ne se réalisaient que suivant un rythme lent; en ce qui concerne l'administration des peuples vassaux et les affaires étrangères, ceux-ci ne jouaient pas un grand rôle dans la vie publique du fait que l'empire chinois était isolé des autres pays. Enfin, bien que le nombre des rapports sur la vie privée de l'empereur soit le moins important, il égale presque celui des rapports concernant les travaux publics ou l'organisation gouvernementale. Cela prouve que les censeurs montraient assez de courage quand il s'agissait de conseiller et de critiquer l'empereur lui-même.

Pour faciliter une comparaison de ces chiffres, nous publions le tableau ci-dessous qui les résume et qui est dressé d'après un tableau similaire établi par *M. T'ang Ki-ho* et paru dans la revue *Tchong-chan-wen-houa-kiao-yu-kouan Ki-k'an* (Revue trimestrielle) le 15 Avril 1935 Chang-haï.

Objets des rapports	Nombre total des rapports de chaque catégorie	Rapports approuvés	Rapports rejetés	Rapports mis à l'étude	Rapports laissés sans suite
Administration	87	46	29	9	3
Armée et police	81	51	8	16	6
Finances	72	59	9	3	1
Mœurs	35	25	6	2	2
Calamités, greniers et trésors	33	27	6		
Règlements administratifs	29	22	6	1	
Cérémonials et éducation	28	22	6		
Entretien des digues et transport fluvial	24	16	2	3	3
Affaires judiciaires	21	16	4		1
Administration des peuples vassaux et affaires étrangères	19	6	2	2	9
Organisation gouvernementales	12	8	1		3
Travaux publics	12	7	5		
Vie privée de l'empereur	11	3	5	2	1
Total	464	308	89	38	27

D'après ce tableau, nous constatons que les rapports concernant les finances, les calamités et les greniers sont ceux qui ont reçu le plus grand nombre d'approbations. Quant aux questions relatives à l'administration, aux peuples vassaux, aux affaires étrangères, et à la vie privée de l'empereur, elles étaient considérées d'une façon moins favorable. En résumé, on peut dire que le pourcentage des rapports approuvés par l'empereur dépasse très largement 60 %. Cette proportion est considérable si l'on tient compte que cela se passait sous un régime autocratique.

Parmi les 687 rapports, figuraient 223 dénonciations; ce nombre ne dépasse guère 30% du total. Bien qu'en apparence les décrets impériaux aient invité les censeurs à parler librement et qu'en principe toutes les garanties leur aient été assurées, ils craignaient néanmoins d'encourir la disgrâce en cas de maladresse. Mais comme, d'autre part, parler insuffisamment leur était impossible, ils recouraient à l'artifice d'exposer beaucoup et de dénoncer peu.

S'ils avaient la chance d'être entendus par l'empereur, alors ils devenaient célèbres dans tout l'empire et recevaient des faveurs. Si l'exposé n'était pas approuvé, du moins avaient-ils rempli leur devoir sans risque. C'est pour cette raison qu'il y a bien plus d'exposés que de dénonciations. Mais ces 200 dénonciations montrent néanmoins que les censeurs ne manquaient ni de droiture ni de courage.

Sur les 223 dénonciations, le plus grand nombre concerne les fonctionnaires du premier degré du deuxième rang (*tsong-yi-p'in*). Elles sont au nombre de 48, dont 31 ont été suivies et 17 n'ont pas eu de suite.

Pour les 46 dénonciations relatives aux fonctionnaires du deuxième degré du deuxième rang (*tsong-eul-p'in*), il y en eut 33 suivies et 13 sans suite.

Pour les fonctionnaires du deuxième degré du premier rang (*tcheng-eul-p'in*), il y a 36 dénonciations, dont 25 suivies et 11 sans suite.

Pour les fonctionnaires du troisième degré du premier rang (*tcheng-san-p'in*), il y a 19 dénonciations dont 14 suivies et 5 sans suite.

Pour les fonctionnaires du septième degré du premier rang (*tcheng-tsi-p'in*), il y a 19 dénonciations dont 13 suivies et 6 sans suite.

Pour les fonctionnaires du premier degré du premier rang (*tcheng-yi-p'in*), il y en a 18, dont 9 suivies et 9 sans suite.

Pour les fonctionnaires du cinquième degré du deuxième rang (*tsong-wou-p'in*), il y a 7 dénonciations, dont 5 suivies et 2 sans suite.

Pour les fonctionnaires du cinquième degré du deuxième rang (*tsong-san-p'in*), il y a 6 dénonciations, dont 5 suivies et 1 sans suite.

Pour les fonctionnaires du cinquième degré du premier rang (*tcheng-wou-p'in*), il y a 6 dénonciations, dont 4 suivies et 2 sans suite.

Pour les fonctionnaires du quatrième degré du premier rang il y a 5 dénonciations, dont 3 suivies et 2 sans suite.

Pour les autres fonctionnaires en dehors de la hiérarchie mandarinale, il y a 5 dénonciations, dont 2 suivies et 3 sans suite.

Il y a 3 dénonciations contre les princes du sang, dont 2 furent suivies et 1 laissée sans suite.

Pour les fonctionnaires du quatrième degré du deuxième rang (*tsong-sseu-p'in*), il y a 3 dénonciations dont 2 suivies et 1 sans suite.

Il y eut même une dénonciation contre l'impératrice Ts'eu-hi, mais elle fut laissée sans suite.

Le plus grand nombre des dénonciations fut porté contre les fonctionnaires au-dessus du troisième degré, c'est-à-dire contre les dignitaires très puissants, tels que grand ministre, président de ministère, vice-roi, gouverneur de province dans l'administration civile, ou tels que commandant en chef, général, commandant de l'armée et colonel dans l'administration militaire. Dans ces cas, les censeurs firent preuve de grand courage et de mérite.

Parmi les 5 dénonciations contre les fonctionnaires en dehors de la hiérarchie mandarinale, il y en a deux concernant le grand favori de l'impératrice Ts'eu-hi, l'ennuque Li Lien-ying.¹ Bien qu'elles aient été rejetées et que leur auteur en fut blâmé, celui-ci, le censeur Tchou Yi-sin², fut admiré de l'empire tout entier.

Si en se basant sur ces dénonciations, on veut se faire une opinion du degré d'efficacité de l'activité des censeurs, on peut dire qu'elle mérite une grande admiration.

Si l'on considère les chiffres concernant les fonctionnaires du premier degré du premier rang (*tcheng-yi-p'in*), on voit qu'il y a 50% de dénonciations suivies. Et pour tous les fonctionnaires, excepté ceux du cinquième degré du deuxième rang (*tsong-wou-p'in*) et ceux en dehors de la hiérarchie mandarinale, la proportion de dénonciations suivies dépasse 60 %.

On trouvera le résumé de ces nombres et de ces proportions dans le tableau ci-dessous, dressé dans les mêmes conditions que le précédent :

Rang hiérarchique des personnes dénoncées	Nombre de dénonciations	Dénonciations ayant été suivies	Dénonciations laissées sans suite
Impératrice	1		1
Princes	3	2	1
1 ^{er} degré du 1 ^{er} rang	18	9	9
1 ^{er} degré du 2 ^{me} rang	48	31	17
2 ^{me} degré du 1 ^{er} rang	36	25	11
2 ^{me} degré du 2 ^{me} rang	46	33	13
3 ^{me} degré du 1 ^{er} rang	19	14	5
3 ^{me} degré du 2 ^{me} rang	6	5	1
4 ^{me} degré du 1 ^{er} rang	5	3	2
4 ^{me} degré du 2 ^{me} rang	3	2	1
5 ^{me} degré du 1 ^{er} rang	6	4	2
5 ^{me} degré du 2 ^{me} rang	7	5	2
6 ^{me} degré du 1 ^{er} rang	1	1	
6 ^{me} degré du 2 ^{me} rang			
7 ^{me} degré du 1 ^{er} rang	19	13	6
7 ^{me} degré du 2 ^{me} rang			
8 ^{me} degré du 1 ^{er} rang			
8 ^{me} degré du 2 ^{me} rang			
9 ^{me} degré du 1 ^{er} rang			
9 ^{me} degré du 2 ^{me} rang			
En dehors de la hiérarchie mandarinale	5	2	3

Nous allons étudier maintenant les peines ou condamnations encourues par des censeurs pendant l'exercice de leurs fonctions. D'après le *Ts'ing-houei-tien-che-li*, etc., nous trouvons 319 cas qui se répartissent comme suit dans un tableau établi par M. T'ang Ki-ho :

Nature des condamnations	Nombre des condamnations réparties par règnes des empereurs									Total
	chouen-tche	K'ang-hi	Yong-tchong	K'ien-long	Kia-k'ing	Tao-kouang	Hien-fong	T'ong-tche	Kouang-sia	
Condamnés à mort	2			1	1	1				5
Exilés	1		1	2				2		6
Destitués	7	12	1	8	6	7		12	14	67
Dégradés	4	5		4	11	46	3	5	7	85
Privés de traitement	1				1					2
Déférés au jugement du Ministère des fonctionnaires				7	36	19	13	4	11	90
Blâmés	1	3		18	11	8	3	10	10	64
Total	16	20	2	40	66	81	19	33	42	319

Parmi ces condamnations, il y en eut un grand nombre d'imméritées. Souvent, en effet, les censeurs dénonçaient ceux qui ne leur plaisaient pas, comme en témoigne le décret impérial de la 7^e année *k'ien-long* (1742). ¹

Ainsi Ngo Jong-ngan (fils du grand ministre Ngo Eul-t'ai) et Tchong-Yong-t'an (vice-président du *tou-tch'a-yuan*) étaient amis intimes et ce dernier avant d'envoyer un rapport prenait conseil chez son ami; il l'avertissait de l'envoi à l'empereur, et l'informait de toutes les suites de l'affaire (ce qui était sévèrement défendu). Les deux hommes l'avouèrent et l'on put voir ainsi qu'ils s'unissaient pour régler leurs affaires privées au détriment des gens qui ne leur plaisaient pas.

Il arriva aussi que les censeurs se servirent de dénonciations pour en tirer un profit personnel. Voici ce qu'écrivit Wou T'ing-fang¹ dans sa « Critique du système de censeurs de la Dynastie des Ts'ing » :

« Lorsqu'après un rapport, on nommait un enquêteur, non seulement on lui payait les frais de voyage, mais encore les autorités locales étaient obligées de l'entretien et ses domestiques à son insu exploitait la population. »

Parmi les censeurs, certains méritèrent le blâme par la singulière conception qu'ils eurent de leur fonction. Par exemple, lors d'une invasion de sauterelles aux environs de Pékin, la 18^e année *k'ien-long* (1753), le censeur Ts'ao Siou-sien rédigea un rapport en demandant à l'empereur de faire des offrandes à Pékin, ainsi que dans toutes les préfectures envahies par les sauterelles ! Il était logique que ce censeur soit blâmé.

Les censeurs pouvaient être condamnés soit par leur propre faute, soit à cause du bon plaisir du souverain, ou bien à cause d'un complot organisé par les fidèles amis de la personne dénoncée.

Ce dernier cas fut celui du censeur Tchang Siuan qui, la 8^e année *chouen-tche* (1651), accusa, de manière justifiée, le grand ministre Tch'en Ming-hia de dix abus et crimes et de deux dérogations à la loi et aux mœurs. L'empereur ordonna aux princes et aux ministres d'examiner cette dénonciation. Le président du Ministère des Fonctionnaires, T'an T'ai qui était un ami intime de Tch'en Ming-hia, prit sa défense avec véhémence. En conséquence, la dénonciation fut rejetée et le censeur condamné à mort. Quelques temps après, on découvrit la vérité. T'an T'ai fut alors, condamné à mort ; Tch'en Ming-hia fut destitué ; et Tch'ang Siuan fut réhabilité ; il reçut un grand titre posthume, sa famille fut comblée de faveurs impériales et son fils fut nommé fonctionnaire¹

Même si l'accusation avait été fausse, elle n'aurait pas dû entraîner la condamnation à mort du censeur, car en principe

¹ Cf. *Ts'ing-che-lie-tchouan*. Chap. 4-7-9.

les censeurs avaient le droit de dénoncer librement avant même d'avoir les preuves en mains.

Il y eut d'autres cas analogues.¹

Les censeurs étaient étroitement liés à la politique, ce qui fait que leur activité pouvait être heureuse ou regrettable, fructueuse ou néfaste, suivant la qualité ou l'énergie du gouvernement.

Par exemple, dans le décret impérial de la 4^e année *yong-tcheng* (1726), il est dit que sous le règne (K'ang-hi) de l'empereur Cheng-tsou, les censeurs formaient des groupes-amis pour agir contre leurs ennemis; ils faisaient commerce des rapports, soutiraient de l'argent par des menaces de dénonciation, sollicitaient de l'argent pour proposer quelqu'un à une augmentation de grade et se livraient à toutes sortes d'autres abus; en cas d'échec, ils invoquaient la coutume de pouvoir dénoncer librement, sans preuves en mains, et de cette façon obtenaient leur grâce.

Sous la période de *K'ang-hi*, des dignitaires puissants étaient en lutttes politiques et plus de 19 princes se disputaient le trône. A la faveur de ces circonstances, l'activité des censeurs était très grande, aussi bien de ceux agissant suivant leur conscience et leur devoir que de ceux qui voulaient tirer profit de tous ces conflits. Mais l'empereur Cheng-tsou qui était très intelligent, perspicace et diligent, interdit les dénonciations non fondées et laissa sans suite beaucoup de rapports.

Pendant la période *yong-tcheng* (1723-1735), l'activité des censeurs était restreinte. L'empereur ayant usurpé le trône, était devenu très méfiant. Une surveillance très étroite s'exerçait sur tous les fonctionnaires qui, par conséquent, devinrent plus intègres; et le nombre des dénonciations diminua. L'empereur vérifiait lui-même tous les rapports, placets, etc., qui lui parvenaient, et par ailleurs, envoyait des enquêteurs dans toutes les

¹ Le censeur Kou Jen. Cf. *Tong-houa-lou*; (*chouen-tche* 25^m^e année); le censeur Ts'ai T'ien. Cf. *Ts'ing-che-lie-tchouan*, chap. 20 dans la biographie de T'sao Siou-sien; le censeur Ying-louen. Cf. *Ts'ing-che-lie-tchoan*, chap. 28, biographie de Lieou Chou-tche; le censeur A-tcheng. Cf. *Ts'ing-houei-tien-che-li*, chap. 1008.

parties de l'empire pour lui rapporter les moindres secrets. De cette façon, l'activité des censeurs, et surtout de ceux qui s'appuyaient sur un système de clientèle, était fortement diminuée.

Au début de la période *k'ien-long* (1736-1795), qui fut la plus calme et la plus prospère de la dynastie des Ts'ing, malgré quelques conflits entre les dignitaires mandchous et chinois (entre Ngo Eul-t'ai et Tchang T'ing-yu), l'activité des censeurs se développa considérablement. Mais à la fin du règne, l'empereur relâcha la direction des affaires et laissa libre activité à ses favoris, tels que le grand ministre Ho Chen qui profitait de la situation. Pratiquement, les censeurs ne jouissant plus de la liberté de parole, non seulement n'osaient plus dénoncer, mais encore ne se souciaient même plus de leur travail régulier. La 55^e année *k'ien-long* (1790), le rapport de la Cour d'inspection des Fonctionnaires (*tou-tch'a-yuan*)¹ signalait que seuls les censeurs de *King-ki-tao* venaient à leur bureau; quant à tous les autres, ils faisaient accomplir tout le travail par les copistes, qui même, signaient les rapports à leur place. Cependant, il y eut deux ou trois censeurs qui, indignés de tous les abus, n'hésitèrent pas à dénoncer même, les plus grands favoris, tel le censeur Ts'ao Hi-pao qui dénonça Ho Kouen.² Et Ts'ien Fong qui dénonça Kouen T'ai.³

Avec la période *kia-k'ing* (1796-1819), vint la réaction contre les abus et les troubles provoqués par Ho Kouen durant la période précédente. Il y eut beaucoup de censeurs droits et courageux,⁴ qui se montrèrent très actifs et diligents. Le prestige du censorat grandissait sans cesse. Malheureusement à la fin du règne, l'empereur Yen-tsong, se désintéressa des affaires et l'activité des censeurs diminua considérablement.

La période *tao-kouang* (1821-1850) est une période de troubles et de guerres extérieures. Tous ces événements stimulaient les censeurs à exposer leur opinion ouvertement. L'empereur Siuan-tsong s'efforçait à maintenir l'ordre dans le gouvernement et à demeurer au courant de toutes les opinions; aussi sur 687

¹ *Ts'ing-houei-tien-che-li*, chap. 999.

² Cf. *Ts'ing-che-lie-tchouan*, chap. 35, biographie de Ho Che.

³ Cf. *Ts'ing-che-lie-tchouan*, chap. 72, biographie des Ts'ien-li.

⁴ Cf. *Ts'ing-pilei-tch'ao*, vol. 11.

rapports présentés par les censeurs durant toute la dynastie des Ts'ing, il y en eut 113 pendant cette période *tao-kouang* qui dura seulement 29 ans. Le pourcentage des rapports approuvés par l'empereur fut de 76 %. A ce moment, l'activité des censeurs atteignit le point culminant. Entre autres, il y eut trois censeurs très célèbres: Tch'en K'ing-yong, Tchou K'i, et Sou T'ing-k'ouei, qui furent intègres, courageux et actifs, et qu'on surnomma à juste titre les « trois hommes droits » (*san-tche*).¹ Mais à la fin du règne, l'empereur tomba sous l'influence du grand ministre Ts'ao Tchen-yong. Il se lassa des rapports innombrables des censeurs, et, pour les restreindre, il se plut à les détailler avec une minutie tracassière, à y attribuer une grande importance aux plus petites fautes d'écriture et, en conséquence, à prononcer un grand nombre de condamnations. Sur 319 condamnations durant toute la dynastie, il y en eut 81 pendant la période *tao-kouang*. Aussi les censeurs s'abstinrent-ils de donner libre cours à leur activité.

Des périodes *hien-fong* (1851-1861) et *t'ong-che* (1862-1874) furent des périodes de troubles extérieurs comme de luttes intestines. Le peuple souffrait en silence; mais comme ces périodes furent de courte durée, le mécontentement populaire n'eut pas le temps de mûrir, ni d'éclater; si bien qu'il n'y a rien à relater sur l'activité des censeurs.

Mais pendant les périodes suivantes, celle de *kouang-siu* (1875-1908) et celle de *Siuan-t'ong* (1909-1911), il en fut tout autrement. La lutte entre l'empereur régnant et l'impératrice Ts'eu-hi, le conflit entre l'esprit de conservation et l'esprit de modernisation, les troubles des boxeurs, l'éveil de la révolution créaient une situation instable. En conséquence l'activité des censeurs fut portée à un haut degré. Lors du retour de l'impératrice Ts'eu-hi dans la capitale qu'elle avait quittée avec l'empereur Tö-tsong pendant les troubles des Boxeurs, dans un seul jour, sept censeurs ont présenté sept rapports.²

¹ Cf. *Ts'ing-che-lie-tchouan*, chap. 72, biographie de *Tshan Ki* et *Ts'ing-peï-lei-tch'ao*, vol. 11, par *Siu K'o*.

² Cf. *Ts'ing-pi-lei-tch'ao*, vol. 11, par *Siu K'o*.

Nous pouvons admirer le courage de Wou K'o-tu ¹ qui même au péril de sa vie n'hésita pas à critiquer le gouvernement, de T'ou Jen-cheou, de Wou Tchao-t'ai et de Song Po-lou qui dénoncèrent l'impératrice elle-même, ² de Tchou Yi-sin qui dénonça Li Lien-ying, ennuque et grand favori de l'impératrice ³ et de bien d'autres qui dénoncèrent les princes et les plus puissants dignitaires.

En résumé, on peut dire que le système du contrôle des censeurs, malgré certains abus inhérents à toutes choses humaines a donné en général des résultats très appréciables, parce qu'il était remarquablement organisé et parce que des paroles droites et justes sont toujours efficaces comme l'enseigne la morale confucéenne. Actuellement, le gouvernement chinois essaie d'organiser un système de contrôle où sera appliqué les principes fructueux du système des censeurs accordés avec l'esprit du droit moderne. Il faut espérer que les résultats ainsi obtenus dépasseront tout ce qu'on a vu précédemment.

Le Dr. Sun Yat-sen, lui-même, fondateur de la République, a dit « Pour ce qui est des censeurs de la dynastie mandchoue ainsi que pour le grand censeur (*kien-yi-t'ai-fou*), de la dynastie des T'ang (609), dans les deux cas ce fut le meilleur système de contrôle ».

Aujourd'hui, M. Tchang Ping-lin, le philologue bien connu, se prononce aussi en faveur de ce système de contrôle et propose de rétablir les institutions des six *k'io* avec les *ki-che-tchong*, pour le gouvernement central, et des quinze *tao*, avec les *k'ien-tch'ay-yu-che*, pour les fonctionnaires des provinces. De cette façon le travail de chaque catégorie serait délimité.

¹ Cf. *Tong-houa-siu-lou*, chap. 60.

² Cf. *Ts'ing-pi-lei-tch'ao*, vol. 11, *Tong-houa-sui-lou*, chap. 268.

³ Cf. *Ts'ing-houei-tien-che-li*, chap. 1012.

Vu, le Doyen :
DELACROIX.

Vu, le Président :
RENOUVIN.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

A) DOCUMENTS ET OUVRAGES PUBLIES EN LANGUE CHINOISE

1) *Eul che sseu che* (Vingt-quatre Histoires de la Chine), édité en 1892, réédité en 1923, Changhaï.

2) *Houang tch'ao king che wen pien* (Encyclopédie historique de la dynastie des Ts'ing). Changhaï, 1875.

3) *Houang tch'ao kou houi pien* (Recueil historique de la dynastie des Ts'ing), 1902.

4) *Houang Ts'ing tseou yi* (Recueil des rapports de la dynastie des Ts'ing). Changhaï.

5) *K'in ting Hou pou tsë li* (Règlements du Ministère des Finances édités par ordre impérial).

6) *K'in ting Houang tch'ao t'ong tche* (Histoire générale de la dynastie des Ts'ing), Changhaï, 1902.

7) *K'in ting Houang tch'ao t'ong tien* (Histoire générale de la dynastie des Ts'ing). Changhaï, 1902.

8) *K'in ting Houang tch'ao wen hien t'ong k'ao* (Histoire générale de la dynastie des Ts'ing), Changhaï, 1902.

9) *K'in ting Li pou tso li* (Règlements du Ministère des Rites, édités par ordre impérial.)

10) *K'in ting Siu wen hien t'ong k'ao* (Suite à l'histoire générale de la Chine) composé par ordre impérial, 1784. Changhaï: Réédition en 1902.

11) *K'in ting Ta Ts'ing houi-tien* (Statuts de la dynastie des Ts'ing), composé par ordre impérial, 1764. Changhaï. Réédition en 1902.

12) *K'in ting Ta Ts'ing houi tien che li* (Règles appliquées des statuts de la dynastie des Ts'ing édité par ordre impérial), 1818, Changhaï.

13) *K'in ting T'ai kouei* (Règlements de la Cour de Contrôle édités par ordre impérial¹).

14) *Kouo houa yue k'an* (Revue mensuelle *Kouo houa*), t. 1, N° 5.

15) *Kouo tch'ao yu che t'i ming* (Répertoire des noms des censeurs de la dynastie des Ts'ing), par Houang Chou-king.

16) *Li tai hing fa k'ao* (Recherches sur le code pénal des dynasties successives de la Chine), par Chen Kia-pen.

17) *Li tai tche kouan piao* (Tableau des fonctionnaires des dynasties successives de la Chine), 1896. Edition Kouang ya ts'ong chou.

18) *Sin chö houei k'o hio ki k'an* (Nouvelles Sciences sociales, revue trimestrielle), t. 1, N° 2, 1935.

19) *Siu wen hien t'ong k'ao* (Suite à l'Histoire Générale de la Chine de Ma Touan-lin), Changhaï. Réédition en 1902.

20) *Ta Ts'ing t'ong li* (Répertoire général des rites de la dynastie des Ts'ing), 1759.

21) *Tchong chan wen houa kio yu kouan ki k'an* (Revue trimestrielle du Centre de l'Enseignement de la Civilisation de Tchong-chan). T. 1, N° 2, 1935.

22) *Tchong kouo fa lu fa ta che* (Histoire du développement du droit en Chine), par Yang Hong-lei, Changhaï, 1932.

¹ Le présent ouvrage s'inspire principalement des « Règlements de la Cour de Contrôle fixés par ordre impérial (*K'in-ting T'ai-kouei*) ». Ce recueil est une somme de documents de toute sorte, se rapportant à ce qui touche de près ou de loin le censorat, tels que rapports, décrets, règlements, etc.. Le *K'in-ting T'ai-kouei* a eu quatre éditions qui furent faites successivement en la 8^{me} année *k'ien-long* (1743), la 7^{me} année *ka-k'ing* (1802), la 7^{me} année *tao-kouang* (1827) et en la 18^{me} année *kouang-siu* (1827).

Le *K'in-ting T'ai-kouei* comporte huit sections dont les titres sont : Edits impériaux (*Hiun-tien*), Constitution générale (*Hien-kang*), Six Sections (*Lieou-k'o*), Les Bureaux (*Ko-tao*), Cinq villes de Pékin (*Wou-tch'eng*), Contrôle (*Ki-tch'a*), Inspections (*Siun-tch'a*) et Règlements généraux (*T'ong-li*). Il est divisé en 42 chapitres qui forment 24 livres. L'ordonnance de ces 42 chapitres n'obéit pas à un ordre précis, mais chaque chapitre groupe des faits semblables cités dans l'ordre chronologique.

Si nous avons en principe, conservé les titres des chapitres pour grouper les faits, nous n'avons pas moins modifié l'ordre des chapitres du Recueil pour les présenter dans une succession plus logique.

23) *Tchong kouo fa tche che* (Histoire des Institutions Juridiques de la Chine), par Tch'en Kou-yuan, Changhaï, 1934.

24) *Tchong kouo li tai fa tche k'ao* (Recherches sur les institutions juridiques des dynasties successives de la Chine), par Siu Tô-yuan.

25) *Tchong kouo yu che tche tou ti yen kö* (Evolution de l'Institution censoriale en Chine), par Kao Yi-lan, Changhaï, 1926 .

26) *Tch'ou hi ki* (Encyclopédie élémentaire), rédigée sous les T'ang et rééditée sous les Yuan, 1587.

27) *Tong houa lou* (chronique de la dynastie des Ts'ing), Changhaï, 1894.

28) *T'ong tche* (Histoire Générale de la Chine) par Tcheng Ts'io, vers 1150. Changhaï. Réédition en 1902.

29) *T'ong tien* (Histoire Générale de la Chine), par Tou Yeou, IX^e siècle. Réédition en 1902.

30) *Ts'ing che lie tchouan* (Recueil de Biographies de la dynastie des Ts'ing), Changhaï.

31) *Ts'ing tai t'ong che* (Histoire Générale de la dynastie des Ts'ing), par Siao Yi-chen, 1928, Changhaï

32) *Ts'ing pi lei tch'ao* (Recueil anecdotique de la dynastie des Ts'ing), Changhaï.

33) *Wen hien t'ong k'ao* (Histoire Générale de la Chine), par Ma Touan-lin, 1819, Changhaï. Réédition en 1902.

B) DOCUMENTS ET OUVRAGES PUBLIES EN LANGUE EUROPENNES

1) *Bibliotheca Sinica*, H. CORDIER, 1849, 1925. Supplément et index. 1922-24.

2) *China. Her History, Diplomacy and Commerce, from the earliest times to the present day*, by E.-H. PARKER, London, 1917.

3) *China in Law and Commerce*, by T.-R. JERNIGAN, London, 1905.

4) *Chinese Biographical Dictionary*, by Herbert A. GILES, London, 1898.

5) *The Chinese Government*, by Frederick MAYERS.

6) *Chinese Political Thought*, by Erbert Duncan THOMAS, New-York, 1927.

- 7) *La Civilisation Chinoise*, par M. M. GRANET, Paris, 1929.
 - 8) *The Government of China (1644-1911)*, by Pao Chao HSIEH.
 - 9) *Manuel du Code Chinois (I et II)*, par Gui BOULAIS. *Variétés Sinologiques*, N° 55 et N° 56, Changhaï.
 - 10) *Mélanges sur l'Administration*, par le P. P. HOUANG. *Variétés Sinologiques*, N° 21, Changhaï.
 - 11) *The Middle Kingdom*, by S. Wells WILLIAMS, New-York, 1913.
 - 12) *Modern Chinese Legal and Political Philosophy*, By TSENG YU-HOO, Changhaï, 1930.
 - 13) *Pratique des Examens littéraires*, par le P. Etienne ZI. *Variétés Sinologiques*, N° 5, Changhaï.
 - 14) *Pratique des Examens militaires*, Par le P. Etienne ZI. *Variétés Sinologiques*, N° 9, Changhaï.
 - 15) *Present Day Political Organisation of China*, by H. S. BRUNNEART and V. V. HAGELSTROM. (Translated from the Russian by A. BELTCHENKO and E. E. MORAN.) Changhaï, 1912.
 - 16) *The Trade and Administration of Chinese Empire*, by H. B. MORSE, London, 1908.
-

INDEX ALPHABETIQUE

DES PRINCIPAUX TERMES ET NOMS PROPRES CHINOIS DANS L'OUVRAGE

Les mots chinois sont transcrits d'après la méthode de transcription française de son chinois rédigée par A. VISSIÈRE et adoptée par le Ministère des Affaires étrangères français en 1901.

A.

- (1) A-tch'engs.

E.

- (2) Eul-che-sseu-che.

B.

(3) chan-san-k'i — (4) Chan-si — (5) chan-si-tao — (5) Chan-tong — (7) chan-tong-tao — (8) chang-chou — (9) chang-yu-kouan — (10) chao-k'ing — (11) chao-tchan-che — (12) che-chou — (13) Che-k'in — (14) che-kouan — (15) che-lang — (16) che-tou — (17) Che-tsou — (18) Chen Ki-yi — (19) chen-kouan-yuan — (20) Chen-si — (21) chen-si-tao — (22) Chen-tsong — (23) Cheng-king — (24) Cheng-tsou — (25) cheou — (26) Chö-ki-t'an — (27) chou-ki-che — (28) chou-li — (29) chou-tch'ang-kouan — (30) choua — (31) Chouang-kiang — (32) chouen-tche — (33) Chouen-t'ien — (34) Chouen-tö.

F.

(35) fang — (36) fei-fa — (37) fen-tchang — (38) Fong-t'ien — (39) fou — (40) Fou-kien — (41) fou-kien-tao — (42) fou-tche-houei — (43) fou-tou-t'ong — (44) fou-tou-yu-che.

H.

(45) Han — (46) han-kiun — (47) han-lin — (48) han-lin-yuan — (49) Hei-long-kiang — (50) hiao-lien-fang-tcheng — (51) hiang-che — (52) hie-tao — (53) hien — (54) hien-fong — (55) hien-kang — (56) hien-p'iao — (57) hing-jen — (58) hing-jen-sseu — (59) hing-k'o — (60) hing-pou — (61) hing-yu-che-t'ai — (62) hio-cheng — (63) hio-tcheng — (64) hiun-tien — (65) Ho-kien — (66) Ho K'ouen — (67) Ho-nan — (68) ho-nan-tao — (69) ho-tao-tsong-tou — (70) ho-tch'ai — (71) Ho-tong — (72) hong-lou-sseu — (73) hong-pen — (74) hong-wen-yuan — (75) hou-kiun-t'ong-ling — (76) hou-k'o — (77) Hou-kouang — (78) hou-kouang-tao — (79) Hou-nan — (80) Hou-peï — (81) hou-pou — (82) houa-p'ing — (83) houan-tsi — (84) Houang Chou-king — (85) Houang tch'ao king che wen pien — (86) Houang tch'ao tchang kou houei pien — (87) Houang Ts'ing tseou yi — (88) Houai-yang — (89) houang-ts'ö — (90) houei-hien — (92) houo-k'i-ying.

J.

(93) jo-chen — (94) Jouei-tsong.

K.

(95) Kan-sou — (96) k'ang-hi — (97) k'ao-kong-sseu — (98) Kao-ti — (99) k'ao-tsi — (100) Kao-tsong — (101) ki-che — (102) ki-che-lang — (103) ki-che-tchong — (104) ki-kieou — (105) Ki-lin — (106) ki-tch'a — (107) kia — (108) kia-k'ing — (109) kia-tchang — (110) kiang-kiun — (111) kiang-kouan — (112) Kiang-nan — (113) kiang-nan-tao — (114) Kiang-si — (115) kiang-si-tao — (116) Kiang-sou — (117) kien — (118) kien-cheng — (119) kien-fou — (120) k'ien-long — (121) kien-t'ao — (122) kien-tch'a-yu-che — (123) kien-tcheng — (124) kien-tou — (125) kien-yen — (126) kien-yuan — (127) kieou-k'ing-houei-yi — (128) Kia — (129) k'in — (130) k'in-tche — (131) k'in-t'ien-kien — (132) K'in ting Hou-pou tsö-li — (133) K'in ting Houang tch'ao tong tche — (134) K'in ting Houang tch'ao t'ong tien — (135) K'in ting Houang tch'ao wen hien t'ong k'ao — (136) K'in ting Li pou tsö li — (138) K'in ting Ta Ts'ing houei tien — (139) K'in ting Ta Ts'ing houei tien che li — (140) K'in ting T'ai kouei — (141) king — (142) king-ki-tao — (143) king-li — (147) king-pao-jen — (145) king-tch'a — (146) king-tch'a ts'ö-tsi — (147) king-tch'eng — (148) king-yen — (149) kiu-jen — (150) kiu-k'ouei-t'ang — (151) kiuan-na-fang — (152) kiun — (153) kiun-ki-tch'ou — (154) kiun-tcheng — (155) k'o — (156) k'o-k'ao — (157) k'o-kiu — (158) k'o-tao — (159) k'o-ts'in — (160)

kong-che — (161) kong-cheng — (162) kong-k'o — (163) kong-pou — (164) Kou Jen — (165) kouan — (166) kouan-li-kien-che-ta-tch'en — (167) kouan-li-k'in-t'ien-kien-che-wou-ta-tch'en — (168) kouan-li-t'ai-yi-yuan-che-wou — (169) kouang-lou-sseu — (170) Kouang-p'ing — (171) Kouang-si — (172) kouagn-si-tao — (173) kouang-siu — (174) Kouang-tong — (175) kouang-tong-tao — (176) Kouei-houa — (177) Kouei-tcheou — (178) kouei-tcheou-tao — (179) kouo-che-yuan — (180) Kouo houa yue k'an — (181) Kouo T'ai — (182) Kouo tch'ao yu-che t'i ming — (183) kouo-tseu-kien.

L.

(184) lang-tchong — (185) Leao — (186) li-k'o — (187) li-k'o — (188) li-fan-yuan — (189) Li Lien-ying — (180) li-mou — (191) li-pou — (192) li-pou — (193) Li tai hing fa k'ao — (194) Li tai tche kouan piao — (195) Lieou Chou-tche — (196) lieou-k'o — (197) Lieou Hieou — (198) lin-cheng — (199) lin-yong — (200) louan-yi-wei.

M.

(201) men-hia-cheng — (202) men-hia-heou-cheng — (253) mi-chou-yuan — (204) mi-fong — (205) mi-pen — (206) Ming.

N.

(207) Nan-che — (208) nan-cheng — (209) nei — (210) nei-ko — (211) nei-lien — (212) nei-san-yuan — (213) nei-tch'ang — (214) nei-wou-fou — (215) nei-yuan — (216) ngan-tch'a-che-sseu — (217) Ngo Eul-t'ai — (218) Ngo Jong-ngan — (219) nien.

P.

(220) pa-k'i — (221) pa-kong — (222) p'ai — (223) p'ai-tchang — (224) pang — (225) pao — (226) pao-kia — (227) pao-tchang — (228) Pao-ting — (229) pao-ts'uan-kiu — (230) pen-tchang — (231) p'i-pen-tch'ou — (232) pi-t'ie-che — (233) pien-sieou — (234) pien-sou — (235) p'ing 1 — (236) p'ing 2 — (237) p'ing-che — (238) p'ing-hien — (239) ping-k'o — (240) ping-ma-sseu-tche-houei — (241) ping-ma-sseu-fou-tche-houei — (242) ping-pou — (243) po-che — (244) pou — (245) pou-kiun-t'ong-ling — (246) pou-tcheng-che-sseu.

S.

(247) san-fa-sseu — (248) san-kong — (249) san-k'ou — (250) san-tche — (251) Si-houa — (252) siao-hio — (253) Siao-man — (254) siao-sseu-p'in-king-kouan — (255) sieou-ts'ai — (256) Sin chö houei k'o hio ki k'an — (257) Siu wen hien t'ong k'ao — (258) Siuan-houa — (259) siuan-houei-yuan — (260) siuan-k'o-sseu — (261) siuan-t'ong — (262) Siuan-tsong — (263) Siue Siuan — (264) siun-fou — (265) siun-ngan — (266) siun-tch'a — (267) Song — (268) Song Po-lou — (269) sou-tcheng-lien-fang-sseu — (270) sou-tcheng-t'ai — (271) Sou T'ing-k'ouei — (272) souan-hio-tchou-kiao — (273) Souei — (274) souei-ho — (275) souei-k'ao — (276) sseu — (277) sseu-fang-kouan — (278) sseu-ki-yin-pou — (279) Sseu-tch'ouen — (280) sseu-tch'ouen-tao — (281) sseu-ye — (282) Sun Yet-sen.

T.

(283) ta-hio — (284) ta-hio-che — (285) ta-ki — (286) ta-ki-tsao-ts'ö — (287) ta-li-sseu — (288) Ta-ming — (289) ta-sseu-k'ong — (290) ta-tch'ao — (291) ta-tch'en — (292) Ta-tch'eng — (293) ta-t'iao — (294) Ta Ts'ing t'ong li — (295) t'ai — (296) t'ai-p'ou-sseu — (297) t'ai-tch'ang-sseu — (298) t'ai-yi-yuan — (299) t'ai-yi-yuan-che — (300) t'ai-yi-yuan-p'an — (301) t'ai-yuan — (302) t'ai-wei — (303) T'an T'ai — (304) T'ang — (305) T'ang Ki-ho — (306) tao — (307) tao-kouang — (308) tch'a-yuan — (309) tchai-sou — (310) tchan-che — (311) tchan-che-fou — (312) tch'ang — (313) tchang-king — (314) Tch'ang-lou — (315) Tchang Ping-lin — (316) Tchang Siuan — (317) tchang-tao-yu-che — (318) tch'ang-tch'ao — (319) Tchang-ti — (320) Tchang T'ing-yu — (321) tchang-yin — (322) tchang-yuan-hio-che — (323) tch'ao-chen — (324) tch'ao-houei — (325) tch'ao-k'ao — (326) Tch'ao-yang — (327) tche-fang — (328) tche-fou — (329) tche-hien — (330) tche-houei — (331) Tcheli — (332) Tch'en K'ing-yong — (333) Tch'en Kou-yuan — (334) Tch'en Ming-hia — (335) tchen-t'ai — (336) tcheng — (337) tch'eng — (338) tch'eng-chen-kouan — (339) tcheng-eul-p'in — (340) tcheng-kieou-p'in — (341) tcheng-k'ing — (342) tcheng-lieou-p'in — (343) tcheng-pa-p'in — (344) tcheng-san-p'in — (345) tch'eng-siang — (346) tcheng-sseu-p'in — (347) tcheng-tchan-che — (348) tcheng-tch'ao — (349) tch'eng-tche — (350) Tcheng-ting — (351) tcheng-ts'i-p'in — (352) tcheng-wou-p'in — (353) tcheng-yi-p'in — (354) tcheou — (355) Tchö — (356) Tchö-kiang — (357) tchö-kiang-tao — (358) Tchong chan wen houa kiao yu kouan ki k'an — (359) tchong-chou — (360) tchong-chou-k'o — (361) Tchong-houa — (362) Tchong Jong-t'an — (363) Tchong kouo fa lu fa ta che — (364) Tchong kouo fa tche che — (365) Tchong kouo li tai fa tche k'ao — (366) Tchong kouo yu che tche tou ti yen kö — (367) tchong-tch'eng —

(368) tch'ong-tö — (369) tchong-wei — (370) Tch'ong-wen-men — (371) tchou-che — (372) tch'ou-fen — (373) Tch'ou hio ki — (374) Tchou K'i — (375) tchou-k'ao-kouan — (376) tchou-kiao — (377) tchou-mo-kiuan — (378) tchou-siao — (379) Tchou Yi-sin — (380) tchouang — (381) t'i-hing-ngan-tch'a-sseu — (382) t'ikiu-sseu — (383) t'it-ang — (384) t'i-tou — (385) t'iao-kia — (386) T'iao-ning — (387) t'ie-sie — (388) tien-li — (389) T'ien-ngan — (390) tien-yuan — (391) Tö-tsong — (392) t'ong-cheng — (393) Tong-houa — (394) Tong houa lou — (395) Tong houa siu lou — (396) T'ong-li — (397) t'ong-tche 1 — (398) t'ong-tche 2 — (399) T'ong tche 3 — (400) t'ong-tcheng-che — (401) t'ong-tcheng-che-sseu — (402) t'ong-tcheng-fou-che — (403) T'ong tien — (404) tou-che — (405) T'ou Jen-cheou — (406) tou-tch'a-yuan — (407) tou-t'ong — (408) tou-tou — (409) tou-ts'ouei-so — (410) t'ouei-kouan — (411) t'ouen-t'ien — (412) ts'ai — (413) Ts'ai T'ien — (414) ts'an-tcheng — (415) ts'an-yi — (416) Ts'ang — (417) ts'ang-tch'ang-tsong-tou — (418) Ts'ao Hi-pao — (419) ts'ao-leang — (420) Ts'ao Sieou-sien — (421) Ts'ao Tchen-yong — (422) tsao-tsö — (423) ts'ao-yun-tsong-tou — (424) Ts'eu-hi — (425) ts'eu-chou — (426) Ts'eu-yuan — (427) Ts'i — (428) tsi-chou-cheng — (429) ts'ien — (430) Ts'ien Fong — (431) ts'ien-fong-t'ong-ling — (432) Ts'ien Han chou — (433) ts'ien-t'ang — (434) ts'ien-tsong — (435) ts'ieou-chen — (436) Tsin — (437) tsin — (438) Ts'in — (439) Tsin-chou — (440) Ts'ing — (441) ts'ing 1 — (442) ts'ing 2 — (443) ts'ing-che — (444) Ts'ing che lie tchuan — (445) Ts'ing houei tien che li — (446) Ts'ing kouo hing tcheng fa — (447) Ts'ing pi lei tch'ao — (448) Ts'ing tai t'ong che — (449) ts'i uan-siuan — (450) ts'iuan-tan — (451) tso-che-lang — (452) tso-fou-tou-yu-che — (453) tso-kien-fou — (454) tso-leang-t'ing — (455) tso-tao — (456) tso-tou-yu-che — (457) tso-ts'an-tcheng — (458) tsong-eul-p'in — (459) tsong-che — (460) tsong-kieou-p'in — (461) tsong-kouan-ta-tch'en — (462) tsong-lieou-p'in — (463) tsong-ping-kouan — (464) tsong-san-p'in — (465) tsong-sseu-p'in — (466) tsong-tcheng — (467) tsong-tch'eng — (468) tsong-tou — (469) tsong-ts'i-p'in — (470) tsong-wou-p'in — (471) tsong-yi-p'in.

W.

(472) wai — (473) wai-fan — (474) wai-lien — (475) wai-tch'ang — (476) wai-tch'ao — (477) Wan-tch'eng — (478) Wei — (479) Wen hien t'ong k'ao — (480) Wen-houa — (481) Wen-yuan-ko — (482) Wou-heou — (483) Wou K'o-tou — (484) Wou-men — (485) wou-pen-yuan — (486) wou-pou — (487) wou-siuan — (488) Wou Tchao-t'ai — (489) wou-tch'eng — (490) wou-tch'eng-yu-che — (491) Wou T'ing-fang — (492) wou-tso.

Y.

(493) ya-men — (494) Yang Hong-lei — (495) yen-k'o — (496) yen-tcheng — (497) yeou-che-lang — (498) yeou-fou-tou-yu-che — (499) yeou

kien-fou — (500) yeou-tou-yu-che — (501) yeou-ts'an-tcheng — (502) Ying-louen — (503) Yong-p'ing — (504) yong-tcheng — (505) yu-che — (506) yu-che-ta-fou — (507) yu-che-t'ai — (508) yu-che-tch'eng — (509) Yuan — (510) yuan — (511) yuan-fong — (512) yuan-wai-lang — (513) yue-siuan — (514) Yuan-nan — (515) yuan-nan-tao — (516) yun-sseu.

1. 阿成 2. 二十四史 3. 上三旗 4. 山西 5. 山西道
6. 山東 7. 山東道 8. 尚書 9. 上諭館 10. 少卿 11. 少詹事
12. 史書 13. 14. 史官 15. 侍郎 16. 侍讀 17. 始祖
18. 沈寄簪 19. 審官院 20. 陝西 21. 陝西道 22. 神宗 23.
盛京 24. 聖祖 25. 守 26. 杜稷壇 27. 庶吉士 28. 書吏 29.
庶常館 30. 刷 31. 霜降 32. 順治 33. 順天 34. 順德 35.
房 36. 非法 37. 分掌 38. 奉天 39. 府 40. 福建 41. 福建道
42. 副指揮 43. 副都統 44. 副都御史 45. 漢 46. 漢軍
47. 翰林 48. 翰林院 49. 黑龍江 50. 孝廉方正 51. 鄉試 52.
協道 53. 縣 54. 咸豐 55. 憲綱 56. 限票 57. 行人 58. 行人寺
59. 刑科 60. 刑部 61. 行御史臺 62. 學生 63. 學政 64. 訓典
65. 河間 66. 何坤 67. 河南 68. 河南道 69. 河道總督 70.
河差 71. 河東 72. 鴻臚寺 73. 紅本 74. 宏文院 75. 護軍統
領 76. 戶科 77. 湖廣 78. 湖廣道 79. 湖南 80. 湖北 81.
戶部 82. 畫憑 83. 緩急 84. 黃叔瓚 85. 皇朝經世文編
86. 皇朝掌故彙編 87. 皇清奏議 88. 淮揚 89. 黃冊 90.
會試 91. 會獻 92. 火器營 93. 熟審 94. 睿宗 95. 甘肅 96.
康熙 97. 考功司 98. 高帝 99. 考績 100. 高宗 101. 給事
102. 給事郎 103. 給事中 104. 祭酒 105. 吉林 106. 稽察
107. 甲 108. 嘉慶 109. 甲長 110. 將軍 111. 講官 112. 江
南 113. 江南道 114. 江西 115. 江西道 116. 江蘇 117. 健
118. 監生 119. 監副 120. 乾隆 121. 檢討 122. 監察御史
123. 監正 124. 監督 125. 建炎 126. 建元 127. 九卿會議
128. 金 129. 勤 130. 勤職 131. 欽天監 132. 欽定戶部
則例 133. 欽定皇朝通志 134. 欽定皇朝通典 135. 欽
定皇朝文獻通考 136. 欽定禮部則例 137. 欽定續文獻通考

138. 欽定大清會典 139. 欽定大清會典事例 140. 欽定臺規
141. 經 142. 京畿道 143. 經歷 144. 京報人 145. 京察 146.
京察冊籍 147. 經承 148. 經筵 149. 舉人 150. 聚奎堂
151. 捐納房 152. 郡 153. 軍機處 154. 軍政 155. 科 156.
科考 157. 科舉 158. 科道 159. 可矜 160. 供事 161.
貢生 162. 工科 163. 工部 164. 顧仁 165. 關 166. 管
理監事大臣 167. 管理欽天監事務大臣 168. 管理太醫院
事務 169. 光祿寺 170. 廣平 171. 廣西 172. 廣西道 173.
光緒 174. 廣東 175. 廣東道 176. 歸化 177. 貴州 178. 貴
州道 179. 國史院 180. 國華月刊 181. 郭泰 182. 國朝御史
題名 183. 國子監 184. 郎中 185. 遼 186. 吏科 187. 禮科
188. 理藩院 189. 李蓮英 190. 歷目 191. 吏部 192. 禮部
193. 歷代刑法考 194. 歷代職官表 195. 劉叔之 196. 六科
197. 劉休 198. 廩生 199. 臨雍 200. 鑾儀衛 201. 門下省
202. 門下後省 203. 秘書院 204. 密封 205. 密本 206. 明
207. 南史 208. 難生 209. 內 210. 內閣 211. 內簾 212.
內三院 213. 內場 214. 內務府 215. 內院 216. 按察使司
217. 鄂爾泰 218. 鄂容安 219. 年 220. 八旗 221. 拔貢
222. 牌 223. 牌長 224. 榜 225. 保 226. 保甲 227. 保長
228. 保定 229. 寶泉局 230. 本章 231. 批本處 232. 筆帖
試 233. 編修 234. 辯訴 235. 憑 236. 平 237. 評事
238. 憑限 239. 兵科 240. 兵馬司副指揮 241. 兵馬司指揮
242. 兵部 243. 博士 244. 部 245. 步軍統領 246. 布政
使司 247. 三法司 248. 三公 249. 三庫 250. 三直 251.
西華 252. 小學 253. 小滿 254. 小四品京官 255. 秀才
256. 新社會科學季刊 257. 續文獻通考 258. 宣化 259.

宣徽院 260. 宣課司 261. 宣統 262. 宣宗 263. 薛真
264. 巡撫 265. 巡按 266. 巡察 267. 宋 268. 宋伯魯
269. 肅政廉訪司 270. 肅政臺 271. 蘇廷魁 272. 算學助教
273. 隋 274. 綏和 275. 歲考 276. 司 277. 司坊官 278.
四季印簿 279. 四川 280. 四川道 281. 司業 282. 孫逸
283. 大學 284. 大學士 285. 大計 286. 大計造冊
287. 大理寺 288. 大名 289. 大司空 290. 大朝 291. 大臣
292. 大城 293. 大挑 294. 大清通禮 295. 臺 296. 太
僕寺 297. 太常寺 298. 太醫院 299. 太醫院使 300. 太
醫院判 301. 臺院 302. 太尉 303. 譚泰 304. 唐 305.
湯吉禾 306. 道 307. 道光 308. 察院 309. 齋宿 310.
詹事 311. 詹事府 312. 長 313. 章京 314. 長蘆 315.
章炳麟 316. 張煊 317. 掌道御史 318. 常朝 319. 章
帝 320. 張廷玉 321. 掌印 322. 掌院學士 323. 朝審
324. 朝會 325. 朝考 326. 朝陽 327. 職方 328. 知府
329. 知縣 330. 指揮 331. 直隸 332. 陳慶鏞 333.
陳顧遠 334. 陳明夏 335. 鎮臺 336. 政 337. 丞 338.
承審官 339. 正二品 340. 正九品 341. 正九品 342. 正六品
343. 正八品 344. 正三品 345. 丞相 346. 正四品 347. 正
詹事 348. 承政 349. 成帝 350. 正定 351. 正七品 352.
正五品 353. 正一品 354. 州 355. 浙 356. 浙江 357.
浙江道 358. 中山文化教育館 359. 中書 360. 中書科
361. 中華 362. 仲容檀 363. 中國法律發達史 364. 中
國法制史 365. 中國歷代法制考 366. 中國御史制度的沿革
367. 中丞 368. 崇德 369. 中尉 370. 崇文門 371. 主事
372. 處分 373. 初學記 374. 朱琦 375. 主考官 376. 題額

377.朱墨卷 378.註銷 379.朱一新 380.批 381.提行
按察司 382.提舉司 383.提擢 384.提督 385.挑甲
386.挑寧 387.貼寫 388.典禮 389.天安 390.殿院
391.德宗 392.童生 393.東華 394.東華錄 395.東華續
錄 396.通例 397.同治 398.同知 399.通志 300.通
政使 401.通政使司 402.通政副使 403.通典 404.都
事 405.屠仁宇 406.都察院 407.都統 408.都督
409.督催所 410.推官 411.屯田 412.才 413.蔡田
414.參政 415.參議 416.蒼 417.倉場總督 418.曹錫
寶 419.漕糧 420.曹秀先 421.曹振鏞 422.造冊
423.漕運總督 424.慈禧 425.勅書 426.辭源 427.
齊 428.集書省 429.籤 430.錢澧 431.前鋒統領
432.前漢書 433.錢澹 434.千總 435.秋審 436.
晉 437.謹 438.秦 439.晉書 440.清 441.清 442.
青 443.情實 444.清史列傳 445.清會典事例 446.
清國行政法 447.清稗類抄 448.清代通史 449.銓
叙 450.全單 451.左侍郎 452.左副都御史 453.左監副
454.
坐糧廳 455.坐道 456.左都御史 457.左參政 458.從
二品 459.宗室 460.從九品 461.總管大臣 462.從六品
463.總兵官 464.從三品 465.從四品 466.宗正 467.宗
丞 468.總督 469.從七品 470.從五品 471.從一品 472.
外 473.外藩 474.外簾 475.外場 476.外抄 477.苑
城 478.魏 479.文獻通考 480.文華 481.文淵閣 482.
武后 483.吳可讀 484.午門 485.務本院 486.五部
487.武選 488.吳兆泰 489.五城 490.五城御史 491.
伍廷芳 492.仵作 493.衙門 494.楊鴻烈 495.鹽

課 490.鹽政 497.右侍郎 498.右副都御史 499.右監副
500.右都御史 501.右參政 502.英倫 503.永平 504.
雍正 505.御史 506.御史大夫 507.御史臺 508.御
史丞 509.元 510.院 511.元豐 512.員外郎 513.月
選：514.雲南 515.雲南道 516.運司。

I M P R I M E R I E S
LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais

PARIS
